

LA RÉVOLTE ANGLOPHONE

ESSAIS DE LIBERTÉ, DE PRISON ET D'EXIL

Teham

Patrice Nganang

La révolte anglophone

Essais de liberté, de prison et d'exil

Teham Éditions
97, avenue du Général de Gaulle
94420 Le Plessis-Trévise - France
2018

www.tehameditions.com
ISBN 979-10-90147-31-7
Illustration de couverture : Alain Kojélé

Ngalum

Pour Nomsa

S'il n'en fallait qu'un ma petite,
    j'aurais été celui-là
    tel est ton père
Pas de si problématique
    de conditionnalités infinies
    de doute et de grelottements
Le corps désossé
    et le squelette liquide
    qui devant nos pieds devient fleuve
Sur mes ceintures de cuir
    écrit au fer
    sur ma peau au fer aussi
S'il n'en fallait qu'un, ah, ma petite,
    je serais celui-là
    la devise de l'écrivain

Héritée du très lointain mage
   et marquée dans mon âme
   mot qui résume une expérience
Et inaugure un choix public
   ah, ma petite,
   ces choses que je dois te dire, encore
Que je te les aurais dites
   si je n'étais au ngalum
   en ce Noël unique.

Kondengui, le 25 décembre 2017

Le ngalum, en pidgin, c'est la prison.

Le concierge de la république

L'écrivain n'est pas seulement une machine à écrire des livres, c'est aussi une fonction publique. Cette fonction a une histoire qui n'est plus à réinventer, car chaque écrivain, quelles que soient ses impulsions, à un moment devrait répondre de ses appels, de ses obligations en fait. C'est comme un fonctionnaire qui, dans son bureau, malgré ses propres humeurs, devrait bien faire le travail qui s'accumule sur sa table de dossier en dossier. Les dossiers qui s'accumulent sur la table de l'écrivain, ce sont des histoires, les histoires des citoyens. Et elles lui sont racontées ainsi, simplement, s'accumulent donc sur sa table, à cause de ses écrits. La particularité de l'écriture est qu'elle touche le lecteur dans son intimité, et lui donne l'assurance que la personne qui a écrit le livre, le texte, le comprendrait. C'est sur la base de cette intimité entre personnes qui ne se connaissent pas, que le lecteur confie son histoire à l'écrivain. Cette relation entre inconnus est importante ici, car elle est le noyau de la république, le cœur de celle-ci,

la république étant, dans toutes ses manifestations, une communauté de gens qui ne se connaissent pas. C'est cette communauté qui lie l'écrivain au lecteur, et qui fait que ce dernier le transforme en réceptacle de son histoire. C'est dire que de l'infrastructure de l'écrivain, seules les apparitions publiques sont visibles, et elles le sont parce que classiquement, ce sont les livres qui sont la manifestation publique de l'écrivain, ou alors les articles, les textes courts, les interviews. En souterrain cependant, et cela est sa fonction publique la plus universelle, l'écrivain est un collectionneur d'histoires qui lui sont confiées comme on confierait un dossier à un fonctionnaire.

Au Cameroun, le premier à avoir rempli cette tâche avec brio, c'est bien entendu le sultan Njoya. En fait le *Sang'aam*, le premier livre camerounais écrit entre 1908 et 1921, a été composé de cette manière, par la concaténation de plusieurs histoires, dont la plus célèbre est sans doute celle de l'invention de l'écriture. Et là aussi, l'invention de l'écriture était une œuvre collective, l'écrivain, ici Njoya, ne remplissant en fait que la fonction publique de la formaliser. Cette formalisation des histoires collectives qui sont confiées à l'écrivain, c'est cela sa fonction publique, et elle a lieu de plusieurs manières – à côté de l'écriture de livres et de textes courts –, car la scène publique ne se limite pas seulement à la librairie ! Le Tribunal est bien

un espace classique de la scène publique, l'Assemblée nationale, le Marché central, la rue, tous sont des espaces qui peuvent être investis par l'écrivain dans l'exercice de sa fonction. Seul Mongo Beti a rempli chez nous cette fonction publique de l'écrivain avec brio, et sa mort en 2001 a marqué une césure violente dans l'occupation de l'espace public par l'écriture. C'est qu'il faut bien se rendre compte que la fonction de l'écrivain est l'une des plus respectées au Cameroun. En fait, beaucoup plus que de nombreux pays africains, le Cameroun est de ceux où la parole de l'écrivain pèse, et est prise très au sérieux. C'est que le magistère fondé par Njoya n'a jamais quitté la république, la scène publique donc, et dans l'attente des Camerounais, celui-ci doit toujours être occupé. En fait l'attente est si forte que notre peuple, pris en otage par une dictature des plus vicieuses et la plus vieille d'Afrique en plus, dans la précipitation croit reconnaître des écrivains dans des gens qui, au final, ne sont que des faussaires de l'alphabet, et des tueurs d'ailleurs. Car comme il y a des juristes de la tyrannie, il y a aussi des plumitifs de l'assassinat.

C'est que la fonction publique de l'écrivain est humaniste, l'alphabet n'étant qu'un instrument que chacun chez nous maîtrise dès la maternelle, sans pourtant être écrivain. La fonction d'écrivain est humaniste, parce que les animaux n'écrivent pas, ni d'ailleurs les arbres ou les cailloux. Parce qu'elle

est humaniste donc, elle ne s'accommode pas avec l'assaut contre les minorités, quelles qu'elles soient : tribales, religieuses, sexuelles, politiques, d'opinion, ou d'autres. Cet engagement de l'écrivain pour les minorités, pour toutes les minorités, est lié au fait initial qu'il soit le réceptacle d'histoires d'inconnus qui lui viennent individuellement – un à un – à cause des livres qu'il a publiés. On ne peut pas être écrivain et être homophobe, par exemple, c'est tout simplement une contradiction en soi, car la fonction d'écrivain l'interdit, comme celle de fonctionnaire interdit de prendre du tchoko, et celle de prêtre de coucher avec les femmes. L'homophobie d'un utilisateur de l'alphabet est donc similaire à la corruption du fonctionnaire, car toutes les deux participent de l'abaissement de leur fonction. L'écriture a le pouvoir de perdre ou de sauver une vie, de perdre et donc de sauver des vies. L'implication de l'écrivain dans la transformation de faits divers en affaires publiques est liée à une dynamique dont la dramaturgie est celle de la scène publique. C'est que sa fonction transforme l'écrivain en chef d'orchestre de la scène publique. Cette position découle strictement de sa fonction, oui, et en cela, il est en avance sur deux personnages publics qui lui auraient fait ombrage – le prêtre, et le politicien. L'écrivain est en avance sur eux, parce qu'il n'a pas d'obligation par rapport à une église, ni par rapport à un parti. Mais surtout à la différence

du politicien, son enjeu n'est pas la prise du pouvoir. Seul l'engagement pour l'histoire qui lui a été confiée par un inconnu est le ressort de son action publique, et donc l'élan de sa transformation en défenseur des causes minoritaires. La république n'est pas seulement un fait accompli, c'est également un devenir. C'est dans sa prise en charge d'histoires mineures, individuelles, de faits divers donc, et leur transformation en vérités publiques, que l'écrivain remplit sa fonction essentielle, celle de concierge de la république. Le Cameroun qui depuis 2001 avait oublié le visage de cette fonction inscrite en 1908 dans notre scène publique par Njoya, découvre soudain le magistère occupé. Et c'est une très bonne chose. Je suis le Concierge de la République.

Historique

La guerre contre les anglophones au Cameroun

Expliquée à mon ami africain francophone

La Naissance des Bangrissi

Au Cameroun, on tue les Anglophones. Ceux qui y sont tués dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, régions anglophones du pays, le sont parce qu'ils sont des Anglophones. Ils sont tués parce qu'ils parlent anglais. Ils sont tués par des soldats en majorité francophones, et par un État francophile et anglophobe – par un État donc qui a peur des Anglophones. Leurs cadavres sont plus parlants que tout discours, car tous les cadavres des morts du conflit qui a éclaté dans ce pays depuis 2016 sont anglophones, tous sans exception véritablement. Anglophones, ils sont donc tués par des Francophones, quand ces désignations sont en fait des contingences purement historiques. Mais quelle identité n'est pas

une contingence historique ? Les peuples sont en effet comme les passagers d'un compartiment de train. Ils ne sont pas seulement recomposés constamment, au gré de la prochaine gare. Quand, assis dans le wagon, ils se liguent cependant instinctivement contre le nouveau venu. Il en est ainsi au Cameroun de ceux qu'on y appelle dans le langage quotidien les Francophones et les Anglophones. Ils sont tous les deux des inventions coloniales, les Francophones ayant commencé à exister dans ce pays qui lui-même est une invention allemande, à partir de 1916, tandis que les Anglophones, eux, n'ont commencé à y exister qu'en 1961. C'est qu'après 1916, l'Allemagne ayant perdu toutes ses colonies avec sa défaite au bout de la Première Guerre mondiale, la partie connue comme Cameroun occidental (en anglais le terme utilisé pour la designer c'est 'Southern Cameroons', mais aussi 'Western Cameroons'), fut de facto gouvernée avec le Nigeria. Seraient-ils restés avec le Nigeria comme il leur fut suggéré à l'époque par le président nigérian Abubakar Tafawa Balewa, que les Anglophones n'existeraient pas du tout. Pour preuve, la Northern Cameroons, partie nord des Cameroons, comme on dit encore en anglais, qui avait choisi de se joindre plutôt au Nigeria, ou alors qui y avait été jointe, n'a pas du tout d''Anglophones' aujourd'hui. Ceux qui y vivent ne s'appellent pas Anglophones bien qu'ils aient le même passé que ceux qui dans la République

du Cameroun sont désignés comme tels, et bien que comme eux ils parlent anglais. Ce sont simplement des Nigérians.

En fait, *l'antériorité des Francophones sur les Anglophones, dans la composition de ce qui est le Cameroun d'aujourd'hui, a trois conséquences.* La première conséquence, immédiate celle-là, est de dénomination, le Cameroun oriental, ou alors le Cameroun francophone, qui fut indépendant le 1er janvier 1960, ayant pris pour soi la dénomination de 'la République du Cameroun', au moment où la partie anglaise était prise dans un imbroglio juridique dont elle n'est pas encore sortie – comment être Camerounais, en étant indépendant en tant que Nigérian ? Comment être indépendant donc, sans devenir *de jure* Camerounais ? La deuxième conséquence de l'antériorité des Francophones sur la composition de l'État camerounais est évidemment hégémonique, encore qu'ici la population francophone qui est plus grande que celle anglophone fasse la différence. L'expérience camerounaise d'une hégémonie francophone sur les Anglophones est demeurée unique, après l'échec du projet de la Sénégambie qui lui aurait servi de parallèle, et devant le fait que la partie du Togo qui avait été dirigée avec la Gold Coast ait été phagocytée par le Ghana actuel. Les modèles de confédération – la confédération du Mali, un échec, et la confédération de la Tanzanie, un succès –, sont cependant trop lointains du discours

camerounais pour servir de ligne de mire. La troisième conséquence de l'antériorité francophone est que la partie anglophone du pays n'ait pas encore eu accès au pouvoir politique, son leader ayant accepté la position de Vice-président sur le ticket présidentiel de 1970 qui consacrait l'union des deux parties.

Comme les passagers du train qui se liguent instinctivement contre le nouveau passager, les Francophones n'ont jamais manqué d'arguments pour dénier aux Anglophones jusqu'à leur droit d'existence, et ici l'idéologie n'est que la dernière camisole de ces trois conséquences ci-dessus nommées. Comment peut-on se réclamer d'une origine coloniale, c'est une honte, car nous sommes bel et bien Africains, dit le Francophone, qui lui-même est une invention si coloniale que son origine ne dépend en fait que de ce qui s'appelle entretemps 'la Francophonie.' Nous sommes bel et bien Camerounais, ajoute-il, quand le Cameroun lui-même est une invention si coloniale que ses frontières n'ont cessé de changer depuis 1884, date de leur premier tracé, et que ses enfants n'ont jamais eu l'intelligence de lui trouver un nom autre que celui portugais que ses premiers colonisateurs lui ont donné – rivière de crevettes. Seul l'antériorité de leur position dans l'État du Cameroun – dans 'la République du Cameroun' – donne aux Francophones une autorité morale dont ils se servent pour juger des gestes politiques des

Anglophones, qui ne font que ce qu'eux-mêmes ont fait, à la seule différence que les Anglophones le font *à partir d'une position minoritaire.* Expliquer à un Zulu ce qu'est un Francophone est aussi ridicule qu'expliquer à un Francophone camerounais ce qu'est un Anglophone de son pays. Comme le Zulu sera toujours amusé que dans des conférences internationales les 'Francophones' se liguent pour torpiller toutes les positions panafricaines, les Francophones du Cameroun sont amusés que les Anglophones, au bout de quarante ans de malentendus d'une réunification qui n'en fut pas une, veuillent créer un État qui leur soit propre – la République fédérale d'Ambazonie –, qu'ils appellent une 'république imaginaire', comme si le Cameroun lui-même existait avant que les Européens ne l'imaginent.

J'ai dit plus haut que l'expérience de la réunification camerounaise est singulière, parce que les modèles parallèles sont des échecs – le cas de l'Érythrée, ancienne province italienne, de Djibouti, ancienne province française, pourtant parties de l'Éthiopie bien avant leurs colonisations respectives, et bien sûr le cas de la Sénégambie qui n'a pas pu survivre malgré l'intelligence sage de Senghor, sont là pour nous enseigner qu'une identité inventée prend une vie qui est sienne selon l'ingénuité des politiques qui décident de lui donner un destin, et des populations qui y croient. Le rire francophone devant la naissance de l'identité

anglophone se trouve cependant très vite une excuse – les frontières de la colonisation – dans un tabou, qui ici ne peut pas en être un. Car les Francophones se heurtent à une aporie, qui est la ruse de l'histoire camerounaise. De quelle colonisation parlerons-nous donc ? Car s'il s'agissait de la colonisation allemande, eh bien, le 'Grosskamerun' inclurait des parties du Tchad, de la République Centrafricaine, du Nigéria, du Congo, et bien sûr du Gabon ! Et s'il s'agissait de respecter les frontières héritées de la colonisation, comme le veut l'UA, c'est-à-dire de s'en tenir aux frontières acquises avec les indépendances, eh bien la partie francophone du Cameroun perdrait tous les arguments juridiques qui lui donnent la mainmise sur le Cameroun anglophone, lui qui fut bien indépendant le 1er octobre 1961, en tant que partie du Nigeria ! Cette aporie est importante, car elle montre un vide, dans lequel tous les arguments anglophones s'engouffrent très rapidement. Évidemment le troisième argument-réponse ici c'est la fuite en avant – « il est temps pour les Africains de créer des 'grands ensembles'. » Mais comment vouloir un grand ensemble quand déjà l'expérience de ce petit ensemble qu'est le Cameroun réunifié se vit comme un échec cruel ? Pourquoi les Anglophones voudraient-ils ce que les Gambiens ont refusé, même s'ils réalisent tard la sagesse gambienne qui veut que l'Afrique croie encore régler les questions idéologiques au prix du droit des

minorités, et bien particulièrement des droits humains ? Évidemment l'option d'une confédération n'est pas encore dans l'optique francophone, l'hégémonie francophone étant transformée en violence par la paranoïa du pouvoir qui l'exerce.

C'est que comme les Francophones sont une invention des Français quand ceux-ci prirent possession du Cameroun allemand en 1916 et décidèrent de le gérer avec leur ensemble plus grand, l'Afrique Équatoriale Française, et donc dans les faits, d'y clore définitivement l'expérience allemande, malgré le fait qu'une partie de la France, l'Alsace et la Lorraine, parle l'allemand ; comme donc les Francophones sont une invention de la France, les Anglophones au Cameroun sont bel et bien une invention des Francophones, et plus spécifiquement de Paul Biya. Et par invention nous entendons deux mouvements qui sont une dynamique, le premier étant la désignation d'un groupe précis par des actes d'exclusion, et le deuxième étant la prise en charge par ce groupe de son identité ainsi désignée. Les Bamiléké sont un groupe tribal dont la désignation ne se retrouve dans aucune langue parlée par ceux qui sont ainsi désignés, mais qui, avec l'histoire, se sont appropriés ce terme malgré eux. Les 'nègres' sont également un groupe dont la construction est autant liée à l'histoire de l'esclavage qu'à celle de la colonisation, et qui, avec la négritude et des mouvements similaires, se sont

auto-identifiés comme tels en faisant leur cette identité imposée. L'acte politique d'invention des Anglophones comme identité d'exclusion est postérieur à Ahmadou Ahidjo dont la politique, positive celle-là, aura été l'union de la République du Cameroun qui déclara son indépendance le 1er janvier 1960, avec la 'Southern Cameroons', cet État qui plaçait son gouvernement, ses structures administratives et ses emblèmes dans la fédération qui deviendrait alors le Cameroun réunifié – et qui se nommera République unie du Cameroun. Les vingt ans d'expérience patiente de constitution d'un Cameroun fédéral puis unifié, pas de géant déjà sur des échecs comme celui de la Sénégambie dont j'ai parlé, n'ont pas paru significatifs à Paul Biya quand, le 4 février 1984, il décidait unilatéralement, dans un geste de politique négatif, de faire table rase du passé.

L'alors nouveau Président était au début de son pouvoir qu'une élection rapidement organisée, 'anticipée' était le terme, légalisait dans les faits. Son pouvoir n'était pas encore vieux de deux ans, on dirait aujourd'hui, mais dans l'ambiance du parti unique, l'UNC, qui ne connaissait pas la légitimité sanctifiée par le vote, l'acclamation (99 %) tout comme la propagande étaient suffisants, croyait-il, pour éteindre le droit. Quatre décisions présidentielles marquent donc l'invention des Anglophones comme groupe et donc comme identité exclue : la première, de propagande, de discours, était

de faire fi de la politique d'Ahmadou Ahidjo dont le concept était 'l'unité nationale', et de la remplacer par ce qu'il appellerait 'l'intégration nationale'. L'analyse pratique des conclusions de ce déplacement, c'est évidemment l'intégration des Anglophones dans un modèle de l'État qui cesse d'être une addition de deux États, pour devenir en fait une mosaïque de tribus. La conséquence étant évidemment que les Anglophones, de par leur distinction comme locuteurs de l'anglais, sont devenus une tribu – ce qui dans les langues camerounaises, dans ma langue, le medumba, était déjà désigné comme *Bangrissi*, s'est tout simplement cristallisé dans un processus de tribalisation qui au fond est la marque politique du régime de Paul Biya. On parle donc au Cameroun des *Bangrissi* comme on parle des *Bamiléké* – je prends ces deux exemples à dessein, car tous les deux sont des identités tribales inventées *de l'extérieur*, la première par un pouvoir politique post-colonial, et la deuxième par un pouvoir colonial. Quand donc dans ce texte je parlerai des Anglophones, il est important de savoir qu'ils sont entretemps devenus une tribu, avec une position bien précise dans l'échiquier politique camerounais, et avec des descriptifs bien singuliers dans le vécu quotidien de ce pays, un groupe qui se distingue par exemple de celui des *Nkassa*, pour continuer avec la désignation medumba, qui ainsi identifie les Nordistes musulmans ou pas, et de celui des *Nkoua'* qui désigne les

autres, 'le reste', pour le dire plus platement. Essentiel est de souligner que cette tribalisation des Anglophones est la conséquence d'un geste d'exclusion qui aura rendu impossible la recomposition par exemple des grands groupes tribaux qui auront été divisés par les colonisations anglaise et française – les Bamiléké et les Sawa, tous les deux étant identifiés différemment sur l'échiquier post-1984.

Tribu tardive, même si déjà présente comme peuple entre 1961 et 1984 dans les échanges divers – parce que le terme *Bagnrissi* désigne au fond des peuples qui s'étendent jusqu'à Calabar et avec qui les populations camerounaises étaient en commerce –, aujourd'hui dans leur revendication les Anglophones se sont donné un nom – et c'est Ambazoniens, habitants de la région d'Amba, pour s'opposer à ceux-là qui, Camerounais, se réfèrent encore à cette rivière de crevettes portugaise qui les nomma. Le nom 'Ambazonien' date lui-même de 1985, et est donc né d'une réaction intellectuelle anglophone aux décisions de Biya. Un document fondateur marque sa naissance, et c'est *The New Social Order*, le texte *Le Nouvel ordre social,* de l'avocat Fongum Gorji-Dinka, publié clandestinement, réaction véhémente tant de critique de la nouvelle politique présidentielle que de fondation d'une nouvelle identité. C'est que dans son geste de tribalisation effective des Anglophones – et la réaction de Gorji-Dinka était le

rappel de ce que le Southern Cameroons n'était pas une tribu, mais bel et bien un État ! – Paul Biya avait pris une seconde décision qui donnait au pays un nom rétrograde : celui que la partie francophone portait durant la brève période allant de son indépendance le 1er janvier 1960 à la composition d'une République fédérale du Cameroun, après la réunification des deux Cameroun francophone et anglophone. Le pays francophone donnant son nom au Cameroun tout entier imposait donc dans les faits son existence à la partie anglophone qui, jusque-là, n'était qu'une partie fédérale la constituant. La dénomination a des conséquences administratives, dont le morcellement de la République du Cameroun en provinces, et ainsi, la subjugation des entités séparées qui constituaient la fédération, dans un ensemble recomposé selon les humeurs d'une politique qui au plus rapidement voulait se séparer de l'ombre trop présente d'Ahmadou Ahidjo. Étrange morcellement, dira-t-on aujourd'hui, qui donna au pays une province de l'Ouest à côté de laquelle, et de manière totalement distincte, se trouvent des provinces du Sud-Ouest et du Nord-Ouest ! La République du Cameroun est ainsi le seul pays de la Terre dans lequel le Nord-Ouest et le Sud-Ouest ne font pas partie de l'Ouest !

Mais la troisième décision du Président alors nouveau était encore plus infâme, et elle ébranlait l'ordre politique, l'entente cordiale mise sur pied par les pères fondateurs

de l'union des deux parties du pays. La mesure de cette décision est claire aujourd'hui, car de deuxième personnalité que le Vice-président anglophone était en 1970, sous Paul Biya, l'Anglophone le plus important dans la structure de l'État c'est le premier ministre, qui n'a au fond qu'une responsabilité managériale, lui qui ne nomme même pas ses propres ministres ! La dégringolade des Anglophones a eu plusieurs causes internes aux soubresauts d'un pouvoir foncièrement paranoïaque, et externes liées aux pressions populaires de l'identité anglophone se cristallisant dans la dissidence anglophone, mais le résultat aura été la lente mais effective exclusion des Anglophones des sphères de décision politique et administrative du pays. Nous sommes bien loin aujourd'hui de ces semaines de 1970 où la campagne électorale du parti unique présentait un ticket avec Ahmadou Ahidjo comme Président et Tandeng Muna comme Vice-président. Nous en sommes en fait si loin que sûr de son pouvoir, Paul Biya pouvait interdire en 1990 une conférence publique sur la question anglophone organisée à Yaoundé par Tandeng Muna ! C'est qu'il avait alors cru avoir suffisamment triangulé les Anglophones, en leur donnant des positions faire-valoir, mais surtout en fondant son parti politique, le RDPC, en 1985 à Bamenda sur les cendres du parti d'Ahmadou Ahidjo, l'UNC, dont il avait hérité. Il apparaît aujourd'hui que Paul Biya réagissait alors à

la fronde anglophone qui se composait devant lui – et le texte de Gorji-Ndinka en est la marque –, le pouvoir ayant dans un basculement extraordinaire quitté le Nord du pays pour littéralement lui tomber entre les mains comme une mangue, lui qui est originaire du Sud. C'est que le Vice-président anglophone avait alors été oublié par Ahmadou Ahidjo dans la composition de son dauphinat. Apaiser les Anglophones, d'emblée sevrés du pouvoir et de leur État, aura été le sens du geste de Biya, mais comme nous le verrons, cet oubli et cette exclusion extraordinaires des Anglophones seraient le ferment d'une identité.

Pourquoi le 6 novembre 1982 Ahmadou Ahidjo n'a-t-il pas donné le pouvoir à celui qui avait été son Vice-président, et était entretemps devenu le président de l'Assemblée nationale, et donc, le faiseur de rois ? L'argument avancé est juridique : la Constitution lui liait les mains. Mais cette Constitution, il l'avait taillée sous la mesure prospective de sa décision, pour ainsi donner à son geste une légalité de façade dont celle-ci avait besoin afin de ne pas être totalement illégitime. Paul Biya demeure pourtant jusqu'aujourd'hui le seul Président africain à qui le pouvoir a été littéralement donné. Que sa quatrième décision ait été la conséquence de cette prise de pouvoir singulière, c'est-à-dire à laquelle dès le départ il manquait la légitimité, se lit dans la composition de son gouvernement au bout de ce

qu'il appela 'l'élection anticipée' du 14 janvier 1984, et son extinction du poste de premier ministre – ce poste même qui l'avait propulsé au pouvoir ! Les coups d'État fictifs ou réels de 1983 et d'avril 1984 sont autant de frondes imaginaires ou réelles qui, si elles ébranlèrent le pouvoir, confortèrent celui-ci dans la tendance qu'il avait choisie – la jacobinisation de sa structure administrative, le renforcement de l'exécutif, et plus spécifiquement du pouvoir du président de la République. La violence de l'État retournée contre le Nord, musulman, contre les *Nkassa* – la condamnation à mort de l'ancien Président Ahmadou Ahidjo, et l'exécution de centaines de soldats et autres Nordistes le 1er mai 1984 à Mbalmayo, Mfou, et l'incarcération de centaines d'autres seront les marques sanglantes de cette descente en enfer – ne fera pas des Anglophones le troisième larron de la fable, car le pays vivra au contraire un retranchement tribal du pouvoir et de son Président. Et avec lui la République du Cameroun qui avait déjà enterré la fédération, et ne permettait pas de compétition partisane en son sein, ne pouvait que forcer la nation à faire une rechute dans le modèle des alignements tribaux dont 'l'équilibre régional' est le mécanisme politique. Les Anglophones quant à eux vont vite découvrir que le processus de construction pyramidale de l'État ainsi mis en branle par Biya, qui se donnait comme projet la liquidation des résidus de ce qui était le Cameroun occidental et avait

son parlement ainsi que des institutions fonctionnelles, les transformait par défaut en une tribu – les *Bangrissi.*

TÉLÉOLOGIE DE LA VIOLENCE

Comme une femme qui découvre la violence chronique de son copain en vivant avec lui après le mariage, les Anglophones découvrent en 2016 la violence intrinsèque de l'État qu'ils appellent si bien 'la République du Cameroun', en abrégé 'la République' (mais aussi 'La Républic'), et auquel ils se sont liés en 1961. C'est qu'en se réunissant avec le Cameroun oriental, francophone, ils sont entrés en effet dans une narration historique qui dicte la violence des réflexes à un État orphelin de légitimité, celui-ci ayant très peu changé son personnel et n'ayant pas du tout changé ses structures institutionnelles depuis 1956. La République du Cameroun, à laquelle les Anglophones se sont joints, s'est fondée dans un génocide commis contre les forces indépendantistes, le premier chapitre de cette violence d'État ayant eu lieu entre 1956 et 1960 en territoire bassa, avec comme fief insurrectionnel Boumnyebel et comme leader le charismatique Ruben Um Nyobè, et le second acte en territoire bamiléké, avec comme leader Ernest Ouandié et comme QG la forêt de Toungou. Cette fondation sanglante de l'État camerounais est liée à sa constitution chiasmatique, qui aura voulu

que, contrairement à tous les pays africains, ce soient les forces opposées à l'indépendance qui aient à la fin hérité de celle-ci. Le renversement de l'ordre politique que la naissance de l'État camerounais met en branle – et dont il n'est pas encore sorti – mérite une narration distinctive, parce qu'elle donne une place bien précise au peuple camerounais – et donc aux Anglophones. Celui-ci est exclu de l'État, celui-ci regarde l'État de l'extérieur, celui-ci vit l'État donc comme une imposition maléfique, illégitime. La position des Anglophones, comme peuple et comme leaders politiques cependant, a été double devant cette excroissance ambiguë de l'État camerounais. D'une part le Cameroun occidental aura servi de base arrière aux leaders indépendantistes du Cameroun oriental – et le trio de Kumba est emblématique de cette position –, en même temps les leaders anglophones d'alors travaillaient de manière effective avec le parti camerounais qui alors ne voulait pas seulement la réunification des deux Cameroun, mais aussi l'indépendance – l'UPC.

Signer les accords de réunification avec Ahmadou Ahidjo, le meurtrier de leurs partenaires politiques, était donc un réalignement extraordinaire, mais aussi un geste de pragmatisme simple. Et pourtant, c'était aussi, il faut le souligner d'emblée, l'entrée dans une narration bien précise de l'histoire camerounaise, sans en avoir payé le prix, car tout État a une narration

qui, par la propagande mais aussi par l'enseignement dans les écoles, invente la citoyenneté dans son cœur. Les oripeaux de cette invention, ce sont évidemment le drapeau, les timbres, par exemple, mais aussi les manuels scolaires, et évidemment une conception particulière de soi dont le vécu c'est le droit. Mais l'absence de prix anglophone à la constitution de l'État camerounais est une certaine virginité de ce peuple devant le génocide fondateur de la République du Cameroun, même si les massacres de Tombel en 1966 ont ouvert l'espace anglophone au conflit qui secouait le Cameroun francophone. Et ici d'ailleurs, les victimes étaient surtout des Francophones, ou alors des gens aux attaches sociales ancrées en zone francophone. Pour dire que dans sa dynamique générale, ce qui est entré dans l'histoire du Cameroun comme étant le contentieux historique lié à l'indépendance mal acquise, a laissé les Anglophones dans la périphérie de l'histoire camerounaise. Même la présence de Ndeh Ntumazah ne fait pas suffisamment du Southern Cameroons le cœur névralgique du conflit, sinon comme arrière base véritable, car situé de l'autre côté du fleuve Moungo qui ouvrait ses champs et ses espaces aux batailles les plus sanglantes de la période.

Mais l'exclusion des Anglophones de la téléologie de la violence qui caractérise la narration de l'histoire de l'État du Cameroun sera de courte durée.

Peut-être faut-il d'abord décrire les éléments constitutifs et les étapes de cette téléologie. C'est que d'entrée de jeu, parce que le pouvoir d'État aura été remis, dans la partie francophone du Cameroun, autant à des gens qui ne le méritaient pas qu'à ceux-là qui spécifiquement s'y étaient opposés, la naissance de l'État camerounais aura eu lieu dans un contexte d'illégitimité totale. La fabrication de sa légitimité, en l'absence d'élections dont le contentieux en décembre 1956 aura justement ouvert l'écart entre la revendication d'indépendance et l'acquisition de celle-ci, la fabrication de la légitimité se sera ainsi fondée dans le sang – l'exécution pure et simple des leaders qui se seront battus pour l'indépendance, et la mise des populations devant le fait accompli de leur absence. Que ce chamboulement historique ait eu des conséquences de longue durée est important à souligner, mais essentiel est de dire que l'ouverture de l'État camerounais sur un massacre, sur un génocide à deux chapitres, le premier bassa (1956-1959), et le deuxième bamiléké, (1959-1970), aura donné à l'État infirme de légitimité une dynamique expiatoire dont il n'est pas encore sorti. Que la quête de légitimation qui sous-tend cette téléologie ne soit toujours que tribale, n'est possible que parce que l'État a mis et met toujours ses administrateurs en œuvre, préfets, sous-préfets, gouverneurs, pour saborder toute structure associative (syndicats, associations, etc.) qui lui donnerait une voix

républicaine. Ainsi par moments l'État se retourne-t-il contre la partie du peuple républicainement déshabillée, contre une tribu donc, qui pour le moment donné porte l'élan de la demande de légitimité populaire, pour l'écraser dans le sang. L'exécution de centaines de contestataires militaires nordistes le 1er mai 1984 à Mbalmayo, Mfou, entre autres, et leur enterrement dans des fosses communes ne sont que la troisième entéléchie sanglante de cette téléologie, à laquelle les Anglophones se joindront malgré eux en novembre 2016, quand des revendications corporatistes d'enseignants et d'avocats anglophones seront prises en charge par la population pour en faire leur demande générique.

Si donc la réunification politique des Anglophones avec le Cameroun francophone a eu lieu en 1961, l'entrée de plein fouet du peuple anglophone dans la narration de l'État camerounais aura eu lieu, elle, en novembre 2016 avec la révolte anglophone. Est-ce la virginité anglophone devant la terreur de l'État camerounais, sevré de légitimité populaire depuis 1956, qui aura amené les Anglophones à faire si facilement fi des violentes entéléchies de la téléologie de la violence exprimées successivement contre les Bassa, et puis après les indépendances contre les Bamiléké et les Nordistes ? Ou alors, est-ce leur indignation devant le mépris qui caractérisa leur entrée dans la sociographie de la République du Cameroun qui réveillera leur révolte ? La question restera toujours

ouverte, et pourtant la combinaison des revendications corporatistes des avocats et des enseignants qui – dans le cadre de ce qui sera le Consortium de la Société Civile Anglophone, en novembre 2016, a mis le feu aux poudres – touchait aux deux soupapes de ce qui est le socle même de la distinction anglophone dans l'État du Cameroun, distinction devenue un véritable apartheid depuis février 1984 : le système éducatif d'une part, et le système juridique d'autre part. Car voilà bien ce que l'on pourrait appeler l'altérité radicale, ce qui, au-delà de la langue anglaise, aura résisté à la dissolution des Anglophones dans un ensemble général appelé 'intégration nationale.' Le système éducatif distinct, avec son GCE, tout comme le système juridique distinct, avec son 'common law', auront tous les deux résisté aux quatre décisions prises en février 1984 par Paul Biya, et qui auraient au bout du compte abouti à la francophonisation effective et donc à la disparition de la culture anglophone. La question ici cesse d'être idéologique, ou d'ailleurs d'être résolue par la violence ou par la fuite en avant, pour être simplement une question de choix de systèmes qui, de par leur tradition, française pour l'une et anglaise pour l'autre, ont deux visions bien parallèles de l'éducation et du droit. Il ne s'agit plus de parler anglais, ou alors français, mais bel et bien de savoir dans quel système éducatif on sera formé, on acquerra sa citoyenneté donc, et aussi, dans

quel système on sera jugé comme citoyen à la fin.

L'État camerounais n'a jamais voulu trancher, même si sa politique aura été, depuis 1972, une politique de bilinguisme de forme et dans le vécu la composition de ce qu'on appellerait des *'touching tales'*, deux narrations de soi qui se touchent, et au pire sont devenues un apartheid. L'État ne sera jamais allé jusqu'à vouloir donner à un système anglais une forme française, et pourtant les populations camerounaises auront très vite compris dans les faits où se trouve leur avantage. Ainsi, lentement, subrepticement, ce qui était des écoles bilingues ont été prises dans un vent de mode qui les a multipliées, de même que les écoles anglophones, et les universités de système anglo-saxon se créaient. Que la balance penche pour l'anglais au niveau international a très peu à voir avec le Cameroun qui n'en subit que les conséquences, celles-ci étant vécues sur le terrain de plusieurs manières, dont la plus évidente aura été l'envahissement du système éducatif anglophone par des Francophones à la recherche de système plus prometteur de futur et de carrière, ajouté à l'envahissement de leurs villes par une population francophone plus nombreuse, et évidemment l'occupation de leurs espaces par un pouvoir de plus en plus outrancièrement francophile et anglophobe, ou du moins perçu comme tel. Que les avocats anglophones aient ressenti le manque de patience de l'État devant leur demande de respect de

la spécificité juridique du *common law*, de plus en plus dissous dans le système juridique français appliqué dans le Cameroun francophone – la nomination de juges francophones, la sentence d'Anglophones selon le droit francophone, etc. –, n'aura qu'été la goutte d'eau qui aura fait déborder le vase déjà rempli par les trop nombreuses impasses du système éducatif anglophone de plus en plus sabordé par l'envahissement exponentiel des Francophones. Manière de dire que l'exaspération des avocats anglophones, en s'arrimant aux revendications des enseignants anglophones, aura fait corps avec le peuple anglophone – *Bangrissi*, et l'entrée en jeu du tribun Mancho Bibixy le 22 novembre 2016 à Bamenda sera le moment de cette symbiose – pour faire face à un État qui, de 1956 à 1959 contre les Bassa, de 1959 à 1970 contre les Bamiléké, et en 1984 contre les Nordistes, n'aura répondu à tout questionnement de sa légitimité absente que de manière violente, génocidaire.

Une lecture comparative de cette opposition au Cameroun entre d'une part l'État qui s'habille du manteau – et même du cache-sexe le plus souvent – de la légalité, et d'autre part le peuple dont la demande de légitimité s'exprime par la voix de groupes successifs et successivement transformés en boucs émissaires d'un État irresponsable, montre des continuités extraordinaires. La première continuité est évidemment du domaine des personnes – car à côté de Biya, ils sont

bien nombreux au sommet de l'État camerounais qui ont vécu toutes les entéléchies violentes dont celui-ci s'est rendu coupable tout au long de son histoire. Mais la seconde continuité s'opère dans le système politique – depuis 1956, un seul régime politique a dominé la scène publique camerounaise, sous le visage de plusieurs partis politiques dont l'identité ultime aujourd'hui est le RDPC. La troisième c'est la manière extraordinaire qu'a l'État camerounais de vivre son illégitimité, c'est-à-dire en sanctionnant de manière toujours violente tout peuple, tout groupe, toute association et tout individu qui lui révèlerait sa nudité. Et enfin, plus précisément, la dernière continuité c'est la répétition de tactiques appliquées qui transforme la gestion du conflit en zone anglophone en palimpseste de la guerre civile de 1959-1970, et de la guerre d'indépendance de 1955 à 1959 : l'arrestation et l'exil des leaders en zone francophone, les punitions expéditives, l'incendie des villages et des écoles, le kidnapping des fonctionnaires et leur libération sans rançon, l'usage de la guerre psychologique, la transformation d'une partie de la population en 'ennemis de la république' nommés 'maquisards' en 1956 et 'sécessionnistes' en 2017, pour en faire au final des 'terroristes'. Le tragique de villes comme Tombel est que des populations qui, utilisées entre 1961 et 1970 comme commandos et qui se seront rendues complices de massacres contre les forces dissidentes nommées

'maquisards', se retrouvent aujourd'hui indexés par le même État qui les employait, et qui les tue aujourd'hui parce qu'il les dit 'sécessionnistes'.

C'est que l'entrée des Anglophones dans la narration de l'État camerounais, si elle arrive avec soixante ans de retard sur la réunification officielle, est d'un prix très élevé. Les Anglophones payent autant, sinon d'ailleurs plus que les Bassa, que les Bamiléké et les Nordistes, le prix d'être Camerounais. Le tourbillon sanglant dans lequel ils sont pris, c'est la logique de l'histoire camerounaise devant laquelle ils étaient jusque-là témoins, au mieux arrière-garde, avant que d'être oubliés dans sa dynamique politique, et puis au final exclus. Dans sa formulation corporatiste, même si elle refuse la geste des décisions de 1984 qui aura fait des Anglophones une tribu et dans cette geste les aura exclus, la fronde anglophone puise dans le substrat populaire camerounais qui refuse à l'État exsangue la légitimité qu'il n'a jamais eue depuis le contentieux électoral de 1956. En revendiquant la reconnaissance des spécificités d'un système éducatif et juridique prise par la majorité de la population camerounaise – car les Francophones votent avec leurs enfants en les envoyant suivre leur cursus dans des écoles Anglophones –, les enseignants et les avocats anglophones ont donné voix aux revendications de la majorité de la population camerounaise, comme déjà avant eux, en 1984, des

jeunes officiers de l'Armée camerounaise se mettaient derrière un collectif 'J'ose' pour dire des paroles qui, dans leur généricité, condamnent encore le régime camerounais, et comme en 1956-1970, l'UPC se couvrait des oripeaux marxisants pour donner voix au cri profond du peuple camerounais, dans sa quête de liberté. Car la question dans un pays dont les élections – la modalité qualitativement peu coûteuse de bâtir une légitimité populaire dans une république – auront toujours été fraudées, c'est bel et bien de savoir comment faire valoir une revendication populaire, et comment donner droit de cité à une opinion majoritairement consentie. Que les Anglophones dans leur majorité soient bilingues, à la différence des Francophones monolingues, n'inscrit qu'encore plus leurs demandes dans le cœur même du peuple camerounais, qui vit sa symbiose véritable des deux côtés du Moungo.

La rébellion anglophone

Ne sera pas comptée comme faisant partie de la dissidence anglophone la voix de Ndeh Ntumazah, parce qu'elle se perd plutôt dans la fronde upéciste dont les chapitres se sont exprimés dans la guerre des indépendances et civile de 1956-1970. *La dissidence anglophone, quant à elle, est intellectuelle, politique, populaire et enfin insurrectionnelle, et elle date spécifiquement de 1985.*

Critique, opposition, révolte, et rébellion. Quatre étapes d'un processus historique qui marquent la réaction des Anglophones à leur oubli, leur exclusion, leur francophonisation, et au final, leur tribalisation. Parce qu'elle est si profonde – le coup d'État de 1984 était la tentative d'une autre révolution de palais, mais cette fois militaire –, elle est l'avant-garde de toute dissidence, et de toute opposition au régime de Biya, et donc la locomotive effective de l'histoire camerounaise de ces trente dernières années. Dans ce pays dont les syndicats ont été émasculés dès 1959 et dont l'armée a été tribalisée à outrance, elle naît de l'oubli et de l'exclusion politiques des Anglophones, pour formuler une revendication dont le but et la conclusion sont la fabrication d'une identité spécifique anglophone – celle-ci distincte de cet élément résistant que constituaient les systèmes éducatif et juridique anglophones –, et dont la finalité c'est la recomposition de la forme de l'État camerounais. La dissidence anglophone n'est donc pas à confondre avec la pensée et même la défense de ce que l'État camerounais appelle le bilinguisme et qui en Bernard Fonlon trouve son formulateur le plus perspicace et son défenseur le plus rigoureux, car ici dans l'absolu on aboutirait à la prise en charge par l'État de la tâche de construire deux communautés linguistiques quand le vécu nous montre plutôt le sabordement de l'une par l'autre. La dissidence anglophone est une réaction défensive devant une

francophonisation, ordonnée à partir du sommet de l'État, de la vie anglophone, et dont les manifestations sont de dénomination, le retour à la République du Cameroun, la jacobinisation de l'État, la rétrogradation des responsables anglophones dans la machine administrative, au final, l'oubli des Anglophones dans les batailles politiques, et leur utilisation comme faire-valoir d'un pouvoir paranoïaque en plein repli identitaire dans le Sud, région d'origine de Paul Biya, et région la plus francophone du Cameroun. La transformation de la dissidence anglophone en conflit tribal et la description des Anglophones comme ennemis de la république – et le mot 'Ambazozo' est l'insulte commune des officiers de la police et des militaires francophones en action – se fondent dans cet antagonisme radical avec un pôle des plus francophones du pays, tandis que le mépris des Francophones pour les Anglophones enlève à cette dissidence son potentiel nationalement mobilisateur.

Dans *La Rébellion d'Ambazonie*, Gorji-Dinka écrivait déjà en 1985 :

> 'The fact is that the average francophone in his heart of hearts does not really accept the Southern Cameroons as part of Cameroon, nor the Anglophone as a Cameroonian -- these records with Article 1 (a) of the Foumban Accord. Consequently, the Francophone prefers to call the Southern Cameroons "Les

> Anglo-foul," "Les Biafrains," "Les assimilés," "Les outre-moungos," "Les étrangers." The name Cameroon must be qualified before it can apply to Ambazonia. The questions : "Est-ce que c'est nous qui vous avons invite ?" meaning "Did we invite you ?" C'est vous même qui êtes venus nous joindre. Vous n'avez qu'à supporter tout !" "You yourselves came and joined us. You just have to endure it !" tells the mind of the Francophone.'

«Dès aujourd'hui nous nous appellerons Ambazonie», dit une phrase capitale dans son pamphlet fondateur *Le nouvel ordre social,* publié lui aussi en 1985 – « then we will henceforth call ourselves Ambazonia. » Cette phrase est une assertion, posée après un refus des dénominations plutôt coloniales – des termes comme 'Southern Cameroons' surtout – mais aussi du vécu effectif de nombreuses humiliations sanctifiées par les décisions de Biya du 4 février 1984. Née d'un constat de mépris francophone de l'identité anglophone, elle débouche sur une assertion de celle-ci comme ambazonienne. Mouvement classique de l'anticolonialisme – par exemple le Noir accepte sa négritude, la proclame et la défend –, il fonde l'identité anglophone d'abord dans la critique intellectuelle, précurseur et même visionnaire de cette révolte anglophone déjà annoncée en 1985. Mais entretemps, aujourd'hui donc, la formule 'je ne suis pas

ton Bamenda' est devenue l'expression francophone pour dire 'je ne suis pas ton esclave', signifiant la dégringolade extraordinaire de la relation sociale des communautés francophones avec les Anglophones. Si la rébellion ambazonienne est la manifestation, au Cameroun, de la dialectique du maître et de l'esclave – et le discours-phénomène du député Joseph Wirba, tenu à l'Assemblée nationale, restitue clairement cette révolte dans son expression dialectique quand il se définit comme 'esclave' en s'adressant au président de l'Assemblée nationale qui est francophone – , plus important est que l'assertion de Gorji-Dinka, « dès aujourd'hui nous nous appellerons Ambazonie », est une manifestation exponentielle du chiasme fondateur de l'État camerounais. Plus que le français en effet, l'anglais aujourd'hui est une langue internationale. Plus que le Canada, le pays avec lequel son expérience des deux langues est souvent comparée, le Cameroun aura toujours été dans la position extraordinaire d'avoir transformé dans les faits une langue internationalement dominante en une langue minoritaire – d'avoir esclavagisé l'anglais, qui ailleurs est une langue impériale. Situation intenable comme le montre le mouvement des parents francophones qui, avec leurs pieds, votent pour l'anglais en envoyant leurs enfants dans des écoles anglophones. Situation intenable qui condamne la guerre menée contre les Anglophones et lui ouvre une

défaite certaine. Si l'absurde du mépris francophone se trouve dans le refus des parents francophones de se joindre à la grève des enseignants anglophones pour la défense du GCE et du système anglophone dans lequel ils envoient pourtant leurs enfants, la défaite de l'Armée camerounaise se trouve, elle, dans la question de cet enfant francophone qui aura achevé son cursus dans une école anglophone, et qui demandera à ses parents pourquoi l'État camerounais, qui aura financé son éducation, tue les Anglophones.

Il est important ici de citer des écrivains comme Bate Besong, mòrt trop tôt, dont l'esprit révolutionnaire aura inspiré toute la génération des activistes qui aujourd'hui se sont jetés dans la bataille pour la libération des Anglophones, et qui sert de courroie de la transmission d'une idéologie révolutionnaire en narration du vécu dissident. La révolte intellectuelle des Anglophones trouvera cependant son chapitre politique au cœur des années de braise – de 1990 à 1993. L'observateur averti de la politique camerounaise constatera rapidement que l'opposition formelle au pouvoir en place s'y exprime en anglais, avec John Fru Ndi, et le SDF, tandis que le président au pouvoir parle français – et cela depuis l'indépendance du pays. *Cette location de l'anglais dans l'opposition est unique en Afrique,* et ce bilinguisme de la relation entre pouvoir et opposition est une institutionnalisation de la dissidence anglophone qui,

depuis les textes de Gorji-Dinka, avait pris la position d'avant-garde dans la constitution du front anti-Biya. La constitution de la coalition politique que bâtit son texte *La Rébellion d'Ambazonie* n'inclut ainsi pas seulement les mouvements revanchards du Nord, et dont le coup d'État de 1984 aura été l'expression violente, les pays voisins et les mouvements indépendantistes du monde entier ; elle trouve aussi ses amis dans ce qu'elle appelle déjà les 'anti-Biya':

> 'There are persons within and without Republic of Cameroon who must be anti-Paul Biya. Such elements would not hesitate to help any cause, which they see as likely to undo him.'

L'extraordinaire du texte réside dans le fait qu'il a été formulé au moment où le pays sombrait dans la propagande la plus hystérique, et où Paul Biya consolidait son pouvoir menacé en sombrant dans la paranoïa. Que les dissidents intellectuels aient été rapidement condamnés à l'exil n'a pas tu leur entrain, car leur retour dans la scène publique donnera au mouvement pour la démocratie la locomotive dont elle avait besoin. La naissance du Social Democratic Front (SDF) à Bamenda, et les martyres que celle-ci subira, sont les signes de cette transformation politique du discours qui, lui, se manifestera cependant, en tant

que demandes spécifiquement anglophones, dans le cadre de la All-Anglophone Conference de 1993. Ici, la demande de fédéralisme sera formulée, elle qui trouvera son expression comme programme politique dans la plateforme élective du SDF, même si le retrait par rapport à la position pro-confédération du manifeste de Gorji-Dinka sera de ce fait acté. Car pour lui, et c'est ici que son analyse est politiquement d'avant-garde, l'adoption d'une confédération entre les Cameroons francophone et anglophone serait la seule façon de mettre un terme aux velléités sécessionnistes, dont les demandes seront prises en charge par une organisation spécifique, le SCNC.

> 'A scientific approach to unification imposes on Ambazonia and Republic of Cameroun a Confederation. The advantage in this is that the Ambazonia would enjoy its sovereignty, which is identical to, if not greater than what she was as Southern Cameroons within the Federation of Nigeria. This will stop the separatist seeking total severance between Yaounde and Buea. Anything that gives Ambazonia a subservient status will not assuage the present revolt and will play into the hands of the separatists.'

Confédération tanzanienne pour ce qui est d'un modèle à succès, confédération du Mali pour un modèle

d'échec. Et pourtant la solution est là, encore faut-il que l'État camerounais, qui depuis 1956 n'a jamais accepté les exigences populaires de légitimation, se réveille de la téléologie de la violence dans laquelle il s'est enfermé.

La demande de dialogue inclusif, qui se heurte au refus de Biya de mettre sur la table 'la forme de l'État' et sa déclaration de guerre aux Anglophones en novembre 2017, est un palimpseste de la déclaration de guerre d'André Marie Mbida contre les maquisards en 1957, ou de celle d'Ahidjo plus tard, au bout de son acquisition de 'pleins pouvoirs', et elle est l'écho du refus par Biya d'une conférence nationale – 'sans objet' –, demande qui concluait l'effervescence des années de braise. Et pourtant la demande qui en novembre 2016 avait transformé la dissidence anglophone, d'intellectuelle et politique qu'elle était jusque-là, en revendication populaire présentait alors l'expression non-violente la plus belle et la plus longue de l'histoire du pays – avec ses *'ghost towns'*, ses *'country Sundays'*, son intervention des femmes, à travers la résurrection des Takumbeng, ses enterrements populaires, et ses chansons révolutionnaires. Le basculement dans la guerre en novembre 2017, et la constitution de groupes d'auto-défense, avec les *vipers*, tout comme d'une armée de libération, ne sont que de nombreux chapitres d'une crise qui, en devenant guerrière, aura donné à la dissidence anglophone son chapitre insurrectionnel.

La centaine de morts que cette guerre compte – et les militaires tués sont toujours francophones, tandis que les forces belligérantes tuées sont toujours anglophones – trace une ligne de démarcation qui a cessé d'être discursive, mais n'en demeure pas moins linguistique. Car on tue au Cameroun à cause du français et de l'anglais. Au Cameroun les gens sont tués parce qu'ils parlent anglais, et ils sont tués par des Francophones. La description de cette unité élémentaire du conflit ne devrait jamais se perdre, car dans la magnitude de la violence meurtrière qui s'abat depuis novembre 2016 sur les régions du Nord-Ouest du Sud-Ouest et qui a trouvé son apogée les 22 septembre et 1er octobre 2017, cette opposition fondamentale décrit l'essentiel de ce qui aura été vécu depuis l'unification des deux Cameroun comme un apartheid. La dissidence anglophone aura toujours été un rejet fondamental de cet apartheid, tant dans ses expressions intellectuelles, comme réflexion politique ou littéraire, que dans ses manifestations politiques, populaires et insurrectionnelles. Dans les mots qu'il adresse à l'État-major de l'Armée camerounaise, Gorji-Dinka laisse parler un soldat anglophone :

> The notions of annexation and colonialism as such a revolting humiliation that sooner or later the Ambazonians would prefer to seek dignity in death rather than live in palaces as service renegades for George Bernard Shaw

> put it rightly when he said: "Human nature is the same everywhere; Put a man in the most palacial mansion ever, He will never be as contented as the man in his novel Who is able to say, this is my own."

Et c'est lui qui, en de multiples voix – celle de l'essayiste, du poète et du soldat –, donne une vision prospective à ce propos.

LINGUISTIQUE

La conscience de la langue

La langue maternelle

Parfois nous oublions qu'"être humain' est plus qu'une désignation – que c'est un ordre, un ordre adressé, du plus profond de la langue, tant à notre raison qu'à nos actions : *deviens humain, sois humain, demeure humain.* Comme si ceux qui une fois, au commencement de cette langue, légiférèrent sur comment dire ce que nous sommes, n'ont pas seulement voulu nous distinguer des bêtes et des choses. Comme s'ils avaient la conscience claire que dans notre peau, nous habitons en permanence à la frontière du cauchemar, et portons en nous le moment d'un doute, le possible d'une chute, la tentation de l'indicible. Écrire tout comme parler veulent peut-être dire avoir la conscience, moins des particularités lexicales de la langue que l'on utilise, moins de participer à étendre et à enrichir son vocabulaire et sa grammaire, moins de se recroqueviller dans le ronron confortable de ses mots certains et infaillibles,

que de répondre au commandement intime que chacun d'eux comporte, et questionner les moments évidents de leurs errements. Or répondre aux ordres des mots d'une langue, de n'importe quelle langue, c'est déjà prendre une responsabilité, car c'est se situer dans un lieu, dans le concret d'une géographie, dans l'étendue d'une conscience. Voilà pourquoi écrire, autant que parler, ne peut être qu'une réponse, car réponse dans la langue aux questions posées par la langue, car réponse dans la conscience de la langue à certaines de nos inconsciences, car réponse dans le vécu quotidien de la langue à la barbarie de notre quotidien, car réponse dans les évidences les plus profondes de la langue : dans le lieu même de son origine.

C'est cette origine de la langue qui, pour moi, est la matrice des mots dont les multiples fontaines de notre imagination ne sont que des excroissances, le cours des millions de paroles que nous disons à la longueur de nos vies, le commencement des infinis racontars qui fondent cela que nous pouvons appeler la bibliothèque de notre humanité. J'ai toujours dit, et c'est vrai, que je n'ai pas de langue maternelle. Je n'ai pas de langue maternelle, étant donné que la langue de ma mère, le medumba, auquel je fais souvent référence, pour lui faire plaisir si elle me lisait, est certainement la langue que je parle le moins bien, que je ne parle même pas, car langue dans laquelle je bégaye, en laquelle je ne peux

pas communiquer ce que je veux dire, et que finalement je ne sais ni lire, ni écrire – en laquelle je suis donc complètement analphabète. Bref, le medumba n'est pas ma langue maternelle, mais la langue de ma mère. Il est vrai certainement que pour moi, l'utilisation du français est une évidence, car c'est tout de même la première langue en laquelle j'ai exprimé mon b-a ba de nourrisson, mais vrai aussi il est qu'entre-temps, j'ai également appris à exprimer les évidences de ma vie et de la vie en général, l'amour, le bonheur, la joie, la douleur, etc. en allemand, tant il est vrai que c'est la langue en laquelle je parle avec ma femme ; en anglais, tant il est vrai que c'est la langue que j'utilise tous les jours aujourd'hui, et que je suis ouvert à toute autre langue qui me donnerait le bonheur de dire en sa profondeur ce qui m'est le plus intime, et ainsi de participer sincèrement aux pulsations de l'humanité.

Ma relation à la langue – aux langues, je dirais, car je suis aussi professeur de langues, et en parle finalement trois sérieusement – se trouve au croisement de cette ouverture sur l'inconnu, dont l'évidence, peut-être, par-delà les hasards de ma vie actuelle, est que je ne crois pas que la conscience de la langue soit ce que, couramment, par paresse un peu, on appelle la langue maternelle, et qui chez moi, comme je dirai bientôt, serait plutôt une langue paternelle. Car au fond, l'évidence de la langue, son évidence la plus intime, n'est pas le confort maternel

et nourricier qu'elle procure, mais c'est son alphabet. Que dans mes multiples migrations, dans mes voyages d'une langue à l'autre, même devant l'inconcevable monstruosité que certains diraient être l'explosion de ma joie d'Africain en allemand, et pourquoi pas en espagnol, je sois fixé à cette évidence de l'alphabet, est peut-être la seule chose rassurante qui me fait me dire que je n'ai pas perdu le terrain, et sourire à tous ceux qui, quand ils s'adressent à moi dont les parents ont un passé de colonisation, regardent mon manque de langue maternelle comme une désolante aliénation – ou même, quand ils sont Africains, comme *une honte*. On peut le prendre comme on veut, lire dans le fait de n'avoir pas de langue maternelle un manque, un vide, le fait d'avoir été totalement vaincu, d'être une victime de l'histoire donc, et pourquoi pas, la conséquence de cela qui, dans les ex-colonies françaises, était connu sous le nom de 'politique d'assimilation'. On peut librement dire que ne pas avoir de langue maternelle, c'est ne pas avoir de langue du tout, et même on peut décréter que ce fait m'enlève le droit d'être considéré comme Africain à part entière – ayant ainsi soldé ma place dans les études africanistes ! – sinon même d'être regardé comme un écrivain africain ; on peut le dire, assis dignement sur une longue tradition d'exégèse authentifiante des textes de chez nous, qui donne au critique le bâton cinglant du moralisateur en cultures.

Me condamnant, il peut avoir la bonne conscience d'avoir raison, le critique, car les pierres qu'il me jetterait dessus ne sont que la conséquence logique de toute argumentation à la Ngugi, qui situe la littérature écrite par les Africains sur le fondement de l'utilisation prescriptive de langues africaines. Même si curieusement, j'aurais parfois la tentation, moi aussi, de souscrire à tous les adjectifs de lapidation de l'autodafé en miniature de notre critique, à tous ses arrogants décrets sur mon inexistence en tant qu'Africain, à toutes ses injonctions pour ma crucifixion, et même à ses jets de pierre zélés, je vivrai toujours avec la certitude qu'il ne s'adresse pas à moi, bref, que ses mots ne me concernent pas. Jamais en effet, dès la première phrase que j'ai écrite, et j'étais encore un gamin, je ne me suis considéré comme un écrivain africain. L'immensité de cela même qu'est l''Afrique', et que je ne connais toujours pas, m'étant apparue déjà comme effrayante, et, sincèrement, ayant toujours été par-delà mes moyens, me réclamer de la totalité de son espace aura toujours été pour moi le sommet d'une arrogance, ou alors d'une méprise, que je refuserai têtument de me reconnaître. Et puis, comment pourrais-je me considérer comme une victime de la politique d'assimilation quand je ne sais pas ce que c'est, ayant vécu toute ma vie avec l'absence effective de la France que je n'ai finalement connue qu'à rebours et par hasard, et qui, je le dis, m'est vraiment indifférente ?

Comment même pourrais-je me désigner comme étant un ex-colonisé, ou même un post-colonisé, quand déjà la désignation seule de 'colonisé' m'est étrange, moi qui tout de même suis né dix ans après l'indépendance de mon pays ? Et finalement, n'est-il pas vrai que la certitude de ce lieu d'où je parle, *d'où j'écris,* la conscience de cette langue-là dont je me sers beaucoup plus évidemment que par choix, n'est que le reflet le plus indiscutable, car le plus clair, des rues et du quotidien de ma ville natale, c'est-à-dire, de la ville de mon origine : Yaoundé ?

LE JONGLEUR ET L'ALPHABET

J'ai dit que l'alphabet est la matrice de la langue pour moi, la matrice de mes langues, et cela a des conséquences, je crois, importantes sur la vision que j'ai de l'activité créatrice – de l'écriture. Car écrire, chez moi, c'est se plonger dans la geste du jongleur, comme on dit à Yaoundé, dans son époustouflante magie, pour faire siens son art et sa liberté. Certes, comme on croirait, les règles du jeu sont définies déjà, les données sont faites, les mots sont déjà implantés dans notre quotidien, les pages de nos dictionnaires sont déjà bien nombreuses, et comme on dirait platement, les langues existent et il suffit de s'en servir – même pour les empêcher de mourir. Le medumba, le français, l'allemand, le bazou, le japonais, tout est déjà composé, et la seule tâche qui

reste encore à faire est de les parler. Le seul défi qui se présenterait à notre intelligence, et à notre art aussi, serait d'en devenir un virtuose. Comme on dit qu'un écrivain est un virtuose de la langue française, qu'une cantatrice est une virtuose de la langue wolof, ou alors qu'un essayiste est un virtuose de la langue allemande, pour signifier la grandeur de sa parole ou de sa plume, pour souligner son talent d'artiste. Le mythe de ce moment où les mots et les choses se regardaient dans une effrayante étrangeté, décrit dans un roman de Garcia Marquez, la légende de ces temps où les gens devaient coller les mots aux choses pour se souvenir de ce qu'ils sont liés, n'est peut-être que vivace dans l'imagination du romancier ; pourtant, il dit en sa manière, cela dont il s'agit quand on écrit en se situant dans le lieu de la conscience d'une langue. La géographie concrète de la langue dont je me sers, Yaoundé, m'a instruit, en effet, que les langues, que *la langue,* est aussi vivante que les humains qui l'utilisent, que l'évidence des mots et des choses est en permanence renégociable, et l'ébullition des quartiers et des sous-quartiers de la capitale du Cameroun me fait encore croire que le dictionnaire de notre humanité est peut-être moins un Larousse clos qu'un laboratoire, moins une Bible qu'une bibliothèque, moins un manuel qu'une usine, moins une école qu'un fourneau, mais aussi, surtout, qu'il est la somme du milliard de permutations des seules vingt-six lettres

que comporte l'alphabet que j'utilise, qu'il est l'activité permanente de ces millions d'artistes jongleurs que nous sommes tous. Écrire du point de vue de la conscience de la langue, c'est se situer à ce diapason-là, c'est respirer dans le jeu de cet artiste de la vie qui, à la question « Tu fais comment ? », se contente toujours de sourire, comme pour dire : « Je jongle » ; c'est entrer dans la fabrique de ce magicien qui, aux carrefours de nos rues, dans les cours de nos maisons, dans le cœur de nos marchés, jette en l'air, pour son plaisir et pour le nôtre, les vingt-six balles rondes que lui procure la vie, en ayant conscience de l'infini des permutations possibles dont il dispose. Ces permutations, ce sont des mots, mais aussi des phrases, mais aussi des paragraphes, mais aussi des situations, mais aussi des histoires, et bien sûr des livres. Il est vrai qu'aujourd'hui, nous vivons avec la peur que, peut-être, tout a déjà été dit, et qu'il suffit simplement de raconter une fois de plus ces millions d'histoires de nos pères pour nous réjouir de cela que nous sommes, qu'il suffit de récolter les traditions millénaires des histoires de leur imagination pour nous définir, qu'il suffit de nous coucher dans le lit reposant de leur langue pour nous voir nous endormir en la paix soudaine de notre bonne conscience. Ici je me rappelle une phrase de Chenjerai Hove qui justement nullifie notre imagination en soulignant cette fin du récit. Or, je me demande : est-ce possible de savoir qui je suis en n'écoutant que

les mille récits de ma mère, est-il possible de savoir qui je suis en ne regardant que d'où je viens ? Peut-on saisir mon présent en ne pleurant que les bibliothèques de nos vieillards qui meurent si jeunes aujourd'hui ? N'est-ce pas, par exemple, la meilleure manière de ne pas rendre justice à ces années de plus en plus nombreuses que j'ai passées en des endroits, en des pays, que mes parents ne connaissent pas, et dont mes grands-parents n'auraient peut-être pas imaginé l'existence ? N'est-ce pas la meilleure manière de nullifier ces langues qu'ils ne parlent pas, eux, et en lesquelles j'ai pu sur le chemin de ma vie, inventer l'amitié, la joie et même peut-être le bonheur ? Posées autrement, ces questions deviennent ceci : puis-je vraiment regarder le monde avec la certitude que la permutation créatrice du jongleur de nos marchés, de l'écrivain, du raconteur et du refaiseur d'histoires n'a plus de sens ? Tout est-il vraiment dit ? Je ne crois pas, non, cela, je ne le crois pas, car les rues de Yaoundé – encore ! – m'ont certainement appris le contraire, me disant dans chacun de leurs contours, que tout reste encore à inventer, qu'il y a des milliards d'histoires à découvrir, qu'il y a des centaines et des millions de lieux à décrire et à imaginer, qu'il y a des millions de vies et de destins à exprimer, bref, que le jeu des mots n'est pas encore achevé, que l'écriture ne fait que commencer, et que la question de quelle langue préférer devient accessoire pour qui sait jongler.

Par-delà les langues donc, écrire c'est toujours utiliser un alphabet, et quand je dis 'alphabet', je ne puis que penser à mon père, tant il est vrai que c'est lui qui tint ma main droite, jadis, quand j'étais encore enfant, pour l'aider à former les lettres qui me sont si fondamentales aujourd'hui. C'est avec lui que tous les jours de la semaine je marchais sur la route qui mène à l'école, en ce tronçon cahoteux de Nkomkana à Messa, sur lequel il me racontait des histoires, ou alors, c'est lui qui, tout simplement, curieusement se taisait, me laissant ruminer toutes ces choses que j'aurais bien voulu lui dire, mais que je ne pouvais pas, me laissant soupçonner les choses dont il ne voulait pas parler avec moi. C'est lui, encore, qui m'acheta mes premiers livres autres que scolaires, et, toujours important, c'est lui qui, relieur de son état, en faisant circuler devant mon regard ébahi de nombreux manuscrits de livres qu'il devait refaire, me montra dès mon plus jeune âge qu'un livre *est faisable.* C'est lui encore, toujours, qui me montra qu'un livre fait, en quelque langue que ce soit, *cela se respecte,* car je ne sais pas si j'ai eu de livre dont la couverture ne soit cartonnée et protégée doublement. Quand j'écris, je dirais certainement, j'utilise les instruments qu'il m'a donnés, l'abécédaire en premier, et je le dis en sachant bien que c'est lui, encore, qui en ces années-là, m'a fait savoir ce qu'est la censure, lui qui, avant de me donner les livres, les journaux qu'il m'avait appris à lire et à

aimer, et que je commençais à lui réclamer, en découpait soigneusement les pages licencieuses. Oui, réveillant tous ces souvenirs, je puis donc dire que, si je regarde moins le confort que la geste du jongleur, du joueur de lettres de l'alphabet, comme étant cela même qui fonde l'activité de l'imagination, de l'écriture, c'est mon père qui m'en a appris l'art et la saveur, tout comme c'est lui qui aura essayé en premier, quand je commençais à y aller, d'ériger des barrières à ce jeu si plaisant, barrières que je ne souhaite bien sûr plus jamais rencontrer.

Mon père m'a appris à écrire et a essayé de limiter le lieu de la langue pour moi, certes, mais, au fond, est-ce possible de plonger librement dans l'infini du jeu de la langue dont il m'a fait connaître les règles de base ? Peut-on vraiment écrire des mots sans limitation, l'ouverture à la permutation est-elle si infinie ? La conscience est-elle expansible à souhait ? Ô, je sais aujourd'hui que seule l'illusion fonde la liberté, car même l'utilisation des mots est codifiée. La construction des phrases s'assoit dans la justesse d'une grammaire, même l'écriture ne peut avoir lieu par-delà les définitions culturelles de gestes simples comme tenir un stylo, mais qui pourtant définissent notre manière de penser. Car au fond, écrire de gauche à droite, et pas de droite à gauche, de l'endroit à l'envers, et pas de l'envers à l'endroit, de haut en bas, et pas de bas en haut, est tout aussi significatif et déterminant dans l'organisation même de notre vie, et dans l'importance

que nous donnons aux choses. Dans la signification de nos latitudes, *cet ordre* se situe par-delà l'utilisation, aussi originelle fût-elle, du français ou du camfranglais, de l'allemand ou du wolof, du swahili ou du medumba, car c'est bien lui la véritable géométrie de notre imagination, de notre pensée, et même de notre être : il en plante les points cardinaux identiques. La main qui court sur du papier ne définit-elle pas déjà l'orientation de notre vision du monde, ne nous situe-elle pas déjà dans la profondeur la plus insoupçonnable de la logique de la langue que nous utilisons, et partant, des histoires que nous racontons ? Pourquoi sinon, ne devrions-nous pas pouvoir raconter une histoire à l'envers également, dire un poème de bas en haut, parler à reculons ? Pourquoi ne devrions-nous pas pouvoir rompre la succession des mots qui définit de toute évidence, mais subrepticement, notre manière de raconter, et c'est-à-dire, d'imaginer ? Pourquoi devrait-ce être folie que dans un roman, dans un conte, un personnage ne réponde aux questions qui lui sont posées toujours qu'à rebours ? Les limitations du jeu de l'artiste, de l'écrivain, sont ainsi inscrites avant tout dans l'orientation de l'alphabet qu'il utilise. C'est la conscience de la langue qui dessine les frontières de son humanité.

Le lieu de la langue

Le lieu de la langue est concret. La littérature en est une reconstruction. On pourrait imaginer, avec Borges, une langue qui inclurait toutes les bibliothèques du monde, mais toujours, on se rendrait compte que cette langue existe déjà, car c'est bien évidemment elle que nous utilisons tous les jours : c'est bien elle que nous parlons. De même on peut imaginer une langue qui contiendrait toute l'humanité de la terre, et là aussi on s'arrêterait toujours devant l'évidence que *tous, nous ne sommes pas des animaux*. N'est-il pas évident qu'aucune des émotions et des pensées, des faits de l'imagination et des réalités, des mensonges et des vérités, des mythes et des anecdotes, des citations et des calculs que nous voulons exprimer se fassent ailleurs que dans la langue dont nous disposons ? De quoi s'agit-il, dirait-on, qui ne soit pas exprimable ? Car s'agit-il de dire la profondeur de l'humain que nous avons devant nous, mais aussi ses errements ? Si c'était cela l'enjeu, pourquoi la langue dont dispose cet humain que nous sommes, la langue en laquelle cet humain interpelle sa réalité ne serait-elle pas l'outil de référence pour définir sa pensée ? Les formules mathématiques ne sont-elles pas l'expression condensée de ces multiples questions que nous adresse l'univers ? Les rues de chez nous ne nous donnent-elles pas déjà suffisamment de questions que nous essayons

de résoudre avec l'intelligence et avec les instruments dont nous disposons ? Ici comme là, la langue devient toujours un des terrains sur lesquels les multiples activités de notre conscience pensante sont investis : le champ de nos batailles. La langue dans sa richesse, tout comme dans sa brutalité. La vie nous jette des questions, et toute notre vie durant, nous essayons de leur trouver des réponses adéquates, dans la langue que nous parlons avec sincérité. La rue est notre partenaire perpétuel de dialogue, elle est le témoin de nos errances, et la fiancée amusée de notre danse acrobatique avec les mots. C'est elle qui nous livre l'espace infini de nos jonglages, mais aussi elle nous intime le tact à donner à nos gestes. Je dis la rue par métonymie, mais j'aurais tout aussi pu dire nos marchés, nos maisons, nos foyers, nos chambres, car tous sont la source autant de notre imagination que de nos pensées, bref, de notre langue. La rue pense, et à sa manière, elle pense à travers nous, en nos mots, en notre langue. Le langage de la rue, mais je veux surtout dire, de la vie, est ainsi expression de logique, et bien sûr il est inutile de se rappeler ici Wittgenstein pour qui la logique, et la pensée, ne sont définissables que dans les limites bien tracées de la langue : « Ce qu'on ne peut pas dire, il faut le taire ».

Nos rues ne se taisent pas, nos marchés non plus. Ceci est une autre évidence. Et avec leur rumeur, avec leur ambiance, ils indiquent suffisamment la profondeur

de notre pensée, le systématique de notre logique, les soubresauts de notre histoire, les suspenses de nos récits, et même aussi, le dangereux des expériences que nous vivons, ainsi que le mortel de certains de nos jeux. Kourouma exclu, la littérature africaine d'expression française s'est contentée jusqu'ici de recenser cela qui est désormais reconnu sous la désignation de 'particularités lexicales du français d'Afrique'. Un bien long mot pour dire la superficie d'une désignation devant la profondeur brûlante d'une conscience, pour dire la reconnaissance lointaine du bruit d'une danse, pour dire l'éblouissement du spectateur devant l'agilité du jongleur, mais aussi, pour dire le mépris volontaire de certains devant une langue qui dit pourtant clairement une pensée ; l'indifférence de beaucoup devant une langue qui s'adresse aux pulsations d'un monde précis, aux détours d'une histoire ; le précipité de ceux-là qui ne regardent que par la fenêtre une ambiance dont, au fond, il s'agit de témoigner en écrivant. Car c'est vrai, la conscience de notre langue est ambiance : cris dans les marchés, invectives prévisibles, réponses définissables à l'avance, racontars infinis, soubresauts de l'intelligence, de la bêtise, violence infinie, pleurs de gamins, rires de femmes, tournures de langage, accents particuliers, entrechoc des centaines de langues de l'Afrique, ce Babel contemporain, qui en une ville aussi petite que Yaoundé se rencontrent, s'unissent, mais pour s'annuler l'une

l'autre et ne laisser place curieusement qu'au français. C'est l'évidence de toutes ces choses qui forge, pas seulement notre vie, mais aussi les mots pour dire notre vie, qui forge donc notre imagination, qui structure notre pensée, en dessine la logique et donc, qui définit notre histoire. Nous sommes témoins, tous les jours, de la naissance de notre histoire dans l'ambiance, dans la cacophonie de notre quotidien.

Ne retenir de cette ambiance que les gestes de paroles mises entre guillemets et expliquées dans un lexique est bien évidemment ne pas soupçonner le volcan de notre vie. Car comment peut-on sérieusement s'émerveiller devant, par exemple, le verbe 'travailler' qui, c'est vrai, veut dire, dans les rues de Yaoundé, en même temps 'faire la prostitution', 'voler', 'battre violemment', que 'faire un effort', et qui au Rwanda signifia sans ambages 'tuer', et ainsi ouvre les portes de notre imagination, de notre savoir tant au moment de notre peine quotidienne d'humain, qu'à la représentation insupportable d'un génocide ? Faut-il ici conserver son émerveillement devant l'inventivité francophone des Africains en ne faisant de ce verbe malsain qu'une exception, et ainsi silencier le dangereux de nos jeux de mots qu'il signale ? Faut-il donc ne regarder que des mots comme 'deuxième bureau', 'essencerie' et autres qui ne demandent plus de traduction ? Faut-il ne limiter le langage de notre quotidien que dans le diapason de

la comédie, et même, du bavardage amusé ? Et si nous allions des mots aux expressions issues des langues africaines, des expressions africaines aux structures syntaxiques particulières, des structures syntaxiques aux formes grammaticales, de la grammaire à la multitude d'anecdotes, des anecdotes à la forme des récits, des récits au fluctuant de notre imagination, de l'imagination que nous investissons à la construction de concepts, des concepts aux actions évidentes, nous voyons finalement que le chemin est infini, pour qui voudrait explorer la conscience pulsative de cette langue de nos vies. Nos jeux de mots ouvrent sur l'étendue effrayante, mais entraînante aussi, de notre réalité, et il est évident que nos récits nous découvrent autant qu'ils nous couvrent. Ils sont un grand pagne luxuriant étalé sur la fête de notre vie, en même temps qu'ils ont la dimension équitable de nos plus profondes douleurs. Nous nous retrouvons avec en nos mains le roman vivant de notre vie, mais en un jeu de mots, ce pourrait aussi être le millier de morts dans notre voisinage, et qu'il faudrait toujours nommer, avec la langue dont nous disposons, avec cette langue qui s'offre à notre écriture en toute sa profondeur, n'attendant de nous que de la prendre au sérieux – et voilà, écrivains, nous ne l'avons même pas encore utilisée vraiment.

Quelle langue peut raconter avec justesse et sincérité la totalité de notre violente histoire ? Question superficielle, car plutôt, il faudrait se demander : pourquoi ne pas se loger simplement dans la conscience de cette langue même que nous utilisons dans notre vie de tous les jours, et laisser nos histoires se raconter en toute évidence ? En quelle langue décrire sinon les sauts imprévisiblement fous de notre quotidien, qui laissent même le dictateur le plus applaudi toujours peureux du lendemain ? En quelle langue, oui, expliquer le génocide soudain de nos peuples un beau jour, devant le regard distrait de tout le monde, quand ce génocide a eu lieu *de l'intérieur même de notre langue* ? Avec quelle grammaire dire la guerre civile qui saute nos villes, pète nos maisons et même nos lits, et finalement est si logique quand on y pense un peu, vu la réalité folle de notre vie ? Quels langages trouver pour dire ce temps qui nous fait mourir en faisant l'amour ? Comment suivre l'invention soudaine de notre fierté nationale uniquement dans des victoires sportives ? Comment retrouver la racine de nos défaites logiques aussi, de tyrannies pourtant séculaires ? Comment décrire une réalité qui fait de l'espoir une surprise pourtant imaginable pour des enfants ? Quels mots, quelles structures, quelle grammaire prendre pour dire l'éclat de rire d'un enfant aux bras découpés, les désirs d'une femme à qui on a mis un tronc de bananier dans le vagin, les rêves d'un adolescent qui n'a plus

d'avenir ? Mille questions qui trouvent sans doute certaines réponses dans cette langue même qui exprime les monstres comme elle dit les miracles, cette langue extravagante chez nous, si on veut, *mais nôtre,* parlée si grammaticalement par nos maîtres d'école, qui pourtant se font corriger dès qu'ils traversent les frontières de l'hexagone. Mille questions qui obligent l'écrivain à puiser dans les récits des ambianceurs de nos bars, des crieurs de nos rues, pour y retrouver des structures qui ne seraient pas seulement des décors exotiques servant à couvrir la folie de notre vie, mais une conscience qui lui montrerait les voies de l'horreur inévitable, et de la tout aussi incontrôlable exubérance de la vie chez nous : le jonglage. Un fait est sûr, l'écrivain qui suit ce chemin ne peut pas s'asseoir confortablement dans une langue, quelle qu'elle soit.

[2008]

Politique

L'APARTHEID LITTÉRAIRE

Un crime intellectuel est en train d'être commis au Cameroun : c'est la ségrégation de la littérature anglophone. Ce crime a lieu devant les yeux de notre intelligence nationale, avec notre participation consentante, parfois même sous les acclamations complices de nos intellectuels francophones les plus respectés. Je me souviens ici surtout des errements d'Achille Mbembe, dans un article perfide jadis sur la question anglophone qu'il souhaitait voir Biya régler par la guerre. Quelle défaite de la pensée, quand en quarante-sept ans de réunification, aucun roman, recueil de poèmes ou pièce de théâtre d'un Camerounais anglophone n'a jamais été traduit en français par un Camerounais francophone. Et vice versa. Qu'un francophone puisse traverser tous les cycles de son instruction, du jardin d'enfants à l'université – vingt ans d'éducation au total –, sans jamais avoir tenu entre ses mains un seul recueil de poèmes, roman, ou pièce de théâtre écrit par un Camerounais anglophone est

normal dans notre cher pays. Or, voilà qui montre la dimension profonde de l'apartheid littéraire dans lequel notre système éducatif embrigade notre intelligence. L'inverse vaut sans doute aussi pour les Camerounais anglophones, qui eux aussi sont certainement victimes de la même ségrégation imposée dans les faits par un État qui officiellement se dit 'bilingue' (dans un pays à plus de deux cents langues), mais qui dans la réalité inscrit la ségrégation dans notre conscience de citoyens, par les programmes scolaires sur lesquels lui seul a mainmise. Dire que dans les livres d'anglais que j'ai lus enfant – et c'est le seul lieu où, francophone, j'ai rencontré des débris de la littérature camerounaise anglophone –, tous les personnages des histoires – Yemi, Babalola, etc. – avaient des noms… nigérians !

Devant cette position de l'État camerounais comme architecte et garant de l'apartheid littéraire dans lequel nous grandissons, il est difficile de voir le citoyen camerounais – francophone comme anglophone – autrement que comme une victime. En réalité, seule la mauvaise foi s'entêterait à le voir autrement. Les pièces de théâtre d'un Bole Butake ou Ndumbe Eyoh à la CRTV, les quelques poèmes lus dans des cours de formation bilingue à l'université de Yaoundé, ne remplaceront jamais les vingt ans d'absence d'éducation patiente par la lecture, qui ont exclu ces auteurs anglophones des curriculums d'écoles francophones !

N'ayant donc à vingt ans, moi, jamais lu de livre d'un auteur camerounais d'expression anglaise, m'ouvrir à la littérature anglophone aura été un acte politique de résistance, de bravoure à vrai dire. Que cette dissidence ait été allumée par la découverte du courage de Bate Besong, de Boh Herbert lors des années de braise, quand les journalistes francophones de la CRTV étaient la honte nationale, n'enlève cependant rien au fait que ma découverte de la littérature anglophone ait eu lieu bien trop tard. Mea culpa ! L'école que j'ai fréquentée n'aurait eu aucune importance si elle n'était le lieu où la conscience littéraire se forge, où donc la littérature se fabrique à l'origine. Mais un auteur à vrai dire, un écrivain, a une liberté plus grande, qui lui est donnée par la langue qu'il utilise. C'est que la littérature est autant le fruit des bancs d'écoliers qu'elle est le produit de la langue.

Par sa plume, l'écrivain nie les limitations de l'éducation qu'il a reçue. Ainsi la langue devient le seul pays de l'auteur. Or, écrivain, ma tristesse a toujours été de me rendre compte que bien des auteurs anglophones chez nous se trompent trop vite d'adversaire. Dans l'insurrection nécessaire contre l'État camerounais, architecte de l'apartheid littéraire infâme qui sévit chez nous, l'amalgame de leur rage inclut trop vite 'les Francophones' – *'frogs'* – qui sont pourtant tout autant des victimes. Ah, si c'était tout ! La transformation de

l'‘Anglophone’ en identité sociale et politique, aussi compréhensible et politiquement défendable qu'elle est, devient totalement suicidaire en termes littéraires. Car cette transformation aboutit à l'aveuglement littéraire des auteurs camerounais anglophones. Je m'explique. En se momifiant dans un combat politique avec les Francophones, les auteurs anglophones de notre pays ne tournent-ils pas le dos aux potentialités de cette immense liberté que leur donne la langue universelle qu'ils utilisent, l'anglais ? Est-il vraiment avantageux pour une littérature, à la position numériquement minoritaire des anglophones au Cameroun, d'apposer la volonté de créer une littérature minoritaire, la ‘littérature camerounaise anglophone’ ? Situation bien paradoxale que ne comprendrait pas un Mongo Beti qui expose, dans son article *Seigneur, délivre-nous de la francophonie,* écrit, on s'en souvient : « Je sens qu'un de ces jours je me ferai anglophone, sans retour ni regret. » Car entre nous, si à la dimension d'un pays équivalait celle de sa littérature, ni Aimé Césaire, ni Derek Walcott ne seraient des grands poètes, vu le minuscule de l'île dont ils viennent !

Or dans la fabrication d'auteurs, l'anglais a sur le français un avantage sérieux, dont l'émigration de plus en plus systématique d'auteurs francophones vers les États-Unis – Condé, Glissant, Djebar, Nkashama, Waberi, Mabanckou, Nimrod, Dongala, moi-même –

n'est qu'un des symptômes les plus visibles. Plusieurs de ses articles – dont surtout l'amusant *Pièges en Amérique* – sont là pour nous faire voir que le souhait d'anglophonisation de Mongo Beti n'était pas une boutade, mais un appétit bien compréhensible pour tout écrivain francophone devant l'immensité de l'espace littéraire anglophone. Car ici s'ouvrent, pas seulement les États-Unis, mais aussi l'Angleterre, l'Australie, le Canada, l'Inde, sans parler de l'Afrique du Sud, et bien sûr du Nigeria voisin qui déjà a servi de pied d'appui à des auteurs comme le feu Bate Besong, et qui est d'ailleurs ma patrie littéraire. Toute personne qui vit à l'extérieur des zones d'expression anglaise et française, disons, en Allemagne, sait que l'anglais y est tout aussi perméable, et que la littérature africaine y veut surtout dire la littérature africaine d'expression anglaise ; que donc la littérature francophone n'y existe pas. C'est que dans le monde en son entier, le français n'est pas seulement minoritaire par rapport à l'anglais, la littérature francophone l'est tout autant par rapport à la littérature de langue anglaise. Exemple simple : des auteurs africains qui ont reçu le prix Nobel de littérature, trois sont anglophones ; un est arabophone ; et un, francophone. Pour un auteur, accepter en littérature la situation chiasmatique typiquement camerounaise qui transforme les anglophones, majoritaires de par leur langue, en une minorité sociopolitique, c'est abdiquer

sa liberté fondamentale d'écrivain devant la brimade de Biya et de sa clique ; c'est, au fond, insulter sa propre intelligence !

Pour moi les auteurs anglophones camerounais sont comme l'albatros du poème de Baudelaire. Si la langue de Shakespeare qu'ils ont reçue avec la colonisation leur donne de très grandes ailes, la question anglophone les empêche de marcher. Il faudrait, je crois, qu'ils se libèrent de l'élan qui les fait s'opposer aux Francophones, quand ils auraient dû s'opposer à l'État de chez nous, eux qui avec le sabordement de l'UPC ont aujourd'hui les clefs de notre libération à tous. Il faudrait tout autant qu'ils se rendent compte que le paradigme minoritaire les transforme en auteurs à résonnance locale, bref illisibles ailleurs vraiment que dans les écoles anglophones de notre pays, ou à la CRTV version anglaise ; en auteurs donc, dont la signification littéraire dépend uniquement de leurs connivences avec l'État qui nous exclut tous, et gratifie leur soumission en les incluant dans les programmes scolaires anglophones sur lesquels il a aussi la mainmise. Une histoire pour finir : je me rappelle lors d'une lecture publique à Berlin il y a deux mois, avoir été interrompu abruptement par une Camerounaise, étudiante en maîtrise littéraire, qui me demanda brutalement de quelle partie du Cameroun je viens. Cette question traître posée entre Camers a d'habitude une odeur tribale, mais l'auditrice, comme moi Bamiléké,

même si de Bamenda, voulait savoir, plus précisément, si je suis 'francophone' ou 'anglophone', car la conférence avait lieu en allemand. Comment aurais-je pu savoir que ma réponse m'enlevait à ses yeux tout droit de dire cela que j'estime être la situation camerounaise : c'est-à-dire l'exclusion systématique de la population par un État qui s'est ligué contre les citoyens. Non, pour elle, n'étant pas anglophone comme elle, j'étais d'emblée partie prenante de l'infamie politique de 'La République du Cameroun'. Ma honte n'était pas seulement intellectuelle, c'était surtout que, elle et moi, Bamilékés tous les deux, avions cet échange absurde en allemand, devant des Allemands qui au fond n'y comprenaient rien, loin d'un État, le Cameroun, orchestre de notre cacophonie, et qui en réalité se moque de nous depuis le 1 octobre 1961. Accepter son apartheid linguistique en littérature demeure pour moi l'image de la véritable défaite de nos auteurs – qu'ils écrivent en français ou en anglais. C'est accepter les barbelés qui limitent notre littérature quand elle veut s'envoler, et qui empêchent les écrivains et critiques d'exceller. J'ai l'impression que la littérature anglophone camerounaise, hélas, est encore trop prise dans les miasmes de ce piège-là.

[2008]

LES ORIGINES DE LA CRITIQUE CAMEROUNAISE

Le Cameroun n'est pas un pays francophone. Il a cependant été dirigé comme tel, de la période de l'occupation militaire française (1916-1921), à celles de la tutelle (1921-1945), du mandat (1945-1960), jusqu'aujourd'hui aux sommets de la Françafrique. Voilà, formulés simplement, tous les éléments de l'équation camerounaise, c'est-à-dire du paradoxe sur lequel se lime l'intelligence critique des écrivains de ce pays, le carrefour où se formule l'abécédaire de leur langage, où s'esquissent les évidences de leur ton.

Leur liberté si totale, ils ne la vivent cependant de manière effective que dans leur *cranium*. Car si depuis 1956, date d'interdiction de l'UPC et de son entrée dans le maquis, le pays vit le statu quo d'une dictature alignée sur Paris et qui en cinquante ans n'a produit que deux présidents, la surprise est sans aucun doute que de Mongo Beti, Marcien Towa, Fabien Eboussi Boulaga, Célestin Monga à Achille Mbembe, il ait fabriqué en même temps les critiques les plus acerbes du continent

africain. La dictature rend intelligent, disait le poète allemand Heinrich Heine. Sans doute ! Sans doute ! Demandez donc aux écrivains camerounais ! C'est que l'écriture camerounaise trouve son origine avant tout dans la fronde, qui, elle, dans l'histoire du pays s'est manifestée en une triple entéléchie. D'abord sous les formes d'*errements pro-germaniques* entendus aujourd'hui comme 'trahison', qui trouvèrent leur langage dans les textes et les activités de Charles Atangana, mais surtout de Njoya, lui qui nous a tout de même légué les formes de l'autonomie intellectuelle la plus pure dans une écriture et une langue qu'il inventa : le *shümum*. Ici il est lieu de dire que la fronde camerounaise telle que formulée dans son livre-monument, le *Sang'am*, le premier livre du pays, achevé en 1921 dans le village de Mantoum, est encore plainte seulement, lamentations presque. Sa valeur de fondation critique est cependant la révélation pour tout Camerounais que le présent de son pays a déjà été différent, et donc peut toujours l'être encore. Il est possible de s'imaginer un futur camerounais sans la France. C'est aussi simple que cela !

C'est pourtant avec le tandem Mongo Beti et Ferdinand Oyono qu'elle devient critique, cette fronde, d'une part dénonciation, et d'autre part satire. Est-il pourtant possible de jouir vraiment de la saveur des romans de ces deux auteurs si opposés l'un à l'autre, sans noter que la racine de leurs mots se trouve dans

la question camerounaise telle que formulée le plus radicalement à leur époque par l'UPC, c'est-à-dire dans la demande faite en 1956 par ce parti très vite banni, un, de 'réunification du pays', deux, de 'révision des relations avec la France' et enfin trois, d''indépendance' ? Comment rire de Meka, ce personnage de Oyono, sans se rendre compte qu'au fond, ici l'auteur se moque de cet homme qui a donné ses enfants pour la libération de la France occupée par les bottes nazies – comme le réclamait Jean-Marie Pouka en 1943 dans son recueil de poèmes au titre révélateur *Les pleurs sincères* – au prix ridicule vraiment d'une médaille d'honneur ? Comment oublier que Toundi, son autre personnage dans *Une vie de boy,* ne s'échappe des griffes de la police du mandat que lorsqu'il se réfugie à l'extérieur de la sphère française – c'est-à-dire en Guinée espagnole ? Du centre upéciste, les mots des écrivains camerounais sont irradiés d'une organisation qui, si elle ne les condamne pas tous au parti pris politique, fonde pourtant leur écriture à tous dans un élan commun vers l'indépendance. La 'radicalité' de Mongo Beti, qui est toujours opposée dans les exégèses à la 'collaboration' de Ferdinand Oyono, ne fait sens que dans la mesure où elle est jugée par rapport à ce cœur fondamental de la *revendication upéciste.* Le 'désenchantement' né après la double indépendance du Cameroun (1er janvier 1960 pour la zone francophone et 1er octobre 1961 pour la zone anglophone), tel que

décrit de manière si acerbe dans l'*Africapolis* de René Philombe par exemple, n'est compréhensible, lui aussi, que dans le sens où sa mesure ce sont les espoirs, les rêves formulés le plus radicalement par ce parti, l'UPC, « l'âme immortelle du peuple camerounais », rêves écrasés puis cooptés finalement par la dictature. La racine critique qui est à la base des textes de l'interpellation, du dénigrement et d'ailleurs de l'injure parfois (Mongo Beti), de la moquerie ou de la satire (Ferdinand Oyono), du sarcasme et même de l'insulte (Calixthe Beyala), du désespoir (Antoine Assoumou, Francis Eone), sans parler du cynisme (Célestin Monga) et de l'hallucination (Achille Mbembe) des auteurs camerounais a donc une longue histoire, tout comme l'exagération réactive, le ponce-pilatisme et je dirais d'ailleurs la flatterie, d'un Gaston Kelman qui, elle, continue la tradition bien vieille aussi d'un Jean-Marie Pouka. L'exigence du groupe formé autour de Pabé Mongo (il se nomme la nouvelle littérature camerounaise, la NOLICA, et comporte entre autres Angéline-Solange Bonono) de truffer le roman camerounais d'effets de réel pour enfin liquider la « littérature du maquis », ne peut qu'être réactive elle aussi, car le soubassement critique de l'écriture camerounaise, de Njoya aux auteurs d'aujourd'hui, nous a enseigné que la géographie et donc la réalité camerounaise est historique, bref qu'elle n'est qu'une invention.

Son histoire c'est celle du Camerounais francophone malgré lui. Il ne s'agit pas seulement de nommer le Cameroun, mais surtout de le libérer ! Aujourd'hui c'est la question anglophone qui est ce cœur critique qui fait battre l'histoire intellectuelle du pays. Um Nyobè, l'idéologue de l'UPC, pouvait dire qu'écrire Cameroun avec « K » « est tout simplement le symbole de notre ferme désir de reconstituer un Kamerun un et indivisible » ; avec les années 1970, c'est plutôt Bernard Fonlon, le *genuine intellectual*, qui aura donné à ce rêve sa formulation pratique. Oui, le Cameroun n'est pas un pays francophone ; il est plutôt *bilingue*. Cela ferait éclater tout Camerounais de rire aujourd'hui, bien entendu, car le pays est cependant dirigé comme un pays francophone, on le sait ! La conséquence de cet état de fait ce n'est pas seulement le long *statu quo* de la dictature qu'est son histoire ; c'est l'apartheid littéraire pur et simple qui y sévit. Ainsi l'élève camerounais d'expression française achèvera ses études sans jamais avoir lu un seul roman écrit par un écrivain camerounais anglophone et vice versa. Des livres d'analyse comme celui de Vounda Etoa présentent les auteurs anglophones et francophones de manière séparée. La mort brutale de Bate Besong, écrivain phare anglophone, n'aura même pas été annoncée au journal télévisé en français, tandis que celle de Séverin Cécile Abega, écrivain d'expression française, ne figura nulle part dans les

journaux anglophones. Un sondage fait récemment par le quotidien *Le Jour* auprès des écrivains camerounais contemporains révéla que tous ceux d'expression française (Awono, Dati, Engama, Nkémé, etc.) avaient été impressionnés par un personnage de roman écrit par un écrivain francophone (Samba Diallo, Koumé, ou alors Meka), tandis que le seul écrivain anglophone interrogé (Bole Butake), avait été impressionné, lui, par Okonkwo du Nigérian Chinua Achebe qui, dans la sphère anglophone, est d'ailleurs considéré comme le 'père de la littérature africaine'.

Sans doute, c'est la question anglophone qui définit la troisième entéléchie de l'intelligence critique camerounaise, elle qui au cours des années de braise (1990-1994) a été dramatisée de manière spectaculaire dans les rues du pays, et a trouvé son point de cristallisation à Bamenda, dans la zone anglophone justement. Dibussi Tande me rappelait encore dans un échange que ce sont les écrivains camerounais anglophones seuls qui portent encore le projet national camerounais (ce Cameroun uni, indépendant, et qui remet en cause ses relations avec la France, ce dont rêvait l'UPC) dans leurs livres, eux qui bien des fois présentent des situations linguistiques bilingues quand eux-mêmes ne le sont pas déjà, et eux surtout pour qui de toute évidence Paris n'est pas du tout le centre du monde ! Ouvrez donc un roman de Mongo Beti, de

Calixthe Beyala, et voyez un peu s'il y a des personnages qui sont anglophones ! Or des écrivains comme Francis Nyamjoh, Peter Vakuntah, ou alors Ba'Bila Mutia vivent le décentrement de la francophonie de manière naturelle, là où dans les textes d'un Mongo Beti, comme les paysans de Tolstoï, l'anglais représente encore la zone sublime de *la séduction et du désir de l'écriture libre :* « Je sens bien qu'un de ces jours je me ferai anglophone, sans retour ni regret », écrit-il dans son réquisitoire *Seigneur, délivre-nous de la francophonie.* C'était en 1987-1988. Ah, comment ne pas prendre ces mots au sérieux, quand écrits par un écrivain dont le pays est voisin de ce géant littéraire, politique, économique, social et culturel qui s'appelle le Nigeria ? « La langue anglaise, continue-t-il d'ailleurs, est aujourd'hui, mieux que la langue française, loin devant la langue française, la langue de la liberté, autant dire de la créativité. » Comment donc ! La fin de l'apartheid littéraire qui sévit au Cameroun sera le début de la vraie littérature camerounaise. Une telle littérature bilingue par destin sera d'emblée ouverte au monde. Qu'une Léonora Miano trouve les palmes de son écriture, comme elle l'avoue elle-même d'ailleurs, dans la jouvence anglophone l'inscrit dans la nouvelle intelligence critique camerounaise qui aujourd'hui se manifeste, elle qui avoue justement dans le sondage du *Jour* avoir été impressionnée surtout par les écrivains nigérians Chris Abani et Chimamanda Adichie.

Or elle n'est que le rejeton d'une longue lignée qui, de Fonlon à Mbembe en passant par le critique Ambroise Kom (lecteur de Chester Himes !), trouve dans l'espace anglophone (y compris aux États-Unis ou en Afrique du Sud, avec *Chimurenga* de Ntone Ejabe) la zone d'autonomie intellectuelle d'où leur critique puise sa force pour fracasser les portes de l'asphyxiante maison française. Il n'est qu'un aveugle qui refuserait de se rendre compte que le cri qui depuis 1990 revient sans cesse dans les rues camerounaises en colère – « *Biya must go !* » – n'est pas dit en français. Or cela seul révèle déjà tout.

[2010]

La cause anglophone

Pour répondre à Dibussi Tande et Kangsen Feka Wakai

Toute critique est une déclaration d'amitié. L'autre possibilité, bien sûr, c'est l'indifférence. En répondant à la critique de mes amis, les écrivains Dibussi Tande et Kangsen Wakai, je rends donc un geste d'amitié qui, je le souhaite, devrait être aussi au fondement de cela que nous appelons notre pays, le Cameroun. Après tout, une nation moderne n'est pas composée de sœurs et frères ; n'est pas basée sur le lien du sang donc, mais sur une relation partagée avec des gens qui ne se connaissent pas, bref, sur la volonté d'inconnus de communier, et d'écrire ensemble une longue histoire. La volonté d'être ensemble, l'amitié, je crois, c'est cela qui pourrait rompre l'apartheid littéraire qui a été imposé sur nos têtes par l'État camerounais, depuis sa double indépendance, en 1960 et en 1961, et par les deux pouvoirs qui l'ont incarné jusqu'ici ; l'amitié, car il s'agit bien de refonder notre nation sur une autre base que celle perfide qui

jusqu'ici manufacture nos malheurs infinis.

Au fond, la littérature abdique du pouvoir qu'elle a de fabriquer une nation quand son but n'est que de raconter des histoires, de recevoir des prix et d'apparaître dans des anthologies, bref, de rendre compte d'un état des lieux. C'est qu'elle n'est pas seulement un instrument de représentation de la réalité, la littérature ; après tout la réalité s'invente tous les jours. La littérature est partie prenante de la reformulation du réel, or nous sommes tous d'accord, je crois, que le réel chez nous, notre pays donc, a plus que tout besoin d'être réinventé. La littérature participe, pas seulement de la description de notre identité, mais de la redéfinition de celle-ci, et de ce fait, de la recomposition de la nation camerounaise, car après tout, le Cameroun n'est qu'une idée, et rien de plus. Le Cameroun s'invente tous les jours. Nous y sommes tous nés par hasard, et comme toute idée, il faut que ceux-là qui y sont nés par hasard ou qui y habitent y croient, afin qu'elle fasse sens. L'idée du Cameroun telle que nous la vivons n'a pas seulement été imposée sur nos têtes, elle a aussi été formulée par un certain nombre de personnes, parmi lesquelles Um Nyobè, Bernard Fonlon, etc. Bien sûr elle peut aussi être abandonnée par nos enfants, si elle s'avérait inopérante. La Somalie, l'Union soviétique, la RDA, après tout n'existent plus, et très peu le regrettent.

C'est de ce point de vue donc que j'ai tremblé lorsque, lisant la critique de Kangsen Wakai, j'ai cru y voir une castration de la littérature, tandis que dans celle de Dibussi Tande, j'ai cru voir une tribalisation de la cause anglophone. Je m'explique. D'abord la castration de la littérature camerounaise : il me semble en effet que si ce qui a été déclenché à Bamenda en mai 1990 était l'expression d'une idée du Cameroun différente de celle que nous vivons encore, c'était une exigence de déjacobinisation de la République du Cameroun. L'histoire nous enseigne en effet que de Rome aux États-Unis et de la France au Cameroun, la République a eu plusieurs visages, et que la forme centralisée à outrance qu'elle a eue en France, forme qui s'est répétée au Cameroun, n'en est qu'une manifestation parmi de nombreuses autres. L'idée républicaine qui donc avait été dramatisée de manière sanglante à Bamenda n'est qu'un épisode d'une histoire plus longue qui s'exprime aussi de manière tactique, dans la demande d'une République du Cameroun décentralisée, fédérale, ou même dans le cas extrême de la République d'Ambazonie, sous la forme de la menace de sécession, mais qui revient à l'exigence simple, légitime, d'une reformulation de notre idée à tous de la République.

La littérature anglophone, quand elle se définit comme étant régionale, s'inscrit d'emblée dans cette volonté plus large qu'elle, de déjacobinisation de notre

République. Les textes de Francis Nyamjoh participent de cette dynamique, autant que ceux de Bate Besong. Or, qu'est-ce qui fait qu'ils soient différents du régionalisme sudiste des textes de Pabe Mongo, de ceux qui au Nord du Cameroun sont produits autour de Clément Dili Palaï et de Kolyang Dina Taïwe, ou alors qui dans l'Ouest du Cameroun s'animent autour de Kouam Tawa ? La littérature anglophone camerounaise a cette chance historique de porter en elle, pour le moment, les germes d'une autre idée du Cameroun, bref, d'être enceinte, beaucoup plus que les autres régionalismes, de cette volonté de changement fondamental de notre pays qui agite notre intelligence, et il serait bien dommage qu'elle soit aveugle devant cette potentielle transcendance. Ce qui lui arrache son envol, et j'ai cru le déceler dans la critique de Dibussi Tande aussi, c'est la tribalisation de la cause anglophone à laquelle je faisais allusion dans mon article sur l'apartheid littéraire. Quoi, est-on déjà anglophone comme on est bamiléké, beti ou bassa ? Qu'est-ce qui peut donc faire mon ami croire que l'identité anglophone soit si exclusive qu'elle ne permette pas à un francophone de changer de camp, quand de nombreux enfants, aujourd'hui, sont inscrits dans des écoles anglophones par leurs parents francophones ? Quand la littérature camerounaise contemporaine s'exprime, pas seulement en français et en anglais, mais aussi en allemand, oui, en allemand, avec

des auteurs comme Douala Missipo hier, et aujourd'hui Florence Atjame, Jean-Félix Belinga Belinga ou Hilaire Mbakop, faut-il revenir dans l'écriture de son histoire à une définition atavique de l'identité ?

De 1914 à aujourd'hui, le relais du rêve de notre extase libérée est passé de Douala à Boumnyebel, à Toungou, à Bamenda. L'histoire de notre pays nous montre cependant que la tribalisation de ce rêve a toujours été la fin de partie. Quand la cause sawa a retiré la chaise du résistant national sous le derrière de Douala Manga Bell ; quand de parti nationaliste, l'UPC s'est transformé en parti bassa ; et quand la lutte de libération est devenue le 'problème bamiléké', c'est l'idée d'un autre Cameroun qui a été différée. De même quand en 1994 il s'est soudain fabriqué une ethnie soi-disant 'anglo-bami', la question anglophone a failli perdre son potentiel historique national. La définition, par défaut ou par conviction, de l'Anglophone comme étant une identité exclusive est dangereuse donc, néfaste même, car elle transforme une question en une réponse, et une cause en une ethnie, or la cause anglophone, c'est ce qui aujourd'hui donne à la littérature anglophone son pouvoir de cristallisation historique. Si le feu de sa cause n'est pas encore éteint, c'est parce qu'il fait corps avec une idée du Cameroun autour de laquelle il est facile de fédérer les intelligences critiques nationales qui, depuis Um Nyobè, veulent que notre pays vive vraiment

au diapason de son potentiel. Et cette idée, c'est la redéfinition radicale des rapports du Cameroun avec la France, qui commence par la déjacobinisation de notre République, qu'aujourd'hui la cause anglophone nous rappelle.

La littérature anglophone ne porte donc pas seulement le projet national camerounais par effet de réel, comme Dibussi Tande le note si bien, mais par disposition historique. Mon souhait est qu'elle nous aide à réaliser ce projet dans le réel, car elle est la mieux positionnée aujourd'hui. Elle le fera plus facilement en fracassant le ghetto dans lequel elle a été condamnée. Le premier geste ici ne pourrait qu'être l'ouverture de l'identité anglophone, son acceptation donc, de la position historique qui lui a été léguée. L'ouverture de l'identité anglophone est un acte tactique fondamental, geste qui a d'ailleurs une histoire dans la lutte des peuples. Frantz Fanon est devenu citoyen algérien, ne l'oublions pas, bien qu'originaire comme on sait de la Martinique ; Du Bois est devenu citoyen ghanéen. Et dans notre pays, Mongo Beti voulait, comme il l'écrit, devenir anglophone – allions-nous donc le lui refuser ? Durant la Révolution française, le fameux droit de cité avait permis de léguer la nationalité française à des Allemands, Friedrich Schiller, Klopstock, aux Américains Washington et Hamilton, et à bien d'autres. Chez nous aussi, devant les miasmes de notre présent,

il est plus que tout important de définir l'identité anglophone, porteuse de notre futur, pas comme appartenance à une parcelle de terre dans un pays dont la géographie a changé tant de fois lors de sa si courte histoire, pas comme une filiation tellurique donc, mais comme un projet, lié à la croyance à une cause : celle de notre bien-être à tous. De ce point de vue bien sûr, la question anglophone perdrait son caractère régional, et disparaîtrait dans le projet plus large, plus vieux, plus urgent, de redéfinition de la République du Cameroun.

[2009]

NOTRE AVENIR EST ANGLOPHONE

Notre avenir est anglophone. Cela ne peut qu'être une évidence pour toute personne qui regarde de manière intéressée l'évolution de la production intellectuelle camerounaise de ces dernières années. Les raisons ne sont même pas liées au fait que de par leur langue d'expression, les auteurs camerounais d'expression anglaise ont sans doute tiré les meilleurs marrons du feu qu'était la colonisation, la langue de Shakespeare leur donnant d'emblée une plateforme globale, avec toutes les retombées que cela comporte pour ce qui est de la dissémination du savoir. Non, elles sont autres, et de mon point de vue, au nombre de cinq.

Premièrement, si l'activité intellectuelle est l'expression d'une respiration sociale, alors la question anglophone est le poumon de ce corps qu'est notre pays. C'est que le futur politique du Cameroun sera lié à la résolution de cette question. Depuis le sabordage de l'UPC avec les années de braise, c'est la question anglophone qui nous promet à tous un futur de

liberté. Qu'elle s'exprime sous la forme associative, institutionnelle de l'opposition parlementaire, insurrectionnelle ou même sécessionniste comme c'est le cas avec les 'Southern Cameroonians', elle demeure la seule vraie locomotive politique de notre histoire contemporaine. Il est clair pour quiconque observe la géopolitique du pouvoir au Cameroun que la longévité de la dictature chez nous n'est possible que parce que les deux dictateurs qui en cinquante ans se sont succédé à Yaoundé ont au minimum toujours été suffisamment intelligents pour ne jamais se quereller trop longtemps avec les nombreux pouvoirs, même militaires, qui se sont succédé au Nigeria. Nos potentats ont ainsi toujours arraché aux forces du changement le gîte naturel que le gigantesque Nigeria aurait fourni à ces derniers. L'arrestation de Liman Oumaté à Maiduguri – au Nigeria donc – en est la preuve ultime. Or, en contrepoint, la ceinture francophone de l'infamie que composent le Tchad, la RCA, le Congo et le Gabon ne peut servir qu'à étrangler notre futur, elle qui se compose de Nérons au pouvoir le plus long en Afrique.

Mais notre futur n'est pas seulement anglophone parce qu'avec le Nigeria, nous avons notre seul voisin qui ne reçoive pas ses ordres de Paris – paradigme qui seul nous donnerait d'emblée un avenir. Notre futur est anglophone parce que, deuxièmement, c'est la vivacité intellectuelle d'un peuple qui lui fabrique des lendemains

qui chantent. Le futur s'invente, et la littérature en est le fourneau. Or les auteurs anglophones qui ont pris le Nigeria au sérieux, par exemple le trop tôt décédé Bate Besong, sont aussi ceux qui, dans les productions nationales de notre intelligence, se sont montrés les plus récalcitrants, c'est-à-dire les plus impatients devant la longueur du statu quo. Mais la flambée de littérature qui pousse autour du tombeau encore chaud de Bate Besong est immense, elle qui s'exprime dans les productions d'auteurs au talent de chef d'orchestre comme Francis Nyamjoh, dont les romans *Souls Forgotten et Married but not available* sont une revue de notre temps, du point de vue autant du sexe que de la violence ; comme Peter Vakunta qui allie le talent du conteur (*Grassfield stories from Cameroon*) à celui du poète (*Majunga Tok : Poems in Pidgin English*) et de l'essayiste (*Cry My Beloved Africa*).

Boudée trop longtemps par Yaoundé avec ses éditions Clé, il s'est entretemps fabriqué une génération d'écrivains anglophones qui s'en fiche pas mal, et a choisi Bamenda comme sa capitale littéraire. Voilà notre troisième raison d'espérer. Avons-nous ici une répétition de la dissidence des années 1990 qui partit de Bamenda aussi, comme on se souvient ? Qui sait ? Pourtant, ah, notre littérature nationale gagnerait à ne pas répéter les idioties sanglantes du politique, et notre pays à fêter les auteurs des éditions Langaa : Ntemfac Ofege, journaliste et écrivain (*Mamondo, The Return of Omar,*

Children of Bethel Street, Hot Water for the Famous seven) ; Dibussi Tande (*No Turning back : Poems of Freedom 1990-1993*), Rosemary Ekosso (*The House of Falling Women*), Joyce Ashutantang, Tikum Mbah Azonga, Sammy Oke Akombi, Emmanuel Fru Doh, et tous les autres. Nous sommes loin ici des fascicules dactylographiés inspirés de la littérature du marché d'Onitsha, qui s'achètent encore aux poteaux du marché de Bamenda, du genre *The Challenge of young girls* de Kemonde Wangmonde ou *Manka'a* de Ngwa Neba, et dont les éditions Clé essayaient d'imiter le format en 1999 avec un *Tales from the Grassland and the Forest* de Ngoh Agnès Nzuh, rare texte en anglais publié par cette maison. Ici un partenariat (pas la coédition, s'il vous plaît !) avec la Michigan State University Press permet aux œuvres des auteurs de pénétrer le marché américain, et donc avec lui, le marché mondial. Notons qu'elles le font sous le sigle de leur maison d'édition basée au quartier Mankon. L'instrument ici ? Internet ! Dites-moi donc qu'il ne s'agit pas d'une révolution littéraire.

Je l'ai déjà souligné : notre futur est anglophone. C'est qu'une intelligence novatrice se fabrique ses propres instruments de communication. Et voici ma quatrième raison. Ainsi la revue *Palapala* de Kangsen Wakai sert de relais à une génération d'écrivains installés tant aux États-Unis qu'en Australie, au Cameroun qu'à Londres, au Sénégal et au Nigeria, quand ce n'est pas

des blogs comme celui de Dibussi Tande : *Scribbles from the Den.* Le festival littéraire EduArt de Buéa, organisé par Joyce Ashuntantang, et qui a couronné en 2008 Victor Musinga et Bate Besong, a trouvé en Chinua Achebe et Niyi Osundare ses patrons. C'est ici sans doute qu'il faut mentionner en parallèle le travail abattu à partir de Cape Town en Afrique du Sud par Ntone Edjabe, DJ postmoderne, avec sa revue *Chimurenga*, la seule revue africaine à avoir été mentionnée, et cela de manière élogieuse, par le *New York Times.* C'est que *Chimurenga* est un espace qui inclut des expositions (comme une sur le sexe), des posters (le football), la participation aux évènements artistiques comme la Documenta en Allemagne, mais surtout, dernièrement, une librairie virtuelle de toutes les revues les plus influentes du monde africain. Comment ne pas fêter ce dynamisme anglophone ? Tout est logique : le parcours extraordinaire de Ntone Edjabe l'aura bien sûr mené d'abord au Nigeria, jeté lui aussi au-dehors de notre pays par le tumulte des années de braise.

La dernière raison de notre espoir, la cinquième, est que ce bouillonnement intellectuel aura rejoint le langage général de la critique, et surtout de cela que, en philosophie esthétique africaine, il est désormais lieu d'appeler l'école camerounaise de la critique. Et cela aura été possible surtout avec la publication de nombreux articles en anglais par Achille Mbembe, et surtout de

son *On the Postcolony*, livre qui, s'il en est un, a redonné vigueur aux études postcoloniales composées chez nous depuis l'exigence de Bernard Fonlon, et surtout, livre qui prend comme métonyme le Cameroun. Mbembe, visiteur régulier des campus américains, où son influence est des plus grandes, est basé lui aussi, osons le dire, dans un espace d'expression anglaise, l'Afrique du Sud. Devant telle floraison de talents camerounais en anglais, comment ne pas pousser un ouf ! de soulagement ? Car si le présent macabre de notre pays n'en finit pas de durer, au moins nous pouvons dire aujourd'hui que le Cameroun a un avenir, et que celui-ci est anglophone.

[2009]

DIX CONSTATS SUR LES FRANCOPHONES

À travers le problème anglophone

1. Ils disent vouloir le changement mais ont peur du changement !

Dès qu'une crise commence, un échange verbeux qui veut mettre à nu la vérité, ils pissent dans leur caleçon et s'empressent d'éteindre le feu. Au mieux, ils mentionnent le Rwanda et demandent de mettre un terme à ce qui commence là. Je pense ici au Père Lado demandant de cesser le feu dans mon échange avec Owona Nguini en 2014, à cause… du Rwanda. J'ai vu cela aussi dans la sortie de Valsero demandant à Boris Bertolt de se taire devant l'imposture.

2. Ils sont progressistes par positionnement mais conservateurs par réflexe.

Dès qu'une crise commence, ils sortent des sissonghos et donnent des conseils à Biya sur comment

faire pour régler vite la crise-là. Ils lui donnent une feuille de route avec des points précis, et cela sans que le tyran demande même leur avis, oh. Je pense ici à Achille Mbembe écrivant un long texte pour dire à Paul Biya ce qu'il faut faire pour régler la crise anglophone. J'imagine ici Frantz Fanon écrivant un texte au président français pour lui expliquer comment faire pour régler la crise algérienne, afin qu'elle ne devienne une guerre de libération.

3. Les Francophones sont très pressés.

Ils souhaiteraient au mieux qu'un tweet fasse que Biya prenne la fuite. Et j'ai de la peine à me rendre compte que les Anglophones sont en train de se battre patiemment depuis bientôt un an ! Ma mémoire des années de braise est que dans leur crise véritable, elles n'aient pas duré autant, et je suis de plus en plus certain que ce sont les Francophones qui avaient convaincu John Fru Ndi d'aller (lui aussi) négocier, noooor, et donc d'aller à la Tripartite. Rappelez-vous l'éditorial de Protais Ayangma disant aux anglophones de cesser le feu, car ils ont « déjà gagné, noooor ».

4. Les Francophones croient au symbolique, à la force du « symbole politique »...

Et surtout à cette chose-là qui est la personnification du symbolique et qu'on appelle « les intellectuels ». Or, dites-moi donc qui est le Owona Nguini anglophone, car je ne sais pas qui c'est, tandis que depuis plus d'un an, les Anglophones sont bien en train de nous montrer ce que c'est qu'un mouvement politique, celui-ci passant d'une protestation syndicale des avocats et des enseignants à un mouvement qui aujourd'hui met en branle les forces traditionnelles des Takumbeng.

5. Les Francophones aiment débattre, débattre, et débattre...

Eh, le débat, que serait-il s'il n'y avait pas les Francophones. Je ne sais pas si les Anglophones débattent autant, et pourtant, quand on regarde bien, c'est dans la sphère anglophone que le débat est une culture qui se pratique depuis l'école, qui s'enseigne et se cultive. Les grands débats, par exemple, de James Baldwin et Burkley puisent dans cette tradition-là. Manière de dire qu'il y en a qui débattent pour débattre, et ce sont les Francophones. Et il y en a qui débattent pour faire avancer une cause, et ce sont les Anglophones.

6. Ils veulent toujours avoir un intérêt personnel réalisé.

Tel veut faire venir son enfant aux États-Unis et utilise le mouvement pour cela. Tel autre veut faire son petit business de la nourriture et utilise le mouvement pour cela. Tel troisième veut plutôt utiliser le mouvement pour le blanchiment d'argent. Tel quatrième, pendant ce temps, veut que le mouvement le paye. Au final, évidemment, avec autant d'intérêts particuliers, le mouvement se trouve noyauté et incapable de remplir l'intérêt général qui est sa cause.

7. Les Francophones sont vraiment convaincus que Paris est important, hein, je vous jure.

Or, regardez les Anglophones. Ont-ils une seule fois parlé de Londres ? Si Biya n'était pas venu à New York, seraient-ils même à New York ? Parce que les Francophones croient que Paris est important, dans un monde pourtant éclaté, les Parisiens se croient le centre du monde. Et il faut voir ça, la véritable sorcellerie. Un certain Njikam (ou Njimbam, mais bof), qui njote une photo avec Kemi Seba et est littéralement chassé par les gardes du corps de ce dernier, se présente comme le porte-parole de l'Afrique, etc., ah, c'est fou ça !

8. Les Francophones croient vraiment que la France a le pouvoir de choisir le président du Cameroun, hein.

Et surtout que le président du Cameroun doit plaire à la France, hein. J'ai parlé une fois avec un diplomate français en Afrique du Sud, et il m'a dit d'étonnantes choses – le nombre de personnes qui lui envoient leur CV, pas pour être embauchées à l'ambassade, mais pour devenir ministre dans leur pays ! J'étais avec un ami politologue qui n'avait cessé de se marrer, car eh oui, les Francophones croient vraiment que la France a un pouvoir sur nous.

9. Les Francophones croient en la communication.

C'est ainsi qu'un jeune Francophone peut se lever le matin, faire quelques photos et les poster sur Facebook et ainsi se dire arrivé. Aller de photo en photo, d'apparition télé en apparition télé, et se dire politicien. Or voilà, le minima de cette chose-là, qui est la mobilisation, demeure la nébuleuse francophone, car le Francophone est un communiquant comme il est légaliste. Un sous-préfet interdit sa manifestation, il reste à la maison. Oui, c'est comme ça. L'État a parlé.

10. Mais surtout, les Francophones croient que Biya est fort !

Et c'est cela leur véritable problème. Ils croient qu'un homme comme celui-là ne peut pas être simplement exécuté comme les autres tyrans avant lui. Je veux par-là dire que les Francophones sont vraiment convaincus qu'un autre Camerounais ne peut pas mettre deux balles dans la tête de Biya, simplement comme ça, par haine, par rancune ou même pour rien. Ils en sont vraiment convaincus, oui, que Biya ne va pas mourir. En fait, ce qui leur fait le plus peur, aux Francophones donc, c'est la mort de Biya...

Le talon d'Achille

Lettre à Achille Mbembé

Grand-frère :

J'ai pris du temps pour vous écrire cette lettre parce qu'il me sera toujours difficile de vous apporter la contradiction. Vingt ans de lecture assidue de vos œuvres font qu'elles sont dans ce bagage qui m'a appris à penser différemment, et à questionner mes aînés : même cette lettre-ci respire donc ma profonde dette envers vous. Elle en est l'expression. Pourtant je me suis rendu compte, après avoir lu une de vos récentes chroniques dans le journal *Le Messager*, que par honnêteté intellectuelle, j'avais l'obligation de vous dire que vous vous trompez : de vous le dire en tant que Camerounais. C'est que la lecture de votre texte sur 'la question anglophone' n'a cessé de me hanter, pas à cause de la gravité de la question que vous abordez, mais à cause du manque de sérieux de votre argumentation.

Mais peut-être avez-vous voulu tout simplement provoquer le débat ? Si c'était le cas, eh bien c'est réussi. Pourtant en même temps la désinvolture, je dirais d'ailleurs le déraillement de votre argumentation sur la question anglophone, est symptôme de toute l'intelligence francophone camerounaise qui se retrouve toujours édentée devant ce sujet, et ne répond aux requêtes anglophones que par le silence coupable, le sourire agacé ou le violent discrédit, et en cela, curieusement, comme vous, se range étonnamment dans le camp du pouvoir actuel dans notre pays, qu'elle combat pourtant si vivement ailleurs.

Quand une question est mal posée, les réponses qui lui sont apportées ne peuvent qu'être insatisfaisantes. Voilà à mon humble avis le problème de votre analyse. Car la question anglophone n'est pas une question de citoyenneté mais de droits des minorités. Les revendications politiques, vous le savez mieux que moi, parlent un langage bien singulier, mais dans la plupart des cas, la position extrême en leur sein sert tactiquement à rendre un peu plus visible le cœur du problème qu'elles posent, et qui autrement n'aurait pas été entendu. Curieux il est ici que vous, qui avez ouvert notre intelligence à la sagesse du langage quotidien, vous fermiez dans votre analyse de la question anglophone à cette conception des rues de Bamenda qui nous dit « *those who make peaceful change impossible, make violent change*

inevitable », quand au fond, paraphrasée un peu, elle nous montre si clairement que la question anglophone ne se pose pas en trois voix qui s'opposent, mais qu'au contraire, ce sont ceux qui rendent impossible l'autonomie des provinces anglophones, et de chacune des régions du Cameroun, cela malgré la création d'un sénat chez nous, et qui rendent le mouvement sécessionniste anglophone inévitable. Curieux il est que vous, dont la logique a su, pour analyser l'implantation de l'UPC et la revendication d'indépendance du Cameroun, se fondre dans la réalité souple de nos vies bancales, ne pouviez pas voir – mais le voulez-vous ? – que c'est la surdité de Yaoundé qui rend le radicalisme du Southern Cameroons National Council (SCNC) possible ; que c'est la politique de Biya qui lui donne les conditions de son existence ; et que c'est le lâche sourire d'Étoudi qui a rendu même la déclaration d'indépendance nécessaire le 30 décembre 1999 ! C'est de ce point de vue, dialectique, que la question anglophone se pose plutôt en termes d'une minorité qui veut avoir sa voix entendue : qu'elle se pose donc en termes de droits des minorités chez nous.

Il est fallacieux, bien sûr, de dire que revendiquer une identité anglophone est illogique à cause de la brièveté de l'expérience coloniale qui la fonde. Nous savons tous en effet que les identités sont construites par des conditions politiques et sociales précises.

Fallacieux il est tout aussi de croire que la question anglophone se dissoudra dans la commune mesure de la pluralité ethnique du Cameroun, par-delà la division bilingue de notre pays. C'est que vous, moi, nous tous avons l'obligation de distinguer les minorités dans leur caractère symbolique, du fait de leur existence sociale réelle et ethnique. Si en Allemagne, par exemple, des dizaines de groupes ethniques, les Bavarois, Saxons, Thuringiens, Rhénans, etc., tout comme une histoire bien particulière, ont rendu nécessaire une vision plutôt fédéraliste de la 'République', les habitants de l'ancienne Allemagne de l'Est, les 'Ossies', n'ont eu besoin, eux, que de quarante ans, comme les Anglophones de chez nous, pour se forger une différence qui, sans être ethnique, n'en est pas mois devenue politique et a d'ailleurs imposé ses formes de représentation et d'action dans la sphère publique ; si les États-Unis sont un conglomérat de groupes asiatiques-américains, italiens-américains, chicanos, allemands-américains, africains-américains, etc., ce sont les Noirs qui ont entretemps acquis, de par leur expérience particulière de l'exclusion, le statut de minorité symbole. Et le Nigeria : comment autrement entendre l'élévation des Ogoni au-dessus des quatre cents autres ethnies de cette fédération tumultueuse, sinon à cause de leur statut symbolique ? Entendons-nous : les Anglophones au Cameroun sont dans la situation singulière d'être liés à une culture qui à

l'échelle planétaire est clairement dominante, du moins par rapport au français, et de vivre en même temps une situation ironique de dominées dans leur propre pays. Dans ce monde à l'envers qu'est le Cameroun, la majorité de fait devient ainsi minorité symbolique, comme, dans une autre échelle, les femmes, cette autre majorité de fait, sont une minorité symbolique en politique, et traitées comme telle en termes de droits.

Que vous ne vouliez pas voir ces évidences est curieux, du moins pour moi qui ai l'habitude de la profondeur de vos analyses. Curieux encore plus lorsque vous voyez la proximité du Nigeria, qui donne une force de pression réelle, et donc un pouvoir dérivé, à la minorité anglophone au Cameroun, comme un danger pour notre République, danger dont pour exprimer le vocabulaire, vous puisez dans les rancœurs entre la France et l'Allemagne ('ennemi naturel') qui ont coûté au monde trois cents ans de guerre et des millions de morts. Oui, curieux quand pour vous la solution à la question anglophone c'est autant l'approche guerrière que le renforcement par la violence de cette République-ci que nous avons, et qui a déjà montré sa totale faillite, justement devant la question anglophone ! Je dis que votre position est curieuse, car elle ne tient pas compte du fait que les revendications anglophones sont une quête légitime d'une autre forme de République, et donc d'une Nouvelle République ; qu'elles sont ainsi

ancrées dans une quête bien ancienne, dont pour nous vous avez tracé l'histoire dans les pays bassa et sur les plateaux bamiléké, histoire qui pourrait sans peine remonter jusqu'à la lointaine dissidence de Douala Manga Bell et Martin Paul Samba en 1914. Le curieux de votre analyse m'oblige pourtant à vous poser quelques questions, car vous, qui avez enseigné dans quelques-unes des universités les plus renommées de la planète, comment se fait-il qu'à votre pays qui n'arrive déjà pas à scolariser, à nourrir et à soigner sa jeunesse, vous proposez plutôt, pour résoudre la question anglophone, de se constituer une armée de frappe et une flotte aérienne pour terroriser ses voisins ? Est-ce pour nous faire rire ? Comment se fait-il qu'à ce pays, le nôtre, à la paix déjà si fragile, vous, qui avez si savamment analysé la logique violente de notre histoire, proposiez comme futur l'exemple du Rwanda, ce pays meurtri et meurtrier qui n'a pas encore répondu du génocide qu'il a organisé dans la RDC ? Est-ce pour nous faire pleurer ? Oui, comment se fait-il que vous qui, dans les revues internationales, êtes reconnu comme le chantre africain de la globalisation, dans un journal de votre pays, vous proposiez plutôt la culotte courte du nationalisme belliqueux ? Est-ce pour nous irriter ?

Comment pouvez-vous vous tromper autant de fois dans un seul article ? Nous savons qu'aujourd'hui, la démocratie ne se mesure plus à la puissance de frappe

qu'elle met à faire respecter sa rationalité, car sinon alors les États-Unis donneraient vraiment des leçons de démocratie à la terre entière, mais à l'urgence qu'elle met à respecter les droits des minorités. La France l'apprend à ses dépens ces derniers jours : nous le voyons. Or nous savons tous : la question anglophone est le talon d'Achille de notre démocratie. La République du Cameroun ne pourra jamais étaler sa grandeur en montrant la perfection de ses institutions, même si celles-ci sont bâties au bout du canon, même si celles-ci sont bâties sur la chair et dans le sang de nombreuses personnes ; mais c'est le support qu'elle apporte au droit à la différence, quelle que soit la forme dans laquelle celle-ci s'exprime, qui sera toujours l'étalon de mesure de sa santé politique. Or nous savons que notre pays est gravement malade, malade de la gestion de la question anglophone ! Comment le guérir ? Plus que la France dont le modèle de la République semble dicter votre analyse, c'est peut-être l'Allemagne qui vient d'élire comme chancelière une 'Ossie', de cette nouvelle ethnie allemande donc, nouvelle comme les anglophones sont une nouvelle ethnie camerounaise, qui devrait nous faire réfléchir. Nous en avons l'obligation ! Devant nos yeux, le Cameroun fabrique dans les Anglophones, pas à pas, des citoyens de second ordre. Demandez donc à chaque Camerounais s'il croit qu'un Anglophone sera un jour président de la République du Cameroun, et sa réponse

sera évidente : négative. J'ai posé cette question à Bamenda en mars 2005, à un parterre tant francophone qu'anglophone ; la réponse, unanime, n'a pas contredit mes soupçons. Et ceci n'est qu'un exemple. Or vous dont la vie s'est enrichie de l'expérience autant américaine que sud-africaine, qui donc avez vu de multiples visages du destin des minorités, quand vous serez au Cameroun, prenez le temps de vous promener dans le Sud-Ouest et dans le Nord-Ouest. Vous verrez qu'il n'y a rien de plus hideux, de plus arrogant, de plus scandaleux, de plus méprisable, car de plus bête, qu'un Francophone, quand il est à Limbe ou à Buéa, et je suis d'ailleurs sûr que vous en reviendrez défenseur du SCNC, comme je le suis devenu. C'est qu'en réalité, vu l'évolution des choses, toute intelligence critique camerounaise ne peut que défendre la cause anglophone, et même être avocat du SCNC !

Au fond, cette défense de la cause anglophone ne peut pas être qu'un geste de générosité : c'est un devoir intellectuel de gratitude, car qui n'a pas encore oublié – mais le pourrons-nous jamais ? – que les premiers Camerounais qui ont donné leur vie pour la démocratie sont morts, en mai 1990, à Bamenda, sait que ce sont avant tout les Anglophones qui ont, en posant publiquement leur problème, fabriqué notre présent. Ne nous trompons pas : la maturité de la démocratie chez nous sera atteinte, pas par l'invention d'une encore

plus grande classe intellectuelle, d'une société civile donc, et surtout pas quand notre République coupera les jarrets aux Anglophones indépendantistes, achèvera d'emprisonner ses leaders, même quand ils seront des vieillards comme le Chief Ayamba Ette Otun, ou alors quand elle s'élancera dans une guerre régionale pour satisfaire la fierté de quelques-uns d'entre nous, mais quand elle aura bâti des structures pour gérer dans le dialogue les différences qui font le corps de notre société. Si ceci passait jusqu'en 1991 par la légalisation effective de l'UPC, aujourd'hui c'est la reconnaissance des droits de la minorité anglophone qui en est la précognition, et cela nécessite en même temps une vision de la République qui s'éloigne du modèle jacobin imposé sur nos têtes par la seule France. Et n'est-ce pas ce que les Anglophones nous demandent, en fin de compte ? Dans leurs voix étranges pour certains, parfois cacophoniques, paradoxales, mais dans la majorité toujours très paisibles et définitivement salutaires, ce que les anglophones revendiquent donc, et ceci, loin d'être une question, est une offre de solution au problème national camerounais ; ce qu'ils revendiquent donc, c'est d'être reconnus en leurs propres termes dans notre commune République : ils revendiquent le droit minimal de tout citoyen d'un État qui se respecte, et cela deviendra sans nul doute bientôt le seul gage pour maintenir la déjà si fragile paix civile dans notre pays.

C'est qu'autant la question anglophone a aidé en 1991 à construire un Cameroun dans lequel aujourd'hui une pluralité de partis politiques, dont le longtemps interdit UPC, font bataille, bref, à démocratiser notre présent ; autant elle peut être au début de la destruction effective de notre pays dans le futur. Les modèles érythréen et même ivoirien seraient ici des éventails. Plus que le silence coupable, le sourire agacé ou le violent discrédit de l'intelligence francophone, c'est toute notre sagacité qu'elle interpelle, et encore plus, c'est notre soutien qu'elle attend.

Sincèrement,

[2005]

L'INDÉPENDANCE DU SUD SOUDAN PEUT-ELLE INSPIRER LES CAMEROUNAIS ANGLOPHONES ?

Ce 9 juillet est née la République du Sud Soudan. Un nouvel État africain est cause de célébration. Allons-nous être contents au Cameroun ? Paul Biya se précipitera-t-il pour reconnaître cette nouvelle république comme le fit l'Afrique du Sud, et même la Lybie ? Les anglophones du Cameroun devraient regarder, eux, l'indépendance du Sud Soudan avec intérêt, car pour ceux qui ont mon âge elle représente la concaténation de trois choses essentielles qui font que notre temps est particulier et donc prélude sans doute à ce futur que chacun de nous veut comprendre, et d'une certaine manière réaliser à peu de coûts. La première est que les États ne sont jamais éternels. La seconde est que finalement le principe sacro-saint des frontières héritées de la colonisation devient ce qu'il a toujours été : un des derniers vestiges politiques du colonialisme qu'il nous faut liquider. La troisième est que tant qu'ils lui opposeront la sourde oreille, nos États se fracasseront

sur la question du respect des droits humains, et surtout sur celui du droit des minorités. C'est simple, tout État qui piétine les droits humains ouvre la porte de son histoire à cette violence citoyenne dont la sécession est une forme. Le respect de nos droits est notre seul espoir.

Notre génération a cette particularité, et c'est sans doute cela qui la distingue de celle de nos parents, que nous avons grandi avec la fin des nations. De l'ancienne Union soviétique à l'ancienne Allemagne de l'Est, de la Somalie au Soudan, nous avons aussi vu des États disparaître. Nous avons vu des pays respectés jadis soudain devenir papier. Les causes de ces disparitions sont diverses, mais en Afrique, plusieurs fois elles sont liées à la violence centralisatrice d'un État qui s'imagine que seule la violence de frontières héritées de la colonisation, dont chacun veut se séparer, peut maintenir ensemble des êtres humains qui exigent le respect de leurs droits. À ce centralisme à outrance s'ajoute une conception du président comme omniprésent dans la vie de communautés pourtant distinctes à plusieurs égards : chez nous l'œil du président ce sont les gouverneurs, les préfets et sous-préfets. À cette violence d'en haut sont opposées ici et là autant la fronde, la dissidence de citoyens, que plusieurs fois des rébellions militaires qui, d'une manière ou d'une autre, sont le visage d'un ras-le-bol citoyen effectif. Il lui est imposé donc

cette sagesse qui, nous avait dit Ernest Renan dans sa définition devenue classique de la nation, fait de celle-ci un plébiscite permanent.

Les Constitutions du Cameroun, et les politiques qui les ont mises en application, ne nous ont pas aidés à nous protéger contre les frustrations violentes de peuples à la voix bâillonnée. Car autant, d'une part, les textes qui nous régissent nous imposent un État jacobin, autant nous sommes tenaillés entre l'héritage français qui nous a livré une forme pyramidale de l'État qui étrangle la multiplicité de peuples de notre nation. Mais d'autre part la phobie maniaque du modèle fédéral nigérian ('fédéral' est chez nous une injure) qui faisait encore trembler nos constitutionnalistes lors de la Tripartite survit au Cameroun comme un faire-peur. Le fédéralisme équivaut à la fin de la République du Cameroun, nous dit la vulgate au pouvoir, à la guerre. La République fédérale du Cameroun, qui était pourtant notre passé, est devenue notre véritable épouvantail. C'est comme si ni les États-Unis, ni l'Allemagne ne pouvaient nous enseigner ce que c'est qu'une république fédérale et les libertés que l'on en tire, surtout pour ce qui concerne la reconnaissance du caractère particulier des régions. Seule la République française a toujours raison chez nous, et de la Constitution française de la Cinquième République dont une copie nous sert de document de base, nous n'avons au fait repris que les défauts, surtout

le déni de droit aux communautés et aux régions, ce qui fait que pour notre pays aux deux cents langues, aux deux langues officielles, aux trois religions majoritaires, celle-ci devient plus qu'une camisole de force : elle devient un étouffoir des particularismes.

Longtemps le dogme du sacro-saint des frontières héritées de la colonisation, qui est ironiquement au début de l'Union africaine, nous a servi de fuite en avant. Pourtant l'histoire n'est pas une imposition infinie et une justification de la violence d'État par l'idéologie, car alors elle serait de l'incantation et donc une véritable imposture. Au contraire, elle est la transformation lente, mais parfois tumultueuse aussi, de précédents légaux en jurisprudence effective. C'est ici donc que la naissance de la République du Sud Soudan, dans les traces de l'Érythrée, est une tache d'huile qui, pour le vêtement du panafricanisme idéologique qui nourrit encore nos intellectuels, sera de plus en plus une peinture colorante. Il fallait qu'ici deux symboles de l'unité africaine soient fracassés : d'abord celui de l'Éthiopie qui, en cédant jadis à la demande indépendantiste érythréenne, avait rendu sa position symbolique de plus vieil État africain insoutenable dorénavant. Et puis aujourd'hui celui du Soudan, après l'Égypte le premier État africain indépendant (le 1er janvier 1956), qui ainsi nous permet de rectifier la position frauduleuse que le panafricanisme a toujours donnée au Ghana de Nkrumah, d'avoir ouvert

le bal de notre séparation effective du colonialisme.

Le contentieux historique que la République du Sud Soudan permet de mettre une fois de plus sur la table de l'histoire africaine est bien celui du respect des minorités. La question des minorités chez nous se perd très vite dans les débats tribaux que la vision jacobine de notre république taxe de tribalisme. Elle se perd quand on rappelle au tout-venant que le droit des minorités signifie la protection de populations autochtones, tout comme lorsque l'on cite la chaîne des calamités qui étranglent chaque province de notre pays pour disqualifier le déni de droit des habitants des deux provinces anglophones. Pourtant le respect des minorités est bien au fondement de la conception de la démocratie qui décidera de notre futur, car il vient d'une demande *sui generis* et donc inaliénable. C'est qu'autant il se révèle de plus en plus que la définition de la démocratie comme loi de la majorité nous a ouvert sur des enfers nombreux, et les génocides au Rwanda et au Darfour en sont deux, autant il devient de plus en plus salutaire pour notre futur de lui adjoindre le principe fondamental du respect des minorités. C'est ce principe que l'indépendance de la République du Sud Soudan nous oblige dorénavant à prendre encore plus au sérieux. C'est ce principe qui devient jurisprudence en Afrique et qui donc, plus que l'idéologie panafricaniste, dessine notre futur.

Au Cameroun, ne sont-ce pas les Anglophones qui le plus vivement l'ont manifesté dans la cour de notre république, eux dans la province de qui se sont exprimées autant les voix qui en 1990 ont fabriqué le multipartisme chez nous, avec la création du SDF, que celles qui ont le 30 décembre 1999 déclaré précipitamment l'indépendance du Southern Cameroons ? C'est que, et ce n'est pas un hasard, c'est bien dans les provinces anglophones, dans l'Ambazonie donc, que les revendications sociales et les turbulences corporatistes, qui secouent notre pays sporadiquement, pour notre salut commun se sont ces dernières vingt années le plus évidemment transformées en revendications politiques, et pas autour du tombeau d'Um Nyobè ni encore dans le fief d'Ahidjo. Les Anglophones sont de caractère frondeur, on pourrait dire, selon une lecture culturaliste ; on croirait que ce sont des *tchouk head,* comme on dit à Bamenda ; que faux : il suffit de voir les dénis de droit qui sont leur quotidien, et qui emplissent les dossiers d'Amnesty International et de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés, pour comprendre leur rage. La précipitation du pouvoir de Yaoundé devant quelques troubles sociaux qui auraient lieu dans cette zone, par opposé à cette violence de gangs meurtriers qui secoue par exemple Douala, montre bien que celui-ci soupçonne que notre futur sera sans doute décidé de l'autre côté du Mungo. Que cinq ministres des grandes ambitions, Marafa Hamidou

Yaya, Jean Baptiste Béléoken, Bernard Messengue Avom, Jean Baptiste Bokam, Martin Mbarga Nguélé, se retrouvent soudain ce 27 juin 2011 au chevet de deux communautés anglophones en conflit foncier, alors que même les forces de l'ordre tardent à se présenter à Bilonguè ou deux gangs s'entretuent, montre l'attention craintive de Biya devant la rage anglophone.

Pourtant ne nous y trompons pas, comme me disait encore un ami anglophone : Francophones et Anglophones sont comme deux amis assis dans des trains différents et qui se voient passer. Cependant, me rappelait-il encore dans un débat sur l'apartheid littéraire qui sévit chez nous, c'est dans les romans écrits par des Anglophones que l'on trouve une nation camerounaise bilingue, quand chez les auteurs francophones, les personnages anglophones n'existent pas. Comment le contredire ? La réaction des grandes ambitions à cette critique de l'exclusion des Anglophones aura été autant d'user de la violence, en faisant de la zone anglophone l'aire la plus militarisée du Cameroun, que de la carotte, en passant par l'éducation. Au sommet de ces deux stratégies cependant se trouve l'humiliation continue de la minorité anglophone. Ainsi, selon le *Journal du Cameroun,* dans un article de 2009 de Sandrine Gaingne, dans les programmes de lecture de la section anglophone, on retrouve des textes comme *L'enfant de la révolte muette* de Camille Nkoa Atenga, pour le programme des Lower

et Upper 6 classes, et *Ils ont mangé mon fils* de Jacques Fame Ndongo pour les Form 3. Comme si la meilleure manière de fonder un vivre ensemble dans la nation camerounaise était d'imposer aux enfants anglophones la lecture des livres du chargé de la communication du RDPC, tout comme du général qui, il y a quelques années, menait une campagne militaire dans leurs cours.

L'un des échecs les plus cuisants des grandes ambitions c'est la question anglophone. C'est évident aujourd'hui : le modèle de l''État unifié' est un synonyme de dictature jacobine. L'investissement militaire en zone anglophone plus que partout ailleurs au Cameroun en est la preuve. La politique d''intégration nationale' aura été en fait la tribalisation des Anglophones qui, on l'a oublié, ont rejoint la République du Cameroun en 1961 en tant qu'État souverain – chose sans précédent en Afrique ! Dire qu'au besoin de sa survie, ce régime les transforma en 'anglo-bami' ! C'est que Biya aura fait la question anglophone reculer de vingt ans, là où Ahidjo l'avait laissée. À son départ, notre pays ne saurait échapper à une révision de l'organisation de son territoire, révision qu'il avait initiée d'ailleurs lui-même à son arrivée au pouvoir quand il créa de la province du Nord défunte, trois provinces comme on sait. Cette fois il faudra retourner vers la fédération : élire les gouverneurs serait le premier pas. S'il n'y a pas plus sourd que qui refuse d'entendre, peut-être plus que la

déclaration d'indépendance du Southern Cameroons de 1999 qui valut de nombreuses arrestations aux Camerounais anglophones, c'est sans doute lorsque Biya signera lui-même la reconnaissance par le Cameroun de l'indépendance de la République du Sud Soudan que tous – mais les Francophones surtout – nous nous réveillerons enfin à l'évidence que la république fédérale est le modèle que notre futur commun permette à notre nation si diverse. Il n'y a aucune honte à retourner sur ses pas quand on s'est trompé de chemin, car après tout, l'histoire camerounaise est notre futur.

[2011]

Penser le fédéralisme

Penser l'alternative au statu quo de notre présent ne peut échapper à une réflexion sérieuse sur le fédéralisme. Ceci est d'autant plus évident que dans les sociétés précoloniales camerounaises, et africaines, c'était lui le mode de gestion du territoire. Il serait sinon impossible de comprendre la relation qui lie par exemple les Bangangté et les Bamoun, tout comme celle qui liait le sultan des Bamoun aux divers royaumes sur lesquels il étendait son autorité. Ce fédéralisme vécu de manière historique a cependant eu une dénomination négative dans la vulgate de l'État jacobin que nous avons hérité du colonialisme, qui l'appelle 'tribalisme', d'où la question qui vient souvent quand la question fédérale est posée : le tribalisme ne va-t-il pas renforcer le 'repli tribal' ? Ah, le fameux 'repli tribal', encore un terme de la vulgate politique française qui livre à nos analystes politiques leur vocabulaire. Il demeure : le Cameroun redeviendrait-il un État fédéral qu'il faudrait un changement fondamental pour qu'un Nordiste

devienne le gouverneur de la province du Sud, ce qui dans l'état actuel des choses est rendu possible par la nomination du tyran – *deus ex machina.* De ce point de vue, le fédéralisme serait une positivation du tribalisme, c'est-à-dire sa transformation en modalité administrative.

Or, rien n'est absolument positif, car la politique c'est toujours la gestion du moindre mal. En effet, le fédéralisme voudrait dire que les gouverneurs, les préfets, les sous-préfets et les juges seraient élus au lieu d'être nommés par le tyran, comme c'est le cas aujourd'hui. Voilà pourquoi l'élection d'un Nordiste comme gouverneur de l'État du Sud serait miraculeuse, cela, vu la réalité politique de la démographie tribale de ces régions. Rien n'est impossible cependant, et ici, seule la transformation de l'État tribal, qui est notre vécu actuel, en un État partisan changerait les données, car alors, ce gouverneur pourrait faire campagne en tant que libéral, en tant que socialiste, en tant que socio-démocrate ou communiste, et, sa tribu d'origine étant devenue peu importante pour ses électeurs, il serait élu sur la base de son programme politique, ou alors de son idéologie. Les autorités élues seraient responsables dans le temps devant leurs électeurs, selon un cycle d'élections précis qui ainsi politiserait notre peuple, l'habituant à avoir une vue dans la gestion de ses propres affaires, et responsabiliserait les autorités, les habituant à répondre

de leurs actes. Il est en effet extraordinaire dans notre pays que les gouverneurs, qui ont la mainmise sur la gendarmerie, ne puissent pas répondre de leurs crimes, quand les gendarmes empêchent des organisations publiques, assassinent des Camerounais. Il est tout aussi extraordinaire que le super-maire de Yaoundé et de Douala soit un délégué du gouvernement nommé lui aussi par le tyran sur une base purement tribale !

Mais Yaoundé et Douala ne peuvent qu'avoir un statut particulier – celui de villes-États, comme Berlin ou Washington DC. La raison est simple, en effet : le fédéralisme ne peut qu'être fondé sur la démographie ou la superficie géographique, la limite d'un million d'habitants étant la barrière nécessaire à franchir pour constituer un État fédéré. La division administrative de notre pays en provinces, ou alors en régions, s'est accommodée si savamment de la superficie comme unité de démarcation qu'il ne serait pas nécessaire de la remettre en question. C'est que les régions d'aujourd'hui peuvent devenir des États fédérés, selon les critères de leur constitution qui sont une adéquation maîtrisée de la superficie et du nombre d'habitants. Le statut particulier de Yaoundé et de Douala serait ainsi lié à la population de ces villes : gérer plus du million d'habitants ne saurait plus aujourd'hui être acquis par une nomination secrète, car le développement arrêté de

ces villes n'est que le résultat de cette procédure. Or voilà, le développement arrêté de Yaoundé et de Douala n'est qu'une métonymie du développement politique arrêté de notre pays. Que les gouverneurs d'une région aussi populeuse, historique et vaste que le Littoral, ou d'ailleurs le Centre, ou même toute autre région, ne puissent pas avoir de carrière politique, et donc rêver de devenir présidents de la République, est bien une des causes de la longueur de la tyrannie camerounaise. Castrés, ces leaders sont suspendus dans un vide politique qui en fait des suppôts du tyran, et donc sa main sanglante. Là où les Grandes écoles forment déjà des Camerounais pour autre structure que la fonction publique, il est temps que l'ENAM fasse de même : former des leaders pour l'opposition politique aussi, ce qui sera acquis lorsqu'au lieu d'attendre la nomination du tyran, ses produits offriront leur savoir-faire acquis au jugement des électeurs. Le fédéralisme est notre futur démocratique.

[2014]

Le SCNC et la voie camerounaise du fédéralisme

Lorsque le Cameroun redeviendra un État fédéral, il faudra se rappeler que c'est le Southern Cameroons National Council, SCNC, qui l'y aura obligé. Parce que la courbe historique de l'État camerounais n'a pas été formulée originairement par ceux qui sont au pouvoir, il est important de retourner chez les upécistes pour lire ce que la direction de notre futur comporte comme concepts. Et là, important est le texte d'Ernest Ouandié, 'Pourquoi la lutte continue', publié en 1962 dans *La Voix du Kamerun*. Ce texte est important parce qu'il tire des leçons des exemples somalien et katangais, pour formuler une vision radicale de l'État camerounais. De son maquis de Bangangté, l'alors président de l'UPC écrit en effet : « L'administration fédérale ne garantit pas l'organisation d'une sécurité efficace de l'État ; elle ouvre en effet la voie aux intrigues impérialistes avec le danger constant de la sécession. » Si ce que Ouandié appelle la 'réunification véritable', est donc

aux antipodes du fédéralisme, du point de vue de notre présent il serait facile de dire que Ouandié a été rattrapé dans son idéal par ceux-là qui l'ont exécuté en 1971, et pour qui le fédéralisme était également anathème. La distinction cosmétique qui cherche une 'décentralisation totale', mais à l'intérieur d'un 'État unitaire' ou 'unifié', anéantit ce qui pour Ouandié est également le mal : « L'opération, écrit-il à propos de la fédération, aboutit à créer trois gouvernements, trois assemblées et par conséquent trois administrations là où le système colonial n'en avait créé que deux. » Principe d'économie auquel il faut opposer celui de la démocratie.

Parce que l'UPC, même sous maquis, était d'accord avec le RDPC sur le principe selon lequel l'État camerounais doit être jacobin, on peut dire que ces partis représentent tous les deux un arc historique qui aura été rompu par le SCNC durant les années 1990, avec la revendication de sécession. L'émiettement du Soudan, pays où les upécistes en exil auront trouvé leur première terre d'accueil, mais aussi de la Somalie qui sert comme exemple à Ouandié en 1962, demeure un épouvantail de taille quand la question fédérale est posée. Elle serait la porte ouverte à la sécession dont elle faciliterait la venue. Ce mal, la sécession, rend ainsi l'acquis fondamental de la fédération nul, et celui-ci, c'est la capacité qu'elle donne aux citoyens d'être le véritable souverain dans l'État. Dans une république en effet, c'est le peuple qui

est souverain, et sa souveraineté ne peut être garantie que lorsqu'il a la mainmise sur l'administration de ses propres affaires. Ce qui rebute Ernest Ouandié donc, le nombre d'assemblées, le nombre de gouvernements, et le nombre d'administrations à l'intérieur de l'administration fédérale, c'est la structure même de la balance des pouvoirs qui permet le contrôle de l'administration fédérale par les diverses administrations fédérées.

C'est que la démocratie n'est pas garantie par l'unification du pouvoir aux mains d'un tyran, telle que nous la vivons depuis 1983, mais plutôt par le jeu institutionnel qui permet le contrôle d'une administration par une autre, et donc garantit qu'au cœur de cette balance des pouvoirs, la liberté du citoyen est sauve. Vision trop complexe, adulte oui, de l'administration de l'État qui n'aurait jamais été prise en considération chez nous si le SCNC n'avait clairement mis sur la table la possibilité de la sécession. L'unanimité intellectuelle entre le parti au pouvoir et son opposition radicale sur la diabolisation du fédéralisme, voilà ce qui aura donné à Paul Biya en 1983 la latitude d'éradiquer les compromis politiques d'Ahmadou Ahidjo, pour proclamer 'la République du Cameroun', et ainsi de facto transformer l'ancien État fédéré des 'Southern Cameroons' en cela qui est la constituante de la nation sous son pouvoir : la tribu, ici, 'les Anglophones'.

C'est que l'État jacobin est fait de tribus comme l'État fédéral est fait d'États fédérés. L'État-nation dans la constellation camerounaise est un État-nations, un État-tribus. La résistance des Anglophones à leur tribalisation par 'la République du Cameroun' et la fabrication d'une tribu appelée 'Anglo-Bamis' en 1990 est le pinacle de ce processus, d'autant plus légitime que cela constitue pour eux une perte drastique en citoyenneté. Eux qui avaient la possibilité d'élire leur assemblée, leur gouvernement, de choisir leur administration donc, se retrouvent avec des gouverneurs, préfets et sous-préfets nommés par le tyran, et dont les actes les plus brutaux ne subissent aucune sanction élective. L'entente cordiale des forces du changement radical – UPC, et au début, SDF – sur l'exclusion du fédéralisme aura fondé l'arc historique de l'État jacobin. Le SCNC sera remercié pour avoir, en osant l'idée sécessionniste, remis la pendule fédérale à l'heure. C'est cela, fonder la démocratie.

[2014]

Sauvons le Cameroun (du SDF) !

La question au Cameroun n'est plus si Paul Biya va partir. C'est comment le faire avec le moins de dégâts possibles. La question c'est donc comment sauver notre pays. Je crois sur cet aspect des choses, tous les Camerounais sont d'accord : comment faire partir le vieux tyran à moindres frais. Or ces derniers deux ans ont été riches en modèles parmi lesquels le plus discuté au Cameroun est sans doute l'exemple sénégalais. Mauvais exemple à plusieurs égards, et surtout parce que l'élection présidentielle au Sénégal a lieu à deux tours, et que, aurait-elle eu un seul tour comme chez nous, les forces de l'opposition se seraient sans doute comportées de manière différente, comme on s'imagine, mais Wade aussi aurait eu un comportement différent – évidemment. Au final cependant, sans doute, il aurait tout de même gagné l'élection et serait aujourd'hui encore le président du Sénégal, comme Paul Biya est président du Cameroun.

Tout système n'a que l'opposition qu'il mérite. L'opposition sénégalaise, dont la bravoure a été chantée partout comme exemplaire, n'a cependant donné qu'une dizaine de morts lors de son mouvement populaire de juin 2011, quand des centaines de jeunes Camerounais sont morts en février 2008 – afin que le tyran se maintienne au pouvoir. Les Tunisiens se sont séparés de Ben Ali à bien moindre frais eux aussi. C'est que le système politique camerounais est fondé sur un cache-sexe peu visible : l'opposant historique. Pour voir sa position structurelle à l'intérieur du système avec clarté, il faut peut-être se projeter sur le temps inévitable de l'après-Biya. Et ici tous les pays qui ont eu des changements politiques durant ces derniers deux ans devraient nous servir de modèles d'analyse, et donc de mise en garde tactique. Car en effet, les partis qui ont été victorieux aux élections vraiment démocratiques après la fin de la dictature n'existaient pas sous celle-ci – bref, étaient interdits, ou 'virtuels' – sauf en Guinée. Encore qu'ici le cas singulier de la dictature militaire ubuesque est à considérer.

Le Cameroun n'a jamais eu d'élection vraiment démocratique. Une élection démocratique signifiait pour nous révolution, car elle mettrait fin à l'axe Nord-Sud qui a donné la fondation à la tyrannie que vit notre pays depuis 1956. Le SDF surtout, mais aussi

tous les 'partis représentés à l'Assemblée nationale' au Cameroun devraient réfléchir sur sa signification. Leurs chiffres sont en effet aussi faux que ceux qui rendent la tyrannie de Biya légale, car comme ceux du RDPC, ces chiffres sont issus d'élections frauduleuses. Ces partis n'ont donc aucun intérêt objectif à ce qu'il y ait des élections vraiment démocratiques au Cameroun : car alors ils en payeraient les frais eux aussi. Pour ce qui est du SDF, le parti de 'l'opposant historique', il sera sans doute vaporisé par le SCNC encore interdit, mais dont la base est profondément ancrée dans la politique d'exclusion des Anglophones pratiquée par le renouveau depuis 1983.

Y aurait-il une élection vraiment démocratique que le SCNC taclerait sans doute le SDF par-derrière dans le Southern Cameroons – le Cameroun anglophone donc, dans l'Ambazonie, lui volant ainsi sa base. C'est que le parti de Fru Ndi payerait le prix d'une stratégie d'anglophonisation qu'il mène depuis 1997 dans les faits. Si, pour l'Ambazonie surtout, le SCNC serait ce qu'en Égypte sont les Frères musulmans, il en serait de même pour le reste du pays où le SDF a reculé comme peau de chagrin. Le SDF sera la première victime collatérale d'une élection démocratique – d'une révolution – au Cameroun, d'autant plus que, plus que le RDPC, il sera puni pour avoir trahi les

espoirs du peuple depuis 1990. Chers amis, il y a place pour un nouveau parti de l'opposition au Cameroun ! Ainsi se développerait la recomposition politique qui a eu lieu en Tunisie aujourd'hui, où le parti victorieux aux législatives était interdit sous la tyrannie. Et je ne parle même pas du Sénégal où le parti de Macky Sall, fondé seulement en 2008, et libéral en plus comme celui de Wade, a désaxé le PS, parti de l'opposition post-Diouf, de gauche donc, pour gagner les présidentielles de 2011. Les opposants togolais l'ont compris, leur comité 'Sauvons le Togo', qui a été créé le 4 avril 2012 et a déjà mobilisé des milliers de personnes dans la rue plusieurs fois, a d'entrée de jeu exclu l'UFC, le parti de 'l'opposant historique' Gilchrist Olympio, et s'est fondé plutôt sur une société civile recomposée. Au Cameroun au contraire, le G7, qui s'est composé sous la houlette du SDF en octobre 2011, multiplie des réunions partout dans le pays et pond des communiqués que personne ne lit, a déjà une exclusion dans son palmarès, sans jamais être descendu dans la rue. Sauvons le Cameroun !

[2012]

La solution anglophone

Ces derniers jours ont mis en scène devant nous l'abécédaire de ce qui doit être fait pour avoir une réponse populaire à la question du changement dans notre pays. Ma surprise de ce fait est et demeurera toujours que le concept utilisé pour le présenter veut qu'il y ait un *'problème anglophone'*, sinon d'ailleurs une *'question anglophone'*, quand en fait, dans les faits, les Anglophones viennent de nous donner une solution magistrale au problème national – aux problèmes nationaux camerounais si on veut. Et je parle ici simplement de tactique. La première des choses est qu'il faut voir, et il faut l'accepter, que le problème national de notre pays, c'est le tribalisme. Le Cameroun est un État tribal, et cela depuis 1956 exactement, le cabinet où il a été jeté à cette date-là étant l'atavisme tribal qu'il est dorénavant inutile de décrire, mais impératif de détruire. Or le tribalisme est la seule arme qu'a le pouvoir pour neutraliser toute forme d'organisation pour le changement, et c'est la seule arme, à part les

balles bien sûr, qu'il a toujours utilisée pour atteindre le but simple de se maintenir au pouvoir. Le tribalisme en effet, c'est le socle du 'diviser pour régner', or la particularité des Anglophones est que génériquement ils rendent – et cela s'est démontré encore à Bamenda – ils rendent caduque toute lecture tribale, toute question tribale dans la fronde, parce qu'ils adressent la question camerounaise au niveau pan-ethnique. Les Anglophones sont déjà une entité pan-ethnique, car comme nous savons, ils sont un conglomérat de plusieurs tribus qui réunissent autant les Sawa que les Bamiléké (beaucoup de Bangangté par exemple sont anglophones, les Bali par exemple) et que les Haoussa, et ont donc des embranchements à travers tout le pays par des couloirs familiaux. Court-circuiter le tribalisme ce n'est pas seulement faire un saut qualitatif, celui-là qui avec l'UPC depuis 1948 n'a toujours été fait qu'à travers l'idéologie (le panafricanisme par exemple), c'est surtout réunir le peuple camerounais captif de l'État tribal sur une plateforme fondamentalement détribalisée. C'est au fond donner une solution au cancer qui maintient notre pays dans le cabinet depuis 1956.

Mais Bamenda nous a montré plus, car une action ne devient pas politique à cause de son saut qualitatif, mais aussi et surtout à cause de sa capacité quantitative. À cause donc de la nouvelle relation de

force qu'elle met en branle, celle-ci étant mesurable comme on le ferait en physique, comme on le ferait en mathématiques, ou d'ailleurs en statistiques et même en probabilités. Dit platement, il faut 'faire foule'. Or les mathématiques de l'action politique – faire foule donc – sont fondées dans les coalitions possibles. Les évènements de Bamenda nous ont montré l'exemplaire d'une coalition qui jusque-là, et c'est-à-dire depuis 1990, a été impossible au Cameroun. D'abord les corps de métiers – avocats, enseignants, et puis étudiants. Les trois corps de métiers, bourgeois, on dirait, ont mis en branle leurs plateformes respectives, dans des actions disparates mais consécutives de grève qui dans les faits ont paralysé leurs systèmes respectifs. Mais l'enjeu des classes professionnelles n'est pas seulement la grève, car celle-ci pour ces classes est alimentaire. L'enjeu, c'est plutôt la popularisation de la grève, c'est leur popularisation qui les rend d'emblée politiques. C'est ici en effet que la coalition avec les commerçants, avec les bend-skins surtout, devient essentielle. Et cela a été mis en branle devant notre regard de manière magistrale le 21 novembre par une action dans le centre-ville, menée par un citoyen, Mancho Bibixy, qui dans les faits n'a pas seulement paralysé la ville avec son cercueil sur la tête, et sur lequel il a parlé jusqu'à achever son discours dissident, mais a réussi l'exploit de le faire avec une revendication purement apolitique :

la réfection des routes défectueuses. Il aurait bien pu parler de l'eau, de l'électricité, de la pauvreté, de la misère, de je ne sais trop quoi, mais ce qu'il aura atteint ce sera populariser la revendication des classes plutôt bourgeoises qui faisaient la grève corporatiste, et de ce fait embraser la ville. Et surtout, quiconque aura écouté son discours sera surpris par son accusation des Chinois. Apolitique dans l'essence, son discours offensif, et pas défensif, a servi de plateforme nouvelle, de coalition qui aura mis les bourgeois – avocats, enseignants, élèves – en contact direct avec le peuple.

RÉSUMONS

Saut qualitatif par la détribalisation de la fronde, plateforme quantitative par l'établissement d'une coalition entre les bourgeois et le peuple. Au niveau international, et c'est véritablement le goulot d'étranglement de toute action pour le changement chez nous, le piège de notre génération d'ailleurs je dirais, les forces qui se battent pour chasser le tyran se distinguent toujours de celles qui se battent pour chasser la France. Les mouvements populaires des années de braise se sont ainsi sabordés le jour où la grève des produits français a été mise sur la balance. C'est que notre génération se retrouve toujours à chasser deux lièvres, d'une part le tyran et d'autre part la France, et personne jusqu'ici n'a

trouvé la solution qui permettrait de faire les deux en même temps. Nous savons que qui mène une guerre sur deux fronts court le risque de perdre les deux, et la téléologie de la défaite camerounaise est dessinée au carrefour de ce choix – chasser Biya ou chasser la France, capturer le tyran, ou se battre contre la Françafrique ? La beauté des Anglophones, et surtout du mouvement qui a eu lieu et est en train d'avoir lieu à Bamenda, est qu'il est *sui generis* par-delà la France. Enclave anglophone dans un espace francophone (Tchad, Congo, Gabon, Cameroun) pris par les tyrannies les plus longues du monde, les Anglophones nous ouvrent sur un voisin de taille entretemps démocratisé, le Nigeria, mais surtout sur des pays – les USA, l'Angleterre – qui donnent un arrière effectif à toute action politique. La sortie rwandaise de la Francophonie rend palpable ce qui est chez nous encore une possibilité, une probabilité. Il est devenu inutile en effet de demander aux Anglophones de notre pays s'ils sont pour la France, car ils sont par-delà celle-ci et de ce point de vue posent la question de la démocratisation de notre pays de manière telle qu'ils apportent plutôt des solutions à la place de la téléologie négative qui a constipé tous les mouvements politiques de notre pays. Ces solutions sont : fédéralisme, élection des gouverneurs et des préfets, démocratie participative, proportionnelle, parlementarisme, et elles sont aussi évidentes que le projet d'une nouvelle république !

Même s'il n'y a pas de problème anglophone, il y a bel et bien une solution anglophone au problème national camerounais.

[2016]

—

Pragmatique

La loi du terrain

Le conflit anglophone n'échappe pas à ce qui, pendant de nombreuses années, a secoué l'UPC, la division entre l'exil et le terrain. Division qui frappe également de nombreuses organisations camerounaises qui prennent sur elles la tâche de mettre en branle le changement. Certes nous ne sommes plus durant les années 1960, où un certain Fenkam Fermeté était 'l'agent de liaison' entre deux positions de plus en plus irréconciliables, et dont la séparation avait obligé Ernest Ouandié à quitter son retrait ghanéen pour revenir mener dans la brousse ce qui sera le plus long maquis de notre histoire. Avec ses *country sundays*, ses *vipers*, ses *takumbengs*, son Consortium, le conflit anglophone n'est pas différent de cette guerre fondatrice de notre histoire, ce même si, dans l'opinion publique, la routine veut que deux camps s'y fassent face, celui des 'fédéralistes' plutôt 'modérés', et celui des 'séparatistes' plutôt 'radicaux.' Distinctions intellectuelles dont l'antagonisme, d'abord présenté dans la presse comme de salon, nous apparaît de plus

en plus dans des échauffourées dont la dernière est sans doute le chahut de Nkongho Balla à Londres, lors d'une des étapes de sa tournée publique.

Et pourtant ceux-là même qui ont chahuté Nkongho Balla, avant que le Consortium interdit et dont il était le président ne se réveille de son hibernation avec un communiqué l'excluant, l'ont vu le lendemain au pays, à Buéa, assistant aux funérailles d'une des victimes d'un accident absurde, de ceux qui jonchent notre histoire collective de batailles. Et voilà que se révèle la loi du terrain, c'est-à-dire son vide, tout comme la nécessité que ce vide impose, de l'occuper. Le conflit anglophone nous a éblouis dès le début par l'importance fondamentale qu'il accorde au terrain. C'est que depuis les années 1960 encore, la politique des agents du changement dans notre pays a toujours été plus déclarative que pragmatique, la multiplication de communiqués incendiaires répondant au pouvoir qui, lui, fonde sa politique dans la communication tous azimuts. Monde postmoderne, dans lequel la réalité est évacuée, dans lequel le terrain est nullifié, dans lequel même les militants de partis politiques qui marchent le 20 mai sont le plus souvent des badauds payés à l'heure ou au t-shirt et au pain-chargé, des faux militants donc, monnayés pour occuper la devanture des caméras de télévision, et fabriquer des unes de journaux auxquelles personnes ne croit.

Devant cette absence du référent en politique chez nous, le conflit anglophone a imposé la nécessité de donner substance à l'action, de redonner corps à la politique. Le calendrier strict des *ghost towns* est là pour dicter son rythme à toute parole politique, et il est le levier qui manque aux Francophones, eux qui le 21 octobre n'ont pas pu se mobiliser pour occuper Douala vide de vie. Absence de référent que l'exil des leaders de la cause anglophone au Nigeria, aux États-Unis, a imposé à ce qui sera devenu le mouvement non-violent le plus long et le plus épique de notre histoire. Et pourtant, un mouvement sérieux peut-il être dirigé uniquement par des mots d'ordre lancés à partir de l'extérieur ? Le retour dramatique d'Ernest Ouandié au Cameroun montre que l'UPC elle aussi avait dû se plier à la loi du terrain. Dans le conflit anglophone, c'est plus que tous Nkongho Balla qui en a fait son cheval de bataille. Car si le conflit anglophone nous montre un terrain occupé par des *vipers* dont le feu marque la présence, s'il nous montre des images historiques de mères qui se dénudent pour dire la primauté de leurs droits citoyens, il montre aussi combien criard est l'appel du terrain devant ce leader présent aux côtés du peuple lors de sa bataille, et qui l'écoute comme chez nous même le président de la République ne l'a jamais fait. Le supplément d'âme que la loi du terrain donne au conflit anglophone est ce qui en fait la fenêtre du changement dans notre histoire.

Ce ne sont pas les 'sécessionnistes' qui s'y opposent aux 'fédéralistes', mais la diaspora qui a devant elle le terrain. Et la loi du terrain a un nom, le pragmatisme.

[2017]

La psychologie tribale du conflit anglophone

Dans toute guerre coloniale il y avait un soubassement racial et raciste, et l'écriture de ces guerres-là en a tenu compte. Eh bien dans toute guerre post-coloniale, post-1960 donc, il y a un soubassement tribal et tribaliste. L'écriture de ces guerres-là doit aussi en tenir compte. Même si en surface il y a une opposition de salon entre 'Francophones' et 'Anglophones', ce qui se passe aujourd'hui avec les 'Anglophones' au Cameroun devient limpide, très limpide même quand on le remplace par 'Bamiléké'. Nos analyses s'embrouillent cependant devant cette double structure, parce que nous sommes départagés entre description de celle-ci, et prescription, c'est-à-dire volonté de construire un État. L'extraordinaire de cet État-là est qu'en surface, les individus impliqués dans ce conflit anglophone n'ont changé ni de tête, ni de langage, ni de tactique, ni même de stratégie – depuis 1960. Pour l'écrivain, le plus

important n'est donc jamais la surface de l'État, ne peut pas être sa surface, mais plutôt sa profondeur, le lieu des ressentiments, la fabrique hypocrite du conflit qui en son cœur ne s'exprime dans la violence que parce qu'elle se cachait avant dans la honte. Importe donc ce qui fait que soudain telle tribu, aujourd'hui les Beti comme les Fulbe hier, croit devoir porter sur sa tête le destin de l'État inventé, délimité et nommé Cameroun par les Blancs, au détriment des 'autres'. Ce n'est en effet pas la bataille pour 'les ressources pétrolières' qui fait un jeune homme tirer une balle dans le crâne d'une grand-mère à Ekona, ou un autre dégainer sur des gens qui ont en main des *nfenkang*, arbres de paix. De même, Semengue ricanera jusqu'à sa tombe d'avoir impunément coupé des têtes Bamiléké entre 1960 et 1970. *Tiefenstruktur. Grund.*

[2017]

Biya peut-il gagner la guerre contre les anglophones ?

Le 1er décembre, Paul Biya disait que le visage de l'ennemi en zone anglophone s'est clarifié. Allons-nous vers une situation de guerre ? La constitution par le pouvoir du profil de l'ennemi, à la suite de gendarmes assassinés, le désigne comme étant 'les sécessionnistes anglophones', après qu'un an de campagne tous azimuts dans les médias de propagande en aie fait le bouc émissaire dans un conflit anglophone qui jusqu'ici avait présenté la campagne non-violente la plus longue et la plus réussie de l'histoire du pays. Chose d'autant plus extraordinaire que l'effervescence politique au Cameroun était-elle logique, que c'est plutôt dans la partie francophone que la sécession serait possible. Paul Biya peut-il gagner la guerre contre les Anglophones ? Cette question mérite d'être posée.

Le Grand Nord et le Grand Sud du pays sont en effet les parties les plus sociologiquement francophones. Ce tandis que la partie anglophone du pays, au lieu d'être

anglophone comme le veut la vulgate, est dans les faits bilingue quand elle ne parle pas pidgin. Et cela du plus profond de son être, aux manifestations les plus banales de son vécu – l'okada de Bamenda qui me mène à Liberty Square où tout a commencé le 21 novembre 2016 parle français et anglais, l'intendant de la prison de Buéa, chez qui je suis allé dans la suite d'Agbor Nkongho qui avec des pharmaciens anglophones remettait des médicaments aux prisonniers, nous accueille en français, puis passe à l'anglais, le DG de la boîte Cabaret à Buéa anime en français, les administrateurs avec qui je passe une soirée à Bamenda sont anglophones, de la région, mais nous nous parlons en français, tout comme, bien évidemment, le professeur d'une école privée que j'ai rencontré à Kumba, une de celles qui ont été vidées de leurs élèves, suivant le mot d'ordre relayé par les réseaux pirates d'internet, qui permettent de suivre la télévision du SCNC malgré le blocus d'État sur les réseaux sociaux. Imaginez seulement une telle présence réciproque de l'anglais à Yaoundé, ce serait faire preuve de provocation, car Yaoundé est francophone.

Et pourtant on ne saurait sérieusement parler de la zone anglophone du pays sans son excroissance dans la zone francophone – par exemple ces écoles primaires anglophones où il est de mode chez les Francophones depuis 2005 à peu près d'envoyer son enfant, comme c'est le cas pour presque tous mes neveux. Quel sera le

futur de ces enfants francophones, qui, dans quinze ans, ne vont sans doute pas tous quitter le pays pour se perdre dans l'international où l'anglais est majoritaire, et vont donc entrer en compétition avec les Anglophones dans les examens de recrutement de l'État pour les quelques postes réservés aux Anglophones et qui sont justement un des objets de contentieux ? Agbor Nkongo, le leader anglophone à qui j'en parle, saute par-dessus le cheval dans notre discussion de plusieurs heures au Buéa Mountain Club, le club social de tradition britannique le plus vieux du pays. « L'anglais sera la langue officielle du Cameroun », dit-il, optimiste. Comme Emile Mbella, le directeur de l'école publique anglophone de N'lohe, sans bâtiments vraiment, qui parmi ses 450 élèves compte 75 Francophones, et qui plus que tout souhaite de nouvelles salles de classe pour la marée. Les effectifs de l'école anglophone de Madagascar, à Yaoundé, sont passés en un an de 600 à 850, certes à cause du flux d'enfants migrants de la zone en crise.

Aujourd'hui il n'y a plus de quartier à Yaoundé ou à Douala qui n'ait d'école privée bilingue. C'est dire qu'il y a un vote favorable des parents pour l'anglais, même si aujourd'hui aux écoles bilingues, ils préfèrent plutôt des écoles inscrites totalement dans le système anglophone – les écoles anglophones. Changement tectonique donc. Et c'est justement dans ces écoles que des élèves francophones, dont les parents ne trouvent

aucun intérêt objectif à suivre le mot d'ordre des leaders de la protestation de rester à la maison, rompent la grève. Des images sont ainsi devenues virales, celles d'élèves francophones en zone anglophone brutalisés par des passants parce qu'ils allaient à l'école, bravant l'interdiction du Governing Council. « Notre école commencera en janvier », disent leurs camarades anglophones, qui sont restés à la maison et que j'ai vus vadrouiller les jours de classe, mais dont mon chauffeur à Bamenda me dit qu'ils apprennent un métier. Wilfried Tassang, le leader du syndicat enseignant dans ce qui était le Consortium de la société civile anglophone, aujourd'hui en exil, est devenu membre du Governing Council, qui, lui, prône la ligne dure. Insister sur les enfants pris au cœur de ce mouvement qui leur échappe, ce n'est pas seulement regarder par-delà l'opposition entre 'fédéralistes' et 'sécessionnistes' qu'adore le pouvoir, c'est au fond se mettre dans la surface de réparation de la bataille politique de ces jours, qui de plain-pied concerne le futur du Cameroun, sa population autant que sa superficie.

La zone anglophone, qui ne compte plus ses morts tués par des hommes en tenue, est si militarisée que sur la route qui mène de Bamenda à Kumba, j'ai compté pas moins de quinze contrôles de gendarmerie et de police fusil au poing. L'école normale de Bambili, qui abrite pas moins de dix instituts spécialisés créés par

décret présidentiel pour résorber le conflit, instituts tous sans bâtiment d'hébergement, compte elle-même sur des professeurs de l'université de Yaoundé pour fonctionner. Mieux, son campus est occupé par des militaires, tout comme les écoles qui brûlent. D'où la question légitime que se pose chacun ici : qui sont donc les pyromanes ? En filigrane de celle-ci se pose la question : qui sont les terroristes ? La singularité de la violence militaire qui s'abat sur la zone anglophone est que ceux qui l'exécutent ne font même pas l'effort d'être bilingues, comme la population. Tous les militaires qui nous ont contrôlés durant les deux semaines de mon séjour dans une dizaine de villes anglophones se sont indistinctement exprimés en français. Est-ce une consigne ? Est-ce une manière d'éviter la fraternisation avec les civils, au prix même de réveiller l'irritation des gens, comme de ces passagers du car de Douala à Buéa qui, d'une seule voix, ont demandé au gendarme frappé de soleil et d'ennui qui nous demandait nos papiers de nous parler en anglais – « *Speak to us English !* » Éviter la fraternisation, même si stratégie de guerre, c'est évidemment éviter le bilinguisme, et donc tracer cette frontière dont la manifestation la plus criarde est la demande de sécession. C'est donc pourrir la situation, dans une région bilingue.

À Kondengui où je lui ai rendu visite, Mancho Bibixy, le leader populiste, maintenu en prison malgré

la grâce présidentielle aux Anglophones incarcérés qui curieusement l'a exclu dans son application, m'a frappé par le solide de son esprit, mais surtout, par le pragmatique de ses vues. Je lui ai demandé s'il avait changé la position qu'il avait exprimée sur sa page Facebook, avant l'explosion populaire de ce qu'il appelle la 'coffin revolution', et qui l'a mené derrière les barreaux. Son animalisation des Francophones m'avait paru alors l'expression la plus abjectement haineuse de la crise. Or voilà, devant moi à Nkondengui, 'le Sans-Peur' Mancho, comme on l'appelle à Bamenda où il était animateur de radio, alors que je demandais avec sympathie comment il allait, me disait plutôt sa gratitude devant l'effort des Francophones, avocats et autres, qui l'ont défendu et qui supportent la cause anglophone. Qui sont donc ces 'terroristes' dont le président de la République parle, et qui lui font manifestement refuser le dialogue que tout le monde demande, les leaders de la protestation anglophone en premier – y compris Sesuku Ayuk Tabe qui, lui, est en exil au Nigeria ? Des Camerounais bilingues peuvent-ils être des ennemis dans un pays dont le président n'a, de toute sa carrière politique, aujourd'hui après la chute de Mugabe la plus longue d'Afrique, jamais tenu un seul discours ni fait une interview en anglais ?

Le Cameroun francophone a l'habitude de penser à l'envers, saisi qu'il est dans ce chiasme qui depuis 1956

structure l'histoire du pays et a donné l'indépendance à ceux qui ne la voulaient pas. Il y a ainsi quelque chose de terrible à entendre à Kupe-Tombel, cette ville-frontière et des plus bilingues de ce pays, un vieux qui durant le massacre de 1966, de son propre aveu, a coupé des têtes de maquisards, dire avec emphase que sa ville n'a jamais été une partie du Nigeria, et qu'il a toujours été un Camerounais. Ses mots trouvent leur écho de l'autre côté, en zone francophone, dans les explications de mon guide, originaire de Bengwi, en pays anglophone, et qui, natif de N'lohe qui se bat elle aussi avec un massacre commis en 1961 cette fois, ne saurait dire s'il est anglophone ou francophone. Il est un véritable paradoxe que celui de ce pays qui se cherche des ennemis toujours parmi ceux qui lui fabriquent un avenir, parmi ceux qui, dans leur quotidien, manufacturent un vivre-ensemble respectueux de sa diversité. L'État camerounais qui ne veut pas dialoguer, malgré l'appel de toute l'élite anglophone – sauf bien sûr des exceptions comme Atanga Nji, du parti au pouvoir – a-t-il une solution prospective pour ce moment où ces milliers d'enfants francophones allant aux écoles bilingues et anglophones vont se présenter aux concours des grandes écoles, en section anglophone ? Va-t-il faire d'eux des ennemis de la république, parce qu'à leur manière ils auront remis en cause le statu quo ? Ou va-t-il enfin se plier au fait accompli de ce pays dont la population exprime déjà

son choix en votant pour l'anglais par ses enfants ? Il faudra sans doute un autre régime politique pour faire comprendre à l'État camerounais que la mitraillette ne peut endiguer une foule en mouvement. Seul le changement au sommet de l'État peut régler le conflit anglophone au Cameroun.

Buéa, le 1er décembre 2017

Ma position à moi sur Biya

Je l'ai toujours dit, je ne suis pas un opposant. Biya ne mérite pas que je consacre mon intelligence à m'opposer à lui. Je sors d'un sous-quartier qu'aujourd'hui même on m'a dit très dangereux, Nkomkana, et depuis suis Full Professor à New York, la capitale du monde. Enseigne les Blancs depuis que j'ai 26 ans. J'ai vu des types comme lui être zigouillés dans des rigoles, et mes propres étudiants ont descendu plus coriace que lui - Saddam Hussein. Ma famille est au Zimbabwe où Mubage, plus historique que lui a été chassé. Bref Biya n'existe pas du tout pour moi, et voilà pourquoi dans ce pays nommé Cameroun je vais où je veux et fais ce que je veux et quand je le veux. Certaines de mes photos sont même prises par ses militaires. C'est moi qui le leur demande après qu'ils me demandent de leur acheter la bière (600FCFA ! 1 dollar US !), car ils sont de loin moins armés que mes étudiants, soldats américains qui seraient leurs encadreurs, eux qui ne valent rien du tout. Dans son ministère de la Défense j'entre et sors sans

que ses soldats aux fusils de 1958 me fouillent. Eux ne me concernent pas. Mais faites-moi confiance, et je ne blague pas - je l'ai devant moi, lui Biya, et ai un fusil, je vais lui donner une balle exactement dans le front. Je le dis depuis Yaoundé où je suis. Lui aussi. L'ai dit à Paris devant Abdou Diouf et à New York devant la Maison Blanche. Ceci est donc une répétition. Un Bangangté est trop noble pour fuir à cause de ce qu'il va faire si on le laisse. Qu'il vienne m'arrêter s'il a encore des couilles.

Voilà ma position. *Live with it.*

Facebook, 3 décembre 2017



Écrits de prison

L'aube d'une nouvelle République

L'écriture est fondée sur la Liberté, le courage et l'honnêteté. Elle est l'usage de l'alphabet pour faire sens. Et pourtant jamais cette définition de mon activité ne s'est imposée à moi que durant ces moments de mon incarcération. Celle-ci rappelle en effet que l'écrivain se trouve et se trouvera toujours en face de l'État et, donc, du côté des causes que celui-ci dit perdues, mais qui pourtant pointent vers notre futur. Ici, la cause anglophone. Ici d'ailleurs, la cause ambazonienne. Car aujourd'hui dans notre pays, c'est là, de ce côté pulsatif du Moungo que j'ai traversé plusieurs fois ces dernières semaines, pour des voyages qui sont querellés, c'est du côté anglophone du Moungo que se trouve le courage, que se trouve l'honnêteté et que se trouve la liberté. Je les ai vécus, un des moments des plus sublimes de mon existence.

Et pourtant, l'écrivain que je suis, n'a et n'aura pour seul instrument pour exprimer ces vertus que l'alphabet. L'alphabet est idéel, est enseigné à nos

enfants par chacun de nous, et comme nous dit le Code pénal, quiconque est parent et se refuse de scolariser, d'instruire son enfant, encourt la prison. C'est dire que l'enseignement de l'alphabet est une obligation citoyenne. Seulement, l'alphabet est non-violent. Là est la distinction entre l'écrivain et toute autre personne – fût-elle soldat ou *viper*, l'écrivain est non-violent. Pour qui utilise l'alphabet, la non-violence est inscrite dans son instrument même de travail. Cela même si la position de l'écrivain, elle, le situe fondamentalement du côté de ceux et de celles dont la mission historique est de renverser l'état des choses, d'impulser le changement donc.

Le Cameroun sera anglophone ou ne sera pas. Tel est en fait le credo de la bataille qui secoue ce pays – déjà dans nos familles où les enfants sont plutôt envoyés dans les écoles anglophones, quand eux-mêmes sont francophones. La tyrannie francophone qui nous tient en captivité et qui me maintient dans ce bureau du SIR à la PJ de Yaoundé, qui a déjà vu passer les Marafa et Abah Abah, sait au fond qu'elle est condamnée. Elle le sait parce qu'avec nos enfants qui tous deviennent anglophones, elle a déjà perdu le futur. Et ici l'âge du président, qui le disqualifie de toutes les façons, n'en rajoute qu'aux sommets de l'ignominie. La manufacture de cette ignominie, le maintien de celle-ci, n'est plus possible que sur l'incarcération des citoyens, et la

transformation du Cameroun en république carcérale est le vécu de chacun de nous. C'est clair qu'un pays dont le président du Sénat est un ancien bagnard, dont le ministre de la Communication est un ancien prisonnier, et qui, à Kondengui, a tout un gouvernement aux fers, ne peut pas donner de leçon de liberté. Oui, la liberté, au Cameroun, est dorénavant ailleurs ; elle est anglophone.

L'État camerounais, qui magnifie quelques soldats tués et est silencieux sur des centaines d'Anglophones exécutés par ces derniers, a choisi son camp. Il a cessé d'être bilingue comme le veut la Constitution, pour devenir un État francophone. Et ceux qu'il envoie au front sont francophones, comme ceux que ces derniers tuent sont anglophones. Devant cette clarté de la ligne de front, la position de l'écrivain – ce chantre de la liberté, du courage et de l'honnêteté – est facilement identifiable. Elle n'est même pas une question de réflexion, mais de réflexe. « Ici je me tiens et ne puis faire autrement »[1], disait Luther, quand la question du protestantisme résonnait en Allemagne, disait Emerson, quand celle de l'esclavage secouait les États-Unis, et bien sûr Mongo Beti, quand celle des maquisards demandait à la conscience camerounaise de s'identifier. Ici, je me tiens, en prison, et ne puis être ailleurs, car c'est en prison qu'aujourd'hui, au Cameroun, la liberté se définit.

1 « *Hier stehe ich. Ich kann nicht anders.* » C'est nous qui traduisons.

C'est là que le courage et l'honnêteté manufacturent la République de demain.

Notre pays ne s'en sortira pas de cette guerre, qui devant nous compte ses morts, sans un nouveau contrat social. L'écriture d'une nouvelle Constitution est au fond ce qui agite le Cameroun anglophone, quelle que soit la tendance de sa demande. Or, une Constitution étant écrite, nous revenons, ici aussi, sur le besoin formulé d'une nouvelle écriture, et donc sur la nécessité de l'écrivain comme Concierge de la République. Il s'agit ici en effet de la fondation d'une nouvelle République, une qui ait dans ses pulsations le respect de la liberté de chacun de nous de devenir ce qu'il est. Qu'une telle République ne soit possible que dans la mesure où sa parturition met en branle la sagacité, l'imagination, des enfants de ce pays est une évidence. Qu'elle ne soit possible que sur les cendres de ce régime est hors de discussion. Et que finalement elle ne soit vraiment réalisable que lorsque Biya aura rejoint la place qui l'attend à Kondengui n'a plus besoin d'être discuté. Combien de gens de bien seront-ils incarcérés ou perdront la vie pour la défense d'un régime condamné déjà ? La réponse à cette question échappe de plus en plus aux Camerounais pour se concentrer entre les mains des soldats – militaires, gendarmes, policiers – à qui le renouveau donne l'ordre de tuer. Notre libération collective commencera le jour où,

comme une fois à Bamenda, ils vont plutôt répondre à leur devoir professionnel, et donc citoyen, de se mettre au côté du peuple camerounais. Ce jour-là, la Nation se lèvera enfin sur la République et le tyran prendra la fuite.

PJ, Yaoundé, le 09 décembre 2017

Comment peut-on être anglophone ?

Je ne suis pas en prison pour avoir commis un crime, mais pour avoir supporté une cause – la cause anglophone, la cause ambazonienne. Je suis donc ici parce que la générosité est mon credo politique. De ce point de vue, ma présence ici, au bout d'un voyage au travers de la zone anglophone, est politique et ne peut que l'être. Il faudra sans doute mille mots affreux pour dire ce que j'ai vu à Tombel, ce que j'ai entendu à Kumba ou ailleurs, mais le quotidien anglophone est là pour qui a encore des yeux pour voir. Et c'est là que tout commence, avec ce viol francophone qui recouvre le vécu anglophone et le rend littéralement invisible. C'est que le paradoxe anglophone commence avec son invisibilité, et donc avec l'impossibilité de son malheur. Comment peut-on se dire malheureux Anglophone quand les Camerounais francophones, dans leur majorité, votent pour l'anglais avec leurs enfants en les envoyant plutôt dans les écoles anglophones ? Comment dire son malheur quand on est objet de désir ? Le Camerounais francophone qui

envoie son enfant dans une école anglophone, afin que celui-ci suive donc un cursus anglophone, aura toujours des difficultés à comprendre que là et vraiment là commence le problème anglophone, et donc la formulation de la cause ambazonienne. Cet enfant devenu bilingue entrera en effet en compétition plutôt avec les Anglophones pour le pool, déjà minoritaire, des positions qui leur sont réservées par quota. Se servant du tribalisme et du népotisme qui caractérisent le pool francophone, il aura à son avantage le bonus de l'effort consenti. Dans le Cameroun d'aujourd'hui, le Francophone devenu bilingue est aimable un peu comme le Blanc qui parle une langue africaine, quand l'Anglophone qui est la destination des désirs, demeure frappé d'incompréhension – comment peut-on être Anglophone ? Comment peut-on être Bamenda ?

Pour le Francophone, le Bamenda c'est l'esclave, et il porte tous les stigmates institutionnels de ce dernier. La musique noire a dynamisé le chant d'Elvis Presley, mais dans le pire de ses cauchemars, il ne se serait jamais imaginé noir. De l'Anglophone, le Francophone au Cameroun ne veut que les fleurs, sans la condition. De l'Anglophone, il ne veut que la promesse de carrière internationale, dans un monde qui vit anglais, mais pas le vécu. Mais surtout en venant rivaliser avec les Anglophones dans le pool des positions qui leur sont réservées au pays, il fabrique une injustice dont la

banalisation devient, est devenue la cause anglophone. Vous entendez les Anglophones se plaindre des professeurs francophones qui viennent leur enseigner l'anglais ? Les entendez-vous ? Si vous les entendez, eh bien vous avez eu un peu de patience devant l'origine de ce qui était d'abord une fraude. Une fraude devant la compétition injuste des Francophones dans un pool réduit. Situation difficile à résoudre, tellement la popularité des écoles bilingues et anglophones en zone francophone est un fait. L'État camerounais, qui au contraire se francophonise, ne s'est évidemment pas préparé à cette avalanche. Ce sont en effet des milliers et bientôt des millions d'enfants francophones qui ainsi, subrepticement, arrachent aux Anglophones ce qui leur revient de droit. Une obsession de leur position qui cependant ne remet pas en cause le pool francophone, la position francophone, ni d'ailleurs le statu quo.

L'État ne s'est pas préparé au choix de l'anglais par les Camerounais pour leurs enfants, parce qu'alors, il aurait compris que notre avenir est anglophone. Mieux : que la solution à cette sociologie du problème anglophone dans ses causes, c'est en fait l'adoption de l'anglais comme langue officielle du Cameroun. Voilà la seule position rationnelle dont la tendance actuelle qui se vit dans les familles nous montre le visage.

Seulement voilà, l'État camerounais vote contre sa population. Pire : il ne veut pas s'imaginer l'ostracisme

anglophone qui naît de l'injustice ainsi décrite. Il ne veut pas s'imaginer l'aporie anglophone. Une véritable impasse devant une avalanche de Francophones qui, eux, ne se posent jamais la question : comment peut-on être Anglophone ? Or se poser cette question, en tant que citoyen et en tant qu'État, est plus qu'un devoir de générosité. C'est déjà reconnaître l'injustice qui est en train d'être commise sous nos propres yeux et dont nous sommes complices. Le Francophone ne devient anglophone qu'au détriment de l'Anglophone. Jeu de substitution arithmétique exécuté d'une part par l'intensification de l'hégémonie francophone sur l'État, et d'autre part par le fait que le régime camerounais soit en fait la forme la plus coagulée du gaullisme réactionnaire et rétrograde. Le Cameroun est bien historiquement ce pays où, en 1940, le gaullisme et son institution, le jacobinisme tyrannique, a planté son premier drapeau en Afrique. Manière de dire que le réflexe militaire contre les Anglophones est autant générique à l'État camerounais qu'il est historique. C'est un héritage originel et c'est une praxis. C'est une position ancrée et c'est une calcification de ce fait. L'État sclérosé réagit avec violence devant la dynamique de sa position. Il tue et pour légitimer son meurtre, se cherche un bouc émissaire. Il le trouvera toujours très vite : c'est le sécessionniste. C'est l'Ambazonien. Or celui-ci n'est que l'Anglophone poussé dans ces derniers retranchements

par l'avalanche francophone. C'est l'Anglophone mis le dos au mur par l'anglophonisation des Francophones. C'est celui devenu Autre par le lent envahissement de sa position. Sa demande est d'autant plus juste qu'elle est réaction, qu'elle est défensive, devant une injustice. L'État francophone a décidé de tuer celui contre qui l'injustice est commise. D'éradiquer celui campé parce que bousculé par l'anglophonisation de la population d'une part et par le gaullisme calcifié du régime d'autre part. Il a décidé de lever ses avions de guerre pour tuer celui dont il a fait un terroriste. Avoir de la sympathie pour la position anglophone ainsi transformée en ambazonienne est la seule position rationnelle que pourrait adopter tout être d'intelligence. Partager son vécu pour le comprendre aurait été un crime, si j'en avais connu un. Mais ce crime est celui de tous les citoyens, car le français n'a pas d'avenir au Cameroun.

Kondengui, le 13 décembre 2017

L'HALTÉROPHILIE MENTALE

Dans l'allée qui mène au quartier 11 où se trouve ma cellule, il y a une barre à poids comme celles dont se servent les haltérophiles. Elle n'a pas de beauté, en réalité, et aura sans doute servi à autre chose, que ce pour quoi les prisonniers – non, les prévenus, car 85 % des détenus de la prison de Kondengui sont plutôt des détenus que des renvois infinis retiennent ici –, que ce pour quoi les prévenus l'utilisent. Car ils l'utilisent comme instrument de musculation, pour des exercices de gym. Moi pourtant, quand je la vois, je pense à cette autre barre, sans poids celle-là, que j'ai vue adossée au mur tacheté de sang du bureau qui me servait de cellule à la Police Judiciaire, au Service des Investigations et des Enquêtes, SIR, et qui une nuit fut mise à contribution dans un exercice de balançoire, de torture donc. C'était pour faire parler un jeune qu'une accusation de vol de voiture, de récidive, avait mené là, et qui évidemment niait les faits. Plusieurs heures de balançoire et de cris, à côté de moi, et dans ma tête comptait la montre qui

mettrait sur moi la main du tortionnaire, et c'est lui qui me demanda ironiquement s'il en était un ? 'Suis-je un tortionnaire ?'

C'est que je lui avais donné des pages du Code pénal nouveau que j'avais pris dans le bureau de mon enquêteur à moi, les pages qui parlaient de torture, provoquant son rire et sa question, une autre, cette fois au jeune sur lequel il « travaillait », qu'il « exploitait » donc : « Est-ce que je te torture ? » Réponse du jeune : « Non. » ; « Je te torture ? » « Non. » Et le tortionnaire de se retourner vers moi : « Tu vois ? »

Il était très musclé, le tortionnaire, avec le physique d'un haltérophile, et une fois d'ailleurs il me concéda qu'il en faisait les exercices. Dans nos moments de conversation lucide donc, car autrement nous nous parlions peu. La pratique de l'haltérophilie a beaucoup à enseigner aux exercices de l'esprit – même, et surtout, dans les moments les plus ignobles de sa mise en scène. Bâtie sur l'entraînement du corps, elle présente autrement autour d'elle tout le système des disciplines sportives dont elle est la métaphysique. La culture des biceps, l'élastification des articulations, la libération du système respiratoire, s'ils sont communs à tous les sports, deviennent en elle un art autosuffisant – cet art qui aura donné au tortionnaire la constitution physique nécessaire à sa fonction. Mais l'haltérophilie est, dans sa beauté, dans son art, le philosophe du muscle dont

l'expression immédiate, c'est l'écrivain – du moins quand elle est intellectuelle. La distinction entre haltérophilie et philosophie n'est que d'expression, c'est-à-dire instrumentale. Comme l'haltérophilie n'a pas besoin de lanceur de poids, le philosophe n'a pas besoin d'écrivain pour écrire – d'alphabet donc. Ainsi, Socrate, de manière exemplaire, n'a rien écrit. Ainsi Jésus. Ainsi les philosophes africains dont le savoir est sagesse ancestrale. Mais aussi le tortionnaire de la police judiciaire qui, en anéantissant ma question – « Je te torture ? » « Non ! Non ! » – l'aura condamnée au silence infernal qui échappe à l'alphabet sanctionnant le Code pénal, dans ce face-à-face terrifiant entre l'écrivain et l'enfer, et le danger, qu'est le Commissariat. Sans l'alphabet en effet, l'écrivain n'existe pas, tout comme la plainte du jeune présumé, dont la vulgarisation de la peine demeurera cri. L'alphabet est ce qui fait s'arracher la peine de l'élan philosophique, comme l'haltérophile, dans sa beauté quand elle est art et pas enfer, se dissout dans le lancer de poids, et puis dans les disciplines sportives. L'écriture n'est donc pas une discipline, mais la condition de possibilité de celle-ci – comme arts, sciences, techniques, entéléchies qui trouvent leur sanction la plus répandue ces jours dans l'expert, et le lieu de leur expression dans les universités, et bien sûr dans les médias traditionnels. La relation de constitution qui lie l'haltérophile au lanceur de poids, le

philosophe à l'écrivain, demeure cependant intouchée par les spécialisations qui, sur les stades, produisent le footballeur, le boxeur, le coureur de fond, et, dans les universités, produisent les experts. C'est que cette relation est de danger plutôt. C'est elle qui m'a mis en face de l'haltérophile devenu tortionnaire qui le nie, prisonnier dans un bureau que j'étais, pour la nuit. Cette relation est une haltérophilie mentale. L'écriture est en effet consubstantielle du danger qui échappe au final à l'expert, cet interprète du vécu. Même si l'écrivain est un intellectuel, comme l'expert, son domaine de définition étant l'esprit autant que celui du sportif est le muscle, le danger de sa condition – faire face à l'haltérophile qui se révèle tortionnaire – est la respiration de son activité. Écrire, c'est jouer avec le risque permanent de l'existence. Écrire, c'est en réalité jongler avec l'alphabet, mettre sa vie en danger. L'écrivain est un courageux.

L'extradition de l'écrivain africain contemporain, c'est son extraction du danger. Car l'Afrique est l'espace du danger. Or aujourd'hui, l'écrivain africain en parle avec une distance qui est celle de berges lointaines – européennes, américaines. Cette terre aux quatre cents coups d'État, aux guerres civiles encore nombreuses, aux génocides, et qui peuple le Tribunal pénal international de ses fils nombreux au parcours tyranniquement sanglant, n'est-elle pas, elle aussi, serrée dans cette cellule de la torture, en face du tortionnaire qui lui

refuse de dire son mal – « Je te torture ? » « Non ! » – et condamne celui-ci à demeurer ici ? Et l'écrivain, ici aussi, se retrouve suspendu dans son haltérophilie mentale. Car même lorsqu'il parle d'immigration, la thématique de son écriture trace le chemin de son éloignement du danger. Oui, l'Afrique c'est l'espace du danger. Encore plus pour l'écrivain, pourchassé qu'il est par les tyrannies dont son continent est le musée le plus fourni, cadenassé qu'il est par des pays qui, dans l'expression de l'esprit, et dans internet, et dans les livres, trouvent le plus létal danger. Les berges de son émigration font de lui un interprète du vécu africain, un expert de l'Afrique. La métamorphose des écrivains africains actuels en experts trouve sa forme la plus structurée dans les programmes d'écriture créative américains, car la beauté de la phrase qui s'y compose sanctionne la relation entre l'écrivain et l'expert, à l'université. Que la naissance de l'écrivain – universitaire – se fasse au prix de la relation de constitution qui lie l'écrivain au philosophe, comme le lanceur de poids est lié à l'haltérophile, et donc au détriment du danger, est une évidence de notre temps qui pantouflarde la littérature africaine. Ce qui lui manque c'est l'haltérophilie mentale, la relation consubstantielle avec le danger, qui est politique et, dans sa répétition générique, est histoire. *Nou.*

Avant d'être activiste – dans la tradition glorieuse de Soyinka et de Ken Saro-Wiwa – la relation entre la littérature et la politique, et l'histoire, est instrumentale. L'écriture, en effet, c'est l'utilisation de l'alphabet pour faire sens. De ce point de vue elle fonde la société civile dans l'alphabet comme le lanceur de poids fonde les disciplines sportives quand le lanceur arrache l'haltérophilie à la métaphysique.

Autrement dit, comme le lanceur de poids est au centre du système des sports, l'écrivain est au centre de la société civile. Il est le Concierge de la République et autour de lui, la symphonie des disciplines, des métiers, des arts et des techniques civiles, qui fondent la société civile dans l'alphabet, se compose. La Constitution, toute Constitution, est écrite. Le primordial de l'écriture réside cependant dans son embrassée du danger, dont l'élan est position morale. Danger, morale, politique, trois axes absents de la sphère d'expression de l'expert, mais qui font de l'écrivain un intellectuel particulier, et le rendent fondamental à l'Afrique d'aujourd'hui. L'Afrique, cette terre qui a beaucoup de littérature, et encore trop peu d'écrivains. Terre dont le vécu infernal s'épuise encore dans un cri qui ne fait pas encore phrase, suicidé avant qu'il ne se fasse complainte, épuisé à la balançoire de ces tortionnaires de notre présent qui se disent haltérophiles – « Je te torture ? » « Non ! ». Et l'écho du rire ironique de se mêler aux pleurs du jeune

détenu, à ses cris inaudibles, avant qu'il ne disparaisse lui aussi dans la foule des quatre mille pensionnaires de cette prison où je suis, moi aussi, aujourd'hui. D'où j'écris.

Kondengui, 19 décembre 2017

Pour la défense des anglophones

Déclaration au TPI de Yaoundé, 27 décembre 2017

Honorable :

Merci de me donner la parole dans ce procès historique à l'écriture. Il est d'autant plus historique que plusieurs fois l'écriture est mise en procès au Cameroun sans l'écrivain. Et notre pays a l'infâme réputation d'être celui qui, en Afrique, persécute le plus les écrivains, depuis Njoya incarcéré à Mantoum en 1921 et mort en exil à Nsimeyong, à Yaoundé donc, à Mongo Beti, le dernier écrivain camerounais, mort chez nous aussi, après quarante ans d'exil. Nous parlons ainsi entre nous d'habitude de la maison sans l'architecte, et chacun croit en savoir plus sur les murs que le maçon. Nous parlons de l'État sans le citoyen, alors que toute Constitution est écrite. Mais cette fois ce n'est pas le cas et je vous en remercie. Je suis accusé de trois choses précisément liées à l'écriture, c'est-à-dire à l'usage de l'alphabet pour faire

sens, car au fond je n'ai utilisé rien d'autre que vingt-six lettres pour écrire le texte querellé. Rien d'autre. Je vais donc dans ma déclaration vous démontrer que ces vingt-six lettres-là, telle que je les ai mises en œuvre, ne peuvent et ne sauraient constituer une menace au chef de l'État, et donc un outrage, même si à « quiconque » ; ont été mis en branle pour la défense plutôt et pas pour le mensonge, la diffamation et donc l'outrage à nos corps armés, et enfin, je vais vous démontrer que l'alphabet, le seul instrument de l'écrivain que dans sa sagesse l'État nous oblige à enseigner à nos enfants, ne saurait et ne pourrait être un instrument violent, signature non-violente qu'il est.

D'abord la menace [article 301 du Code pénal].

Le texte querellé est clair dans son unique paragraphe. Il a trois parties, la première disant ce que je ne suis pas. Eh bien, je ne suis pas un opposant. Je suis un citoyen camerounais. Je suis un intellectuel. C'est-à-dire que j'utilise mon intelligence pour dire la vérité, et je le fais de manière écrite. Concierge de la République, je dis ce que je vois et ai vu. Ce que j'ai vécu. La seconde partie dit donc ce qui est vrai et qu'il est de mon devoir de dire : Biya n'existe pas pour moi. Il est hors du domaine de ma perception. Le procureur de la République me donne d'ailleurs raison en le substituant par « quiconque ».

Je l'en remercie, car nous sommes d'accord là-dessus. Son absence, l'absence de Biya donc, plus que sa présence, est manifeste pour nous tous, Camerounais, et pas pour moi seul. Il est en effet ce que les Bangangté appellent Fam – ce qui n'existe pas du tout. La troisième partie de mon paragraphe, qui a trait à la menace, la surface de réparation de l'accusation contre l'écrivain, concerne ainsi ce qui n'existe pas, et que le procureur a avec raison lui-même remplacé par « quiconque ». Peut-on menacer ce qui n'existe pas ? Telle est la question qui nous réunit ici. La réponse est évidente : non. Encore moins parce que cette partie de mon texte fonde une impossibilité radicale. Le fait que j'aie un fusil est la condition *sine qua non ici*, et encore faut-il que je sache m'en servir, ce qui n'est pas le cas. Si je suis devant Biya qui, rappelons-nous, n'existe pas, et encore faut-il que cela soit possible. Il faudrait pour cela en effet que la GP n'existe plus, que les fouilles de sécurité au Palais de l'Unité cessent et que le président de la République me rencontre, c'est-à-dire, veuille le faire, et enfin qu'il me présente son front pour le corps-à-corps que mon texte imagine. Bien sûr, condition initiale, il faut qu'il ait déjà commencé à exister, ce qui n'est pas le cas. On ne peut pas menacer de tuer un Fam, Monsieur le président. Mon texte présente donc une impossibilité cardinale étayée par des probabilités infinies, toutes absurdes, toutes aporétiques, et donc dans le fond, lettre comme

esprit, ne saurait être pris pour une menace. Je n'ai pas d'argent. « Si j'avais sept cents francs, je vous achèterais une Guinness bien glacée » n'est pas une offre d'achat de Guinness, mais bel et bien un refus. « Si j'étais libre, je serais avec ma famille » veut dire que je suis prisonnier, la condition fondant une antiphrase.

Passons à l'outrage. En quoi mon texte constitue-t-il un outrage aux Forces armées ? [Article 152 ; 154]

J'y ai longtemps réfléchi, et je suppose que c'est ce à quoi la garde à vue sert, car j'y ai été coupé de toute communication ; que c'est ce à quoi la prison sert, j'y ai été contraint à l'introspection. Eh bien j'ai réfléchi et me suis rendu compte qu'ici il s'agit d'un contresens : par périphrases, je fais plutôt l'apologie de nos forces armées. Je les veux fortes, je les veux grandes, je les veux puissantes ; si fortes, si grandes et si puissantes qu'elles battraient en guerre l'armée des USA, le pays où je vis et dont le procureur – pas moi – qualifie les actions de « meurtres » ; c'est-à-dire l'exécution de Kadhafi par une coalition franco-américaine, l'exécution de Saddam Hussein par l'armée américaine. Or si vous avez fait le tour de la zone anglophone en guerre comme moi avant l'écriture de mon texte, vous savez que dans la forêt de Kumba, en route, vous avez des militaires camerounais qui sont corruptibles. Imaginez donc en contrepartie

un soldat américain demandant le tchoko aux inconnus dans la forêt du New Jersey ! Si vous avez été comme moi sur la jonction non-goudronnée qui mène de Tombel à Nyasoso, vous saurez que des gendarmes isolés dans la forêt y traînent un fil devant leurs pieds pour contrôler des paysans tous armés de machettes. Si comme moi vous avez fait la route de Bamenda à Mamfé, vous saurez que les quinze contrôles qui y sont faits le sont au vêtement, ne concernent pas les gens en veste, ni les voitures particulières, manière de dire que je n'ai jamais été contrôlé sur ce chemin. Vous saurez, pire, que les voitures immatriculées au Centre ne sont systématiquement pas contrôlées, même quand elles vont à Akwaya. Si comme moi vous avez mené des campagnes pour la libération d'écrivains et de ce fait êtes entré plusieurs fois au ministère de la Défense sans être contrôlé, l'écrire sera dire la vérité. Au lieu de punir ceux qui ont vu et vécu ces manques de professionnalisme graves de l'armée camerounaise, Monsieur le président, l'État devrait plutôt punir les soldats de leurs manquements, professionnaliser l'armée, car à la différence de l'armée américaine notre armée est faite de soldats de carrière, et être strict avec les si bien nommés gardiens de la paix. On n'arrête pas l'écrivain, car il montre les plaies de la Nation. La plaie de notre peuple assoiffé, c'est la bière. Offrir une bière à un Camerounais, fût-il soldat, est chez nous un signe

de politesse, pas de corruption. Mais le dire, ce n'est pas mentir, car l'écriture c'est la vérité trempée dans un tempérament.

Monsieur le président, mon tempérament devant un soldat qui jong en route me dicte l'indignation. Comment ne pas être indigné par l'abandon de ces gens d'armes, ceux-là qui demandent le tchoko aux inconnus, et que j'ai vus sur la route de Foumbot à Bamendjing, seuls au milieu de la forêt, une bière à côté des pieds, couverts de la poussière des bend-skin, fusil au sol, quand en même temps la presse nous informe que des soldats sont « assassinés », « empoisonnés » par des populations ? Vous l'avez compris, la maman de mon texte, c'est l'indignation. Car comment ne pas être indigné par le sort de ces populations misérables qui sont poussées à assassiner les soldats envoyés par l'État dans leurs villages pour les protéger et dont, à cause de leur condition de damnées – car où trouveraient-elles l'argent du tchoko permanent ?–, elles font leurs ennemis ? Le président de ce pays existerait-il qu'il saurait en effet que des jeunes paysans de trente ans à Tombel ont l'aspect de quinquagénaires parce qu'ils ont été laminés par les plantations de cacao et détruits par le kitoko. Il saurait que les femmes, déjà affaiblies par les maternités, y portent encore quatre régimes de plantains dans une hotte tenue au front par une corde, comme au xve siècle, il le saurait. Qu'on a besoin de deux jours

pour aller de Kumba à Nyasoso, qui sont pourtant à 45 minutes de distance, car on doit passer par Bonabéri, Mbanga et Loum ! Existerait-il qu'il aurait su que l'école publique anglophone de N'lohe, un ramassis de toits de tôle sur des pieux, héberge quatre cent cinquante élèves, soixante-dix par classe ! Dire ces choses que j'ai vues et vécues, c'est dire la vérité, et nul citoyen ne saurait être indifférent devant telle misère systématiquement planifiée et mise en branle dans une zone dont la terre noire dit la richesse du sous-sol et du sol.

Mais ici aussi, passons. [L'article 267]

Le troisième point concerne la violence, car manifestement dire ce que j'ai vu de mes propres yeux ne peut pas être diffamant ni insultant, et l'on ne peut pas menacer ce qui n'existe pas. La violence est un moyen, une manière de faire les choses. Le soldat est violent car son fusil l'y prête ; mais l'écrivain est non-violent parce que l'alphabet l'y oblige. En quoi un texte qui présente des situations vraies, historiques, la fin du régime de Kadhafi, la fin de celui de Mugabe, la fin de celui de Saddam Hussein, serait une apologie de « meurtres » comme le veut le procureur, m'étonne encore. Surtout qu'il est impossible de faire l'apologie des forces armées, et en même temps de commettre un outrage contre celles-ci. C'est un contresens.

L'outrage est un mensonge, une insulte, une menace, et l'apologie, une défense. Les armées en question dans mon texte sont américaine, zimbabwéenne, française. Elles sont occidentales et africaine donc. Il est impossible de faire l'apologie de leur manière d'en finir avec un tyran et de mettre fin à un régime, la violence donc, et en même temps de commettre un outrage aux forces armées comme le veut le procureur. Car mon texte respecte bien le monopole de la violence qu'il reconnaît exclusivement à l'État dont le bras violent, ce sont les forces armées. J'ai longtemps réfléchi, Monsieur le président, ai convoqué la science de tous ceux à qui j'enseigne et qui m'ont enseigné, et suis toujours arrivé à cette conclusion : jamais je n'ai suggéré dans mon texte qu'une autre personne qu'un soldat ait accès à la violence ou aux instruments de celle-ci, les fusils. La violence des soldats, est-ce des meurtres ? Les soldats sont-ils des meurtriers ? Le procureur veut-il dire que les forces armées sont des meurtriers ? Veut-il dire que les forces armées camerounaises doivent être poursuivies pour les morts du 22 septembre et du 1er octobre en zone anglophone, selon l'article 275 du Code pénal, pour meurtres ? Cela ne fait pas sens, il me semble, car la plus grande défense que j'ai formulée, ma plus grande apologie donc, je l'ai adressée en effet aux forces armées, et enfin j'ai présenté une situation absurde qui dans la pratique de l'écriture, en littérature

donc, s'appelle fiction. Mettre un fusil sur le crâne d'un Fam, de quelque chose qui n'existe pas. Je n'y vois pas de crime, car on ne peut pas tuer ce qui n'existe pas, d'autant moins que l'instrument que j'ai utilisé pour le dire, c'est l'alphabet que l'État nous oblige à enseigner à nos enfants, et que je ne sais pas me servir d'un fusil !

Monsieur le président, mon procès ne fait pas sens. Il est absurde et je le comprends encore moins parce que, en 2012, j'ai déposé devant l'Assemblée nationale une proposition de loi par l'entremise du SDF, en son député Jean-Michel Nintcheu, qui demandait à lever l'immunité du président de la République, afin que celui-ci soit poursuivi pour les morts du Commandement opérationnel, pour ceux de 2008, et autres, et se retrouve lui aussi au quartier 11 de Kondengui où je l'ai précédé et suis logé. Il s'agissait de lever l'écrou de l'article 53 qui lui donne une irresponsabilité absolue, comme il n'y en a dans aucun autre pays sur cette Terre. Eh bien, la proposition de loi n'a même pas été discutée, alors que toute la forme de la procédure avait été respectée. La chambre de nos représentants l'avait alors trouvée absurde. En 2013, sous le couvert d'avocats et de juristes, et après avoir notarié ma signature, j'ai introduit une plainte citoyenne auprès de la Cour suprême, l'ultime recours qui reste aux Camerounais, une plainte pour Haute trahison contre le président de la République.

Et ici la peine c'est bien la condamnation à mort contre lui, comme en 1984 avec Ahidjo. Or le procureur de la République ne m'avait pas poursuivi pour « menaces à quiconque », ne m'avait pas fait arrêter pour « outrage », alors que toute cette activité avait fait la Grande Une des journaux. Comme pour la proposition de loi, j'étais venu moi-même déposer la plainte à la Cour suprême, au bureau du courrier de celle-ci qui l'avait reçue, paraphée, et le monsieur en service s'était d'ailleurs levé et décoiffé pour le faire. « Courage, mon fils », avait-il dit. La plainte, elle aussi, avait pourtant été trouvée absurde, sans doute, car elle n'a jamais eu de suite. Pourquoi l'État camerounais, qui déclare absurdes deux situations juridiquement acceptées, me poursuit-il aujourd'hui pour ce qui est manifestement une fiction ? Pourquoi me poursuit-il quand je dis la vérité sur mon vécu, sur le vécu des soldats, et j'aurais pu ajouter, des paysans, des enseignants, des élèves, et autres corps constitués ? Pourquoi l'État poursuit-il le citoyen que je suis ?

La réponse est évidente.

C'est parce qu'il s'agit de la crise anglophone. C'est elle qui fait perdre raison à l'État camerounais. Et la photo illustrant mon texte querellé est bien éloquente là-dessus, puisqu'elle a été prise au Buéa Social Club au

bout de mon périple anglophone, et me présente avec Agbor Nkongho, le leader anglophone qui s'est d'ailleurs constitué pour ma défense. C'est donc parce que mon indignation naît de mon séjour pendant plusieurs semaines dans les villages et villes du Sud-Ouest et du Nord-Ouest que je suis ici à la barre à Yaoundé, comme des centaines d'Anglophones dont j'ai décrit le vécu, Monsieur le président. Et eux qui ne s'y sont pas trompés et me rendent visite chaque jour depuis mon incarcération à Kondengui m'ont donné un standing ovation à mon arrivée en prison. À la différence des SG du Commonwealth, de la Francophonie et de l'Union européenne en effet, je suis allé à Bamenda, et y ai dansé en boîte jusqu'au couvre-feu, je suis allé à l'hôpital militaire de Kumba et y ai vu des soldats blessés, aux écoles de Mamfé et de Kumba, toutes fermées, et y ai parlé avec les responsables, au marché de Buéa je me suis coiffé, ai mangé dans des familles à Tombel, déjeuné avec la communauté de Nyasoso dont le chef, suis allé donc partout, partout, m'entretenir avec mes compatriotes, jusqu'à Kupe-Tombel, oui, pour les comprendre. Voilà pourquoi je suis ici, Monsieur le président, voilà pourquoi je suis en prison. Parce que j'ai écrit ce que j'ai vu, vécu et compris.

Pour conclure sur une note positive, je dirai ceci : un jour la Nation camerounaise sera fondée dans la volonté de la population camerounaise qui, dans une immense majorité, refuse la guerre aux Anglophones et vote avec ses enfants qu'elle envoie majoritairement dans des écoles anglophones, quand ils sont francophones.

Un jour, ce pays sera donc anglophone, comme le veut chaque parent qui envoie son enfant suivre un cursus anglophone, quand il est francophone.

Un jour, oui, l'État camerounais cessera de prendre l'argent des impôts des paysans de Ngomedzap qui n'ont pas de routes, pour tuer ceux de Santa qui n'en ont pas non plus.

Un jour nous serons anglophones.

Tous.

Et ce jour-là, il faudra que le président de République s'adresse chaque année aux deux chambres des Représentants, le Sénat et l'Assemblée nationale, en ce dialogue permanent avec le peuple que sera alors l'État de l'Union. Ceci sera fait à la place du discours du 31 décembre noyé dans une ambiance festive et qui cache trop mal la célébration du 1er janvier 1960, date de l'indépendance du Cameroun oriental – du Cameroun francophone donc. L'État de l'Union sera fait pour sanctifier la fédération que nos grands-parents nous ont laissée en faisant de nous un État, et en précisant que celle-ci, la fédération donc, ne sera pas remise en cause.

L'État de l'Union sera donc fait pour rassurer chacun des membres de la grande famille que nous sommes afin de leur rappeler que nous sommes des frères et sœurs. Parce qu'empêcher dans le sang la célébration du 1er octobre, date de l'indépendance du Cameroun occidental, comme cela a eu lieu, ne peut se faire raisonnablement sur le dos des festivités du 1er janvier qu'inaugure le discours qu'on sait, l'État de l'Union sera le moment consensuel, la palabre d'un peuple volontairement et également fédéré. Le 18 mai, date de la signature des accords de Foumban, sera le mieux indiqué pour son cérémonial. Les populations qui gèrent elles-mêmes leurs propres affaires, qui demandent des comptes aux gouverneurs, préfets, sous-préfets, juges et à tous ceux de leurs dirigeants qui sont responsables de leurs malheurs, ont moins la possibilité de sombrer dans cette misère généralisée que j'ai vue dans nos villages et surtout dans ceux du Sud-Ouest et du Nord-Ouest, en plus frappés de couvre-feu, de blocus internet et de la fermeture de la frontière nigériane, leur vivier économique. Après tout, un peuple qui se gouverne cultive sa prospérité.

Vous avez sans doute compris, Monsieur le président, que je suis totalement innocent des trois crimes dont je suis accusé, et qu'en contrepartie, par amour pour mon pays et pour faire amende honorable afin que

jamais plus écrivain, non, citoyen camerounais ne soit persécuté parce qu'il ou elle a dit la vérité, je dépose devant vous une suggestion logique et constructive pour notre futur commun, fédéral et anglophone, et je m'engage, libéré, à œuvrer pour sa matérialisation, dans le cadre d'un Consortium de la Société Civile, ici créé.

Parole du Concierge de la République.

Je vous remercie.

NOTES D'EXIL

Mes plus beaux moments en prison
communier avec les anglophones

Comme ici, pour la fête de Noël, avec Mancho, Terence, Roland, et Ben Muna, leur avocat – je dois dire que dès mon arrivée à Kondengui où ils m'ont accueilli par une *standing ovation*, et ici, lors de la réunion au Mineur où ils ne cessaient de venir pour des photos avec Muna et moi et Mancho qu'ils disaient 'historiques', j'ai compris qu'ils avaient saisi instinctivement pourquoi j'étais en prison, quand les journaux francophones du pays que je lisais, quasi unanimement parlaient d'autre chose, et mieux, enlevaient toute motivation à mon texte querellé, et quand certains intellos francophones, pour enfoncer le clou, me disaient 'cliniquement fou'. Les Anglophones, quant à eux, avaient immédiatement compris mon vécu carcéral dont ils n'avaient pourtant pas été les témoins – mon interrogatoire à la PJ, tout mon interrogatoire, se concentrait en effet sur pourquoi j'étais allé en zone anglophone, pourquoi j'y avais passé deux semaines, ce que j'y faisais, et qui j'avais rencontré,

et uniquement de manière périphérique sur mon post Facebook – que d'ailleurs ma photo prise à Buéa avec Agbor Nkongho illustre –, dont les accusations formelles ont très vite été vidées et abandonnées comme on sait. Le plus extraordinaire pour moi, c'est pourquoi la classe intellectuelle francophone, dans sa totalité, de A à Z, a choisi de ne pas motiver mon texte querellé, et même, de démotiver celui-ci en le sevrant de sa relation organique avec ma visite pourtant publique et publiée avant mon arrestation, en zone anglophone – il y a comme une conspiration intellectuelle francophone pour mater les Anglophones dans le silence total.

De mes affaires, je me suis rendu compte hier, les gens de la PJ, directeur, vice-directeurs, ont pour couronner le tout confisqué une chose sans la mentionner dans le papier qu'ils m'ont fait signer à ma sortie de prison le 27, avant mon expulsion du pays – le ndomo ndomo que j'avais acheté à Commercial Avenue à Bamenda à 1500 Fcfa, et dont j'avais montré la photo ici - voir en dessous. Durant les premiers jours à la PJ, mes gardes m'appelaient tous 'Ambazonien', avec tout ce que cela comporte comme menace. En prison, à Kondengui, grâce aux mets communaux et quotidiens avec les Anglophones, et je les mangeais avec eux chaque jour, au Quartier 3, dans ce qui pour moi est le Parlement Anglophone de Kondengui, la congrégation des

centaines de détenus anglophones de la zone en guerre – et j'ai vu hier que Biya y envoie des chars d'assaut –, je suis finalement devenu ce que je suis – le Concierge de la République. Un jour, un des détenus de ma cellule au Quartier 11 m'a dit ceci : « Le bruit court que les Sécessionnistes viennent te voir. » C'est qu'en fait dès mon arrivée, il venait dans ma cellule une dizaine d'Anglophones par jour, le leadership anglophone m'apportait à manger dans mon Quartier, au point que j'ai eu peur, à cause de cette communion, d'être envoyé au SED, dans une autre prison donc, et le leur ai dit. Nous avons trouvé un autre moyen, plus efficace, en dehors de la bibliothèque mise sous surveillance, pour nous voir chaque jour – en frères. Ça me manque déjà. *But I will keep the faith in deeds.*

Noms des membres du 'Parlement Anglophone'

Prison Centrale de Yaoundé

1. Penn Terence Khan .
2. Mancho Bibixy Che
3. Tsi Conrad
4. Ngalim Felix Safeh
5. Aselacha Martin
6. Tamngwa malvin
7. Tah Emile Agwe
8. Kingah Valentine
9. Awah Dzenyagha Thomas
10. Esono Wakemba
11. Alobwede Van Kingsly
12. Bezeng mervine
13. Nyuforam Eugene
14. Anyangawei Nelly
15. Bayong Eugene
16. Tayo Livite
17. Njinou Titus
18. Numfor Godlove
19. Wirba Bruno
20. Ngwa Kingsley
21. Fonyuy Terence
22. Ngwa Joseph N.
23. Ade Kenneth
24. Fabian Vishigwo
25. Ayuk Ottu C
26. Awanatowo Zack
27. Lopte Jacob
28. Fung Calemba
29. Atanga Durand
30. George N. Tang
31. Tangem Thomas
32. Bossi Vincent
33. Ngwa Louis
34. Fuh Luther
35. Martha Fomuyong (femme)

36. Germaine Dzenjo (femme)
37. Esua Norbert
38. Kwalar Marvin
39. Musa Benjamin
40. Fongod Richard
41. Anye Divine
42. Sunday Justus
43. Dobgima Frederick
44. Awah Rostand
45. Nchotu Stephen
46. Taminang Ephraim
47. Atoh Benjamon
48. Kama Jude
49. Soh Raoul
50. Zemo Collins
51. Yarayem Paul
52. Nsoh Binda
53. Ambe Ivo
54. Akongnwi Charles
55. Ngwa Peter
56. Tah George
57. Peter Sullivan
58. Tse Bruno
59. Tse Romeo
60. Ngu Gabriel
61. Mofor Ngwa
62. Awah Godlove
63. Wemjeh Jude
64. Kwatch Edmond
65. Tita Georges
66. Ndifor Richard
67. Dzekashu Protus
68. Bangu Collins
69. Tension Leonard
70. khan Marcel
71. Boma Anthony
72. Fuh Leslie
73. Tse Clarence
74. Akuma Desmond
75. Owen Smith
76. Cyril Berinyuy
77. Lendzemol Platini
78. Soh Gabriel
79. Tse Noel
80. Kingsley Lekumzy
81. Nfam Ivo
82. Bah Paulinus
83. Yuka Edward
84. Tsimungu Emmanuel
85. Eric Yufenyuy
86. Akembom Divine
87. Vintar Bertrand
88. Windzerem Clifford
89.Tikum Moses
90.Johnson Babila
91.Tanye Eric
92.Zobou Jean Claude
93.Mbah Stephen
94.Ernest Lontum
95.Fon Evaristus
96.Ndamen Julius

97.Ndeucha Jean Flobbe
98.Kpuyuf Etienne
99. Babila Vena
100. Nji Victor Tembe

Prison Principale

1. Acha Constantine Atalambai
2. Myalum Gangti Gilbert
3. Nyonbella Bakery Feh
4. Atanga Celestine Ngu
5. Fr. Andrew ambeazieh Ofembe
6. Nche Benjamin Amuabo
7. Mbuh René Nsuh
8. Such Funwie Paul Vincent
9. Tabe Edward Fomdoh
10. Fomuki Fabian Fomusuro
11. Kisob Bertin
12. Asah Patrick Ndangoh
13. Divine Yuyun Dzekem
14. Tanwum Kechawa Sylva
15. N'dasi Alfred Ngyah
16. Dr Eric Moh Takwi
17. Che Chi Joseph
18. Afuh Nivelle Nfoh
19. Azah Levis Gob
20. Fomusoh Ivo Feh

Les livres que je lisais à Kondengui

À la PJ, tous mes livres avaient été confisqués. Les livres que Maître Simh m'avait apportés en remplacement avaient été confisqués. C'est à Kondengui que Bergeline Domou m'a apporté quelques livres, à ma demande, des livres en français et en anglais, et puis Aline Chouapi m'a apporté un livre, en allemand – je préfère lire les livres en anglais, donc parmi ceux-ci, j'ai choisi et achevé de lire *Cry, the beloved country* de Alan Paton, que j'ai passé ensuite à Inoni Ephraim, l'ex-PM qui, heureux, m'a dit qu'il l'avait lu à l'école. J'ai ensuite commencé lire Edgar Allan Poe. Ce sont des livres que j'avais déjà lus, donc je les relisais. Il y a cependant un livre que je n'avais pas besoin de lire, mais que je lisais chaque jour de manière invisible en fermant mes yeux, car je l'ai lu tellement de fois que je le connais par cœur – c'est d'ailleurs ma Bible ! Le voici : *The Man Died*, les notes de prison de Wole Soyinka, écrites lors et à propos de son incarcération pendant et à cause de son soutien aux sécessionnistes biafrais. Livre classique. La phrase qui m'a permis de

supporter tout en souriant, et vous avez sans doute remarqué que j'avais le sourire facile en prison, bon,

chez moi c'est général, la phrase qui m'a guidé, c'est : « *I seek nothing, I want nothing, I will nothing.* » Pour moi dont la philosophie est fondée dans le volontarisme, je décidais ainsi de mettre tout au sol, afin d'éviter les déceptions. Je me préparais donc mentalement à un emprisonnement long.

Mais il y avait aussi ces phrases de *The Man Died* qui ont toujours guidé ma vie :

« In any people that submits willingly to the daily humiliation of fear, the man dies. »
« Books and all forms of writing have always been objects of terror to those who seek to suppress truth. »
« The man dies in all who keep silent in the face of tyranny. »
« It is better to believe in people than in nations. »
« The truth is I am allergic to being a government employ. »

Ces phrases sont mon ossature intellectuelle, mon squelette, je les ai lues et relues dans ma vie, comme ce livre que j'ai toujours avec moi, et qui est ici à côté de moi, dans mon bureau de travail. Quand il fut emprisonné, Ngugi wa Thiong'o demanda lui aussi à recevoir ce livre, je le sais, car j'ai lu *Detained*, son livre

d'incarcération. Mais chez moi, ce livre qui a composé en fait l'éthique de mon premier roman, *La Promesse des fleurs*, écrit devant l'incarcération et la pendaison de Ken Saro-Wiwa, en 1995, était un livre invisible dans ma conscience. Je le lisais quand je fermais les yeux, car Bergeline ne l'aurait pas trouvé à Yaoundé, bien qu'Odile Biyidi ait offert sa librairie, la *Librairie des peuples noirs*, à ma lecture. Wole Soyinka, prix Nobel de littérature en 1986, fut emprisonné pour la première fois en 1965, pour avoir fait assaut sur une station de radio, avec un fusil de théâtre en main ! Sans blague.

Me lapte, o !

SUR LE TRIBALISME OU MA THÉORIE DE L'HISTOIRE – LE *NOU* – DITE VITE

Lors de mon séjour à Kondengui, je dois avouer que dans le Quartier 11, celui avec qui j'avais les échanges les plus fructueux, c'était Amadou Vamoulke. Il a une diction plutôt forte, marche droit, fait du yoga, et est imposant dans la noirceur impeccable de ses traits de Nordiste – de Maguida, de Wadjo, quoi. Un soir, il m'a dit ceci : « Le problème de notre pays est qu'il n'y a pas une théorie de l'histoire. » Là je lui ai dit : « Monsieur le directeur [en prison, chacun maintient son titre et son grade], vous vous trompez. Comme la théorie de l'histoire américaine est différente de la théorie de l'histoire française, et de la théorie de l'histoire allemande, la théorie de l'histoire camerounaise est particulièrement, et certainement, différente de celle de la France. Appliquer au Cameroun la théorie de l'histoire française, c'est de la paresse intellectuelle. » Il s'est arrêté et m'a regardé longtemps – se rendant sans doute compte que du jeune que j'étais à ses yeux

jusque-là, je devenais soudain le 'Prof', comme tout le monde m'appelait. « Eh bien », je lui ai dit, « quand on parle de 'repli identitaire', on utilise la théorie française de l'histoire, quand on parle de 'communautarisme', et même de 'tribalisme' chez nous, on utilise la théorie française de l'histoire, car ces mots n'ont aucun sens par exemple aux États-Unis, qui sont un pays qui n'a aucun problème avec le repli identitaire, le communautarisme ou le tribalisme, et n'en écrasent pas moins la France en tout ce qu'on peut imaginer sur la terre. Militaire. Argent. Population. Rayonnement. Attractivité. Tout. »

J'ai vu son regard devenir curieux, et j'ai conclu qu'il me fallait lui expliciter ma théorie de l'histoire camerounaise, qui en medumba s'appelle le Nou, l'Histoire donc, et qui arrive dans la maison en galopant. La voici : l'histoire camerounaise est saisie par un cycle génocidaire qui fait que l'État, la République du Cameroun donc, à un moment décide d'expier sa malfaisance, son incompétence à nous sortir tous de la pauvreté, sur une tribu ou un groupe bien précis qui est accusé de tous les grands maux possibles, terrorisme, sécession, maquisards, etc., à la grande satisfaction des autres tribus, du reste de la population, qui en oublie ainsi que l'auteur de la malfaisance-là, de l'incompétence-là, c'est le président de la République lui-même ! Je lui ai pris l'exemple des Nordistes, des 'Maguidas', exécutés

en mai 1984 à Mbalmayo, à Mfou, plus de deux cents, sous les applaudissements de la meute qui plébiscitait Biya, un président sans consistance, incompétent notoire, un fam, et là il a rapidement compris ce que je voulais dire, car il est effectivement Nordiste, et il m'a raconté comment il a échappé lui-même à ce meurtre de masse, étant à Yaoundé le 6 avril. « Eh bien », je lui ai dit, « Monsieur le directeur, ce que vous avez vécu en 1984, en tant que Nordiste, les Bassa l'ont vécu entre 1956 et 1960, les Bamiléké l'ont vécu entre 1960 et 1970, et les Anglophones le vivent aujourd'hui, devant nous tous. Car si la liste des cadavres de 1984 était composée quasi exclusivement de Nordistes, celle de 1956-1960 quasi exclusivement de Bassa, celle de 1960-70 quasi exclusivement de Bamiléké, celle de 2016-2017, qui se compose devant nos propres yeux, n'est faite que d'Anglophones. »

« Voilà la logique de l'histoire camerounaise – le *Nou* », j'ai continué. « Et tout Bangangté s'écrierait ici, *'A nou la mba'*. Car malheur à la tribu ou au groupe dont ce sera le tour d'être génocidé quand Biya va perdre le pouvoir, les Béti qui s'y accrochent *mordicus*, les Boulou surtout, qui occupent l'administration comme si l'État était devenu leur chose du village, et cela au prix de la marginalisation et de l'extermination d'autres tribus ou groupes, semblant encore n'avoir rien compris à la logique génocidaire de notre histoire ! »

Amadou Vamoulke s'est arrêté et m'a demandé si tout cela était écrit dans un livre. Je lui ai dit que j'étais écrivain, Full Professor de théorie culturelle chez les Amerloques, penseur de notre histoire, et que le livre-là était déjà écrit et en train d'être édité. Son titre, c'est *Empreintes de crabe.*

INTERVIEW *NOUVELLE EXPRESSION*

1. Vous venez de vivre, disons-le ainsi, une histoire rocambolesque au Cameroun, vous avez été interpellé puis incarcéré, *La Nouvelle Expression* aimerait savoir quelles ont été vos conditions de détention là où vous vous trouviez ?

Décrire les conditions de mon incarcération va en scandaliser plusieurs, car il y a plusieurs niveaux, d'abord le niveau juridique, qui est que pendant plusieurs jours j'ai été arrêté en zone internationale, à l'aéroport de Douala, que j'ai été sevré de tout contact, tant avec ma famille qu'avec mes avocats, que j'ai été mené en prison sur des charges nouvelles qui sont toutes tombées comme du sable mouvant. Mais il y a aussi les conditions tribales, et je vais en parler ouvertement. Eh bien, parce qu'il faut que les Camerounais sachent la vérité de ce que j'ai vu et vécu, sachez que ceux qui m'ont arrêté à Douala et conduit à Yaoundé étaient tous Béti, sauf un. Ils se parlaient donc en leur langue et j'ai seulement retenu le

mot nkunkuma, car ils appellent Biya comme ça entre eux. La PJ où j'étais, la police politique donc, est à 90 % francophone – inutile de deviner la tribu là-bas, car un des commissaires principaux lui-même, et j'ai son nom, quand au cours d'une discussion à bâtons rompus, a parlé de 'pouvoir bulu'. J'y ai rencontré seulement deux Anglophones, dont un qui était à Buéa avec moi. Ceux qui m'ont accueilli à Kondengui le 13 décembre la nuit étaient tous Béti. Y compris le régisseur ! Et se parlaient leur langue, carrément. Et je dormais au Quartier 11 à 90 % béti, où ils m'ont mis eux-mêmes sans me demander mon avis, car je voulais soit le Quartier 1, soit le Quartier 3, pour être avec les Anglophones. Dans ma cellule immédiate, 5/7 prisonniers étaient Béti, mes cuisiniers étaient Béti et les deux amis que le régisseur m'avait choisis étaient Béti. Même mes deux gardes au TPI le 27, dont on voit un sur la photo de ma libération, l'autre étant le chauffeur, étaient Béti ! J'ai su que j'étais le prisonnier particulier de la tribu béti quand le 14, un garde, Bamiléké lui, a essayé de s'imposer dans ma suite escortée. Il a été chassé par le chauffeur du régisseur, j'ai son nom, comme un chien ! Comme un chien ! Et c'était en pleine cour du TPI ! Le garde-là est plus tard venu dans mon Quartier me chercher, et se présenter – par deux fois. J'étais donc littéralement prisonnier du village béti, sinon pris dans l'entonnoir bulu ! C'est mon garde-prisonnier, chauffeur du régisseur, qui m'a

dit la décision du juge longtemps avant que ce dernier ne la donne – la tribu avait déjà décidé, par un coup de fil, cellulaire, car n'étant pas de service ce jour, ni son collègue, ils avaient reçu l'ordre de me conduire au tribunal par téléphone, la nuit !

2. Qu'avez-vous vécu derrière les barreaux ?

Ce que j'ai vécu, en premier, c'est la solidarité des prisonniers. Dans toutes mes cellules, ils m'ont littéralement accueilli à bras ouverts, et cela à partir de la PJ, et ici je parle des policiers déjà, qui ont montré un égard extraordinaire en mon endroit dès le moment où ils se sont rendu compte de qui j'étais. Même à la cellule du Parquet, où j'avais choisi d'être avec les autres, il a suffi d'une heure pour que tous les jeunes qui s'y trouvaient soient littéralement à mes pieds, et je dis, littéralement. Et puis le sommet évidemment c'était à Kondengui, où dès mon arrivée c'était comme si les prisonniers m'attendaient. Et en premier les Anglophones qui ont commencé chaque jour à venir dans mon Quartier me rendre visite, une bonne dizaine par jour. Ils venaient tellement que j'étais obligé de rechercher des stratagèmes pour les rencontrer ailleurs, car je ne voulais pas que cela serve de prétexte pour m'envoyer au SED. Et puis bien sûr quand je suis allé à leur réunion journalière au Quartier 3, ils m'ont donné

une *standing ovation*, littéralement. Je ne saurai oublier les membres de mon Quartier qui m'ont accueilli de même, c'est-à-dire de manière miraculeuse ! Un exemple, Atangana Mebara, le ministre et secrétaire général à la présidence qui est incarcéré à Kondengui a quitté sa cellule pour venir me rendre visite dans la mienne, et nous avons longtemps causé. Il faut voir comment tout mon Quartier était en mouvement ! Les conditions de mon départ de Kondengui sont elles aussi épiques, car la route était barrée, c'est le directeur de la prison qui orchestrait les mouvements dehors, avec le secrétaire d'État aux affaires pénitentiaires, et bien sûr au téléphone plusieurs ministres. Le tout a débouché sur le convoi présidentiel qui m'a mené à l'aéroport de Nsimalen. Manière de dire que ce que j'ai vécu est si extraordinaire que j'ai de la peine à le décrire, mais les médias, tant sociaux que télévisuels, ont fait des images vidéo qui présentent bien de ces scènes.

3. S'il fallait revenir sur le film de votre arrestation, votre séjour en prison, les différentes audiences au tribunal, votre libération contre toute attente, la prise de votre passeport camerounais, votre expulsion, que diriez-vous ?

Je dirai que l'État camerounais a agi en toute illégalité, et je suis content, très content du soutien

américain qui m'a arraché à ses multiples griffes, mais surtout de la campagne supersonique, tant nationale qu'internationale, qui en a fait de même. Car il faut se rendre compte que l'instrument le plus important qui scellait mon destin c'était le téléphone cellulaire, les ministres et surtout le président de la République qui ont orchestré tout cela, donnant leurs instructions toujours par téléphone, et cela devant moi, littéralement, instructions qui étaient toujours exécutées dans la nuit, tant la fouille de mes bagages par le directeur de la Police Judiciaire et son staff de sous-directeurs eux-mêmes, dans le bureau du directeur même, tant mon transfert du parquet à Kondengui, que l'instruction qui a fixé mon jugement du 19 janvier (qui était pourtant fixé par décision du juge au 27 décembre), ce qui est déjà en soi une chose unique dans notre pays. L'importance du téléphone cellulaire dans la gestion du destin des Camerounais ne m'est jamais autant apparue que durant les jours de mon incarcération, car il fallait voir comment les fonctionnaires étaient désaxés toutes les fois où je refusais d'accepter les décisions qu'ils avaient reçues par téléphone ; par exemple, être auditionné sans avocat, par exemple signer un papier infâme, ou autre. C'était la panique littéralement, car alors ils se rabattaient sur le téléphone, avec espoir d'avoir encore au bout du fil le ministre donneur d'instructions !

4. Comment vous sentez-vous ?

Pas encore bien en réalité, car j'attends les résultats des examens médicaux. Il faut dire que l'accueil que j'ai reçu dans les différentes cellules où j'étais, la PJ, le Parquet et Kondengui, ne me fait pas oublier, et ne devrait pas me faire oublier, que j'étais un prisonnier quasiment tribal, même si cela était couvert sous un drap présidentiel, quasiment rocambolesque. Le sombre de ma condition, je l'ai déjà décrit, et c'est cela qui me préoccupe véritablement, car jamais je n'ai été mis aussi clairement devant la brutalité de l'État camerounais, et en même temps devant sa capacité à la mascarade. C'est la mascarade qui est visible par tout le monde, le fait par exemple que j'étais toujours seul dans la voiture qui me menait aux décisions de justice, un véhicule blindé plusieurs fois, avec des gardes super-armés, le fait que j'avais un traitement présidentiel, quasiment, mais cela cache le sombre de l'entonnoir tribal qui m'avait pris dès l'aéroport de Douala, et qui ne m'a lâché que lorsque, à l'aéroport de Nsimalen, le directeur de la PJ, le dernier Camerounais que j'aie vu, m'a remis mon passeport en me souhaitant bon voyage. Je lui ai alors dit que je reviendrais, et je compte bien le faire quand le régime de Biya va tomber, car le Cameroun c'est mon pays.

5. Que retenir pour l'avenir ?

Ce qu'il faut retenir c'est que dans notre pays il y a un État dans l'État, un État insidieux, un État tribal qui se couvre des mascarades les plus grotesques, qui se couvre d'un théâtre des plus ubuesques, afin de cacher son côté tribalement mafieux. Il faut retenir cela, car c'est dans les profondeurs de l'État tribal que les crimes les plus odieux sont commis, les empoisonnements, par exemple, que les solidarités les plus surprenantes sont élaborées, que les alliances les plus solides se calent. Mais surtout il faut savoir que l'arme fondamentale de la tyrannie qui nous a pris en otage et m'a envoyé en exil est qu'elle détruit toute forme de solidarité, pour laisser chacun seul devant son destin, seul, dans l'impossibilité de bâtir les amitiés qui comptent, et les coalitions qui sauvent. Or comme nous le savons, un être seul ne peut pas vaincre une tyrannie, celle-ci se défait en collectif.

6. Quel message pourriez-vous adresser à la jeunesse camerounaise en ce début d'année 2018 qui s'annonce rude, diront certains ?

Il faut qu'ils comprennent que seul l'Amour défera la tyrannie, et que nous serons sauvés par le bon cœur. Il faut que les jeunes sachent que c'est à eux que revient la tâche de libération de notre pays, et que celle-ci est déjà

mise en branle. De ce point de vue ils sont véritablement chanceux, et peuvent même sourire en se mettant à la tâche. Il n'y a en effet rien de plus beau que d'œuvrer à la libération de son pays, que de participer à la tâche de nettoyage de trente ans de mauvais cœur qui s'est installé au palais d'Etoudi, et dont les métastases se sont incrustées dans les veines de la population. Les jeunes doivent donc prendre cette tâche de leur libération avec joie, et avec haleine haute, car c'est ainsi seulement que demain sera beau. Ici les Anglophones leur montrent un exemple unique de courage et de victoires. Après tout l'avenir leur appartient, le tyran étant condamné.

[2018]

De ma libération à mon expulsion

Même quand j'y pense, je ne peux qu'en rire, tellement c'est cocasse ! Le 26 décembre, j'ai été informé par Bergeline Domou, la directrice du comité pour ma libération, que je serais libéré et puis expulsé du Cameroun. « C'est la rumeur qui le dit ici dehors », précisa-t-elle, avant d'ajouter que mon procès n'aurait plus lieu le 19 janvier comme le juge l'avait annoncé auparavant. Guibai Gatama, DP de *L'Œil du Sahel*, avait publié l'information sur son compte Facebook, me dit-elle, tout comme Boris Bertolt, un lanceur d'alerte extraordinaire, ce qui lui donna une certaine crédibilité à mes yeux. C'est que ce jour, ni elle, ni plusieurs de mes amis, n'avaient été admis à me remettre mon repas. Il avait fallu l'intervention de mon avocat pour que je les retrouve dans la cour extérieure de la prison, à 17 h 30, donc avant la fin des heures de visite – occasion pour moi, cependant, de remettre le texte manuscrit de ma défense à Aline-Léonie Chouapi. Il demeure : avec cette nouvelle contradictoire dans les bras et le ventre vide,

je me suis précipité chez mes amis anglophones pour leur faire mes adieux – j'ai rencontré Terrence Penn chez lui, et Mancho Bibixy, je l'ai interrompu dans une visite au Mineur. Je les ai embrassés vivement, et leur ai dit que je le referais au besoin si je n'étais pas libéré, mais qu'on ne se reverrait probablement plus. Je suis retourné dans mon Quartier, le Quartier 11 où habitent également les détenus et condamnés de l'opération Épervier, et ai annoncé la nouvelle à mon chef de mandat, de cellule, selon le jargon de Kondengui. Il m'a embrassé. J'étais prêt, car je sais qu'au Cameroun, les ordres de la tyrannie sont toujours exécutés dans la nuit, en catimini. Je me suis étendu, et ai attendu. Je n'étais donc pas surpris quand à 21 h 30 trois garde-prisonniers sont venus m'appeler dans mon mandat, dont le chef du Service des Affaires Administratives et Financières, le SAF. Il n'officialisait que ce que je savais déjà. Dans le petit jardin devant mon mandat, il m'a montré le bon d'extraction, qui me demandait d'apparaître au tribunal le lendemain matin à 8 h 00.

Il n'était pas besoin de demander si mon avocat était informé, car durant toute la procédure, les geôliers avaient toujours tout fait pour dribbler celui-ci, ou alors pour empêcher que l'équipe de ma défense ne monte une stratégie – Maître Simh avait ainsi décidé de prendre les médias comme tribune de ma défense, et de mettre en branle ce que j'appelais une défense à

tête chercheuse. Mon problème était cependant simple ici – comment le joindre, lui, Maître Simh, afin qu'il soit là le lendemain à 8 h ? Dans des moments de détresse, la solidarité des détenus devient évidente, et c'est ainsi que j'ai pu parler à mon avocat qui m'a dit qu'il serait là, et ai donc pu informer mon épouse qui, évidemment, a mis en branle le monde entier pour la bataille du lendemain. Je croyais encore que j'aurais un procès en bonne et due forme – toute la nuit, je l'ai passée à recopier le texte de ma défense, dont j'avais déjà fait parvenir un exemplaire aux membres de mon équipe juridique. À 5 h, je me suis douché, j'ai refait la raie que j'ai sur la tête, ai un peu mis de l'ordre dans mes affaires, et ai commencé à m'habiller. À 7 h 25, un garde-prisonniers s'est annoncé, je n'étais pas encore entièrement habillé. J'ai eu le temps de mettre dans mes poches le texte de ma défense, dont je donnerai un exemplaire au tribunal à mon avocat, ainsi qu'une fois de plus à un des membres de l'équipe juridique. Je savais en effet qu'ils n'avaient pas eu le temps de se préparer, et je ne voulais pas les surprendre. Voir Maître Simh, mon avocat, à ma sortie du pénitencier, m'a fait comprendre qu'il avait reçu l'alerte. Il était inquiet mais serein, un héros !

La salle d'audience du Tribunal de Première Instance était vide cependant. Avec mes deux gardes, nous avons attendu que les ménagères finissent leur travail, rejoints très vite par Maître Simh qui, à la différence de moi

qui étais venu par véhicule pénitentiaire, donc sevré des embouteillages, avait dû s'arrêter à tous les feux. Mais bientôt le visage de mes amis commença également à apparaître dans la salle du TPI – Bergeline Domou, l'intrépide, évidemment, Thierry Njiffen, extraordinaire juriste, mon conseiller juridique depuis sept ans, Aline-Léonie Chouapi, venue de Douala pour s'occuper de ma nutrition, Jean-François Denwo, REC du *Messager* où je publie des chroniques bimensuelles, des membres de Generation Change, le mouvement citoyen que j'ai mis sur pied, l'artiste Valsero. En quelques minutes, la salle du tribunal était pleine d'amis, et l'atmosphère était joviale – c'est que le mot de ma libération avait circulé, et chacun était venu en être le témoin. Il a fallu beaucoup de dextérité pour que mes deux garde-prisonniers, surtout Ongolo Noah qui durant mon séjour en prison était mis spécifiquement à la tâche de me conduire au tribunal, ne soient emportés par ces amis qui voulaient des photos ou avec qui nous voulions continuer des histoires interrompues.

Quand le corps du tribunal est entré, ce qui m'a d'abord frappé c'est l'apparat de sa tenue, car les magistrats étaient tous habillés comme de manière festive, et tous les bancs étaient remplis, sauf celui du juge évidemment, plutôt désinvolte je dirais, qui trônait seul sur son perchoir, sa toque un peu penchée vers la droite, sûr de lui. Le procureur de la

République, sur son ordre, s'est levé, et, pesant chacun de ses mots, vraiment, lui aussi comme s'il parlait dans l'Histoire, a lu la décision prise 'sur instruction', par l'État du Cameroun, la partie plaignante contre moi, d'abandonner toutes les trois accusations qui me maintenaient en prison – 'menace simple', 'outrage à corps constitué', 'apologie de meurtre'. C'est que les accusations d''outrage au chef de l'État', d''immigration clandestine', et de 'faux et usage de faux', avaient déjà été abandonnées en audition à la Police Judiciaire, le corps de la charge se trouvant ainsi désossé. Le juge, devant l'abandon des accusations par le procureur de la République, s'est mis à écrire, à la main, et cela il l'a fait pendant de silencieuses et interminables minutes, sa décision, qu'il a ensuite lue, avec tout le cérémonial que cela comporte, tout le monde debout. En 'actant' la décision du procureur, il me déclarait libre, oui, libre ! C'est dire que je n'y croyais pas moi-même, moi dont le jugement était d'ailleurs prévu pour le 19 janvier, et nous n'étions que le 27 décembre. C'est Maître Simh qui me l'a confirmé : « Oui, Patrice, cela veut dire que tu es libre ! » L'irruption de joie dans la salle d'audience était telle que mes amis m'ont porté sur leurs épaules. Et je vois encore le géant Jean-François Denwo venant vers moi, en kaftan orange, et me prenant dans ses bras, je me vois en l'air, dans la salle du tribunal, voltigeant entre des mains !

Mes deux gardes étaient là cependant. C'est eux qui ont rabattu la liesse, car s'il ne manquait pas de voiture à Yaoundé pour m'emmener directement à Biyem Assi où se trouve la Maison de l'écrivain, ma maison, Ongolo Noah a rappelé qu'il me fallait d'abord recevoir un certificat de levée d'écrou du régisseur de prison. « Juste une formalité. » Me voilà donc retournant en prison – dire que si mes amis en liberté étaient tristes, mes codétenus en prison étaient joyeux ! J'avais quelques victuailles, restes des fêtes de Noël, que je leur ai distribuées, tout comme mes vêtements et ustensiles ! Au bureau de l'adjoint au régisseur, par la suite, j'ai signé le registre certifiant ma libération, mentionnant que le lieu de mon habitation, c'était Biyem Assi, à Yaoundé, le sourire demeurant sur mon visage. Mais c'est dans le bureau du régisseur que, en lieu de 'formalité', la surprise a commencé, le véritable coup de théâtre, un autre, car j'y ai retrouvé le parterre d'officiers de police qui m'avait accueilli le soir de mon arrivée à la Police Judiciaire, le 6 décembre – le Directeur, Jacques Dili, le sous-directeur des Affaires Criminelles Joseph Ntemde, qui était le responsable de mon audition et chargé du SIR qui me servit de prison pendant cinq jours, ainsi que le commissaire Christian Ngom, qui était leur coursier durant tout mon séjour à la PJ. Présent était aussi le secrétaire d'État aux Affaires pénitentiaires, en lunettes noires, tout comme Maître Simh qui m'a

annoncé que je serais expulsé. Mon arrivée dans ce bureau était déjà chahuteuse, parce qu'un formulaire mentionnant quelques-unes de mes pièces qui avaient été saisies m'avait été présenté pour signature, et à côté de mon passeport camerounais, la retenue d'une pièce de mon beau-père m'avait révolté. J'avais refusé de signer le document.

Expulser un homme libre n'est pas chose facile, même au Cameroun, surtout que ma libération avait été décidée une heure auparavant par l'État du Cameroun lui-même, qui avait abandonné toutes les charges qu'il avait portées contre moi, me rendant tous mes droits donc. Et la police est au service de l'État. « Où est l'ordre d'expulsion ? » Ma question ne pouvait qu'être évidente, sauf à ceux à qui je l'adressai. Mais je me demande encore pourquoi elle a surpris le parterre de fonctionnaires camerounais qui emplissait le bureau du régisseur. « Nous avons reçu des instructions », fut la réponse du directeur de la Police Judiciaire. « Où sont-elles ? Je peux les voir, ces instructions ? » Ici le commissaire Joseph Ntemde, pris de court, sourit et fit référence au document que j'avais refusé de signer, et qui était sans doute un piège. « Ce document n'est pas un ordre d'expulsion. » fut ma réponse. « Je ne l'ai pas signé », lui dis-je, « parce que vous avez retenu le document de mon beau-père, et n'y avez pas droit. Il n'est pas camerounais. Que faites-vous avec son

document ? Que vais-je lui dire ? Il n'est jamais venu au Cameroun, alors pourquoi voulez-vous le punir ? » Parce que ma logorrhée éclaboussait un silence glacial, je me suis arrêté et leur ai dit : « Mais répondez-moi donc, dites quelque chose ! » C'est le commissaire Ngom, homme digne dans toute cette histoire, qui s'est retourné vers moi et a dit : « Monsieur Nganang, nous sommes silencieux parce que vos questions nous interpellent. » Il s'est donc mis au téléphone pour, dit-il, recevoir de « nouvelles instructions du ministre de la Justice », de Laurent Esso donc, parce que mon argumentaire était « inattendu et plutôt convaincant ». « Êtes-vous mariés ? », continuai-je, heureux de cette fenêtre de l'indignation. « Si c'était vous, que diriez-vous à votre beau-père ? »

Ah, les beaux-pères ! J'aime le mien !

Le ministre cependant n'était pas joignable pour une nouvelle instruction. Il rappellera bientôt, eh oui ! Pendant ce temps, Joseph Ntemde m'annonçait que je prendrais l'avion à 14 h, et que nous n'avions plus de temps. « Où sont mes affaires ? » Il me présentait un document listant mes affaires : « Toutes sont dans vos sacs. » « Mais ce n'est pas moi qui ai signé le document ! » fut ma réponse. « Pourquoi mon avocat a-t-il signé à la place d'un homme libre ? Je ne suis pas un mineur ! » La surprise de Joseph Ntemde avait la dimension de son calme. « J'ai fait le droit », dit-il. « En droit, un avocat a

le droit de signer pour son client. » Ma réponse : « Si le client lui en donne la permission, ce qui n'est pas le cas ici. Pourquoi quelqu'un d'autre a-t-il signé à ma place, alors que je suis libre, et cela sans même me demander ? » C'était évident que nous tournions en rond, et seule la violence pouvait interrompre cet échange. « Monsieur Nganang », intervint Joseph Ntemde ici, « regardez, toutes vos affaires sont dans la voiture de la police, nous allons à l'aéroport. » « Mais pourquoi ? Moi j'habite à Biyem Assi ! J'ai une maison à Yaoundé, et je suis libre d'y aller ! En plus, mes amis ont bien une voiture ! » Que faire ? Comment expulser sans motif un homme libre ? Le dilemme ne pouvait être résolu que par encore plus de coups de fils avec des ministres restés dans l'ombre, donnant leurs instructions par téléphone. Et je vis Joseph Ntemde se lever, aller au-dehors, le secrétaire d'État aux Affaires pénitentiaires se lever, aller au-dehors, le commissaire Ngom aller-au dehors, tous au téléphone, pour rechercher ces nouvelles instructions-là.

Ces échanges, houleux qu'ils étaient, ont eu l'avantage de permettre à quelques membres de mon équipe d'avocats de venir, dont Maître Meli, qui n'a pas seulement insisté sur l'absence d'ordre d'expulsion, ce qui était déjà suffisamment scandaleux, dit-il, car en établir un était une banalité, mais surtout, a refusé que je sois mené où que ce soit dans une voiture de police

– « J'ai une voiture », dit-il, « Que fait un citoyen libre dans une voiture de police ? » À défaut d'instructions, Joseph Ntemde revint avec un argument extraordinaire, et nous annonça que le temps passait, et qu'il était impossible d'aller à l'aéroport avec une voiture privée, « à cause des embouteillages ». Et il était sérieux, ce sérieux qui ne manquait jamais de me faire sourire, et lui aussi bientôt. « Nous avons un convoi avec sirène », dit-il. « Mon client n'a pas besoin de voiture ! » Maître Meli était imbattable. Et moi : « Oui, je peux même prendre un taxi pour aller à Biyem Assi ! Je n'ai pas besoin de voiture ! » Et la chamaille recommençait, poussant les officiels du gouvernement une fois de plus à sortir, téléphone sur la tempe. Mais cette fois leur désarroi était visible, car la demande de Maître Meli était implacable : « Quel est le motif d'expulsion ? » Joseph Ntemde reviendra avec les instructions nouvelles, et son visage éclairé disait sa voie perfide. « Défaut de permis de séjour », dit-il, « Voilà les instructions. Il sera expulsé pour défaut de permis de séjour. » Dire que celles-ci n'étaient pas écrites était inutile, parce que cette fois il était venu avec plusieurs hommes en cagoule noire, brandissant des armes supersoniques.

Ce sont donc ces hommes en cagoule qui m'ont mené, sous escorte d'autres gros bras, vers la sortie de la prison de Kondengui où j'ai été accueilli par un convoi de véhicules, et de l'autre côté de la route, qui était

barrée pour la circonstance, par les cris d'une centaine de personnes qui appelaient mon nom, ainsi que mon nom d'éloge : « Patrice ! » « Tanou ! » Extraordinaire que ce moment, quasiment présidentiel, car autour de moi s'activait tout le personnel de la prison, elle-même en ébullition. Juste le temps de lever la main pour un salut, j'étais poussé dans un véhicule blanc, et le cortège s'ébranlait, avec motard à l'avant, et sirène. Dans mon véhicule, trois gardes du corps en cagoule, dont le fusil supersonique était pointé vers la population, me firent comprendre que j'étais dans le périple le plus extraordinaire de ma vie. Mais j'étais habillé de dignité bangangté et composé pour la circonstance. En chemin, des gens se retournaient, levaient la main par réflexe, étonnés du convoi qui s'arrêtera soudain après quelques kilomètres. Le directeur de la Police Judiciaire s'était rendu compte que je devais être menotté ! Et voilà un policier, en civil celui-là, qui court vers notre voiture, et demande à mes gardes du corps de me menotter. « Nous n'avons pas de menottes », disent-ils à travers leurs cagoules. « Tu as des menottes ? » demandent-ils au chauffeur du véhicule. « Non. » Nous nous arrêterons à un commissariat en chemin et je serai menotté.

C'est donc menotté que j'arriverai à l'aéroport de Nsimalen, dont l'espace passager avait été libéré par la police avant mon arrivée. J'étais déjà arrivé menotté à Yaoundé, la ville de ma naissance. Je la quittai menotté,

sortant de ce véhicule blanc au milieu d'une chaîne de véhicules noirs, je la quittai ainsi, cette ville où je n'ai pas seulement une maison, où mon placenta est enterré, où je suis né donc, ai passé ma jeunesse, mes années d'étudiant, ville qui inspire tous mes livres, car je n'écris et n'ai jamais écrit que sur Yaoundé. Je la quittai donc en menottes, Yaoundé, cette ville où avec Generation Change, pendant des mois, pendant des années, j'ai investi mon temps, mon énergie, à mobiliser mes concitoyens, pour avec eux balayer les rues, curer des rivières dont la Biyem, construire des ponts comme à Biyem Assi et Nsimeyong, refaire des stades comme à Nlongkak, refaire des routes comme à la Briqueterie, construire des salles de classe pour des écoles comme à Madagascar, cette ville dans laquelle j'ai travaillé avec des milliers de jeunes, des vieux, des moins vieux, pour installer dans le cœur de chacun le concept simple du bénévolat et donc du service public désintéressé, et c'est-à-dire du Changement ! Cette ville dans laquelle, quand je passe à Madagascar, les enfants crient mon nom, et disent « Bénévolat ! Bénévolat ! Bénévolat ! » Dans laquelle quand je passe à Biyem Assi, les passants crient « Generation Change ! » Cette ville, ce pays qui est mon corps, je le quittai donc en menottes, et comment ne pas sourire de tout cela, sauf que jusqu'ici je ne savais pas où j'allais.

À l'aéroport, la question de la dame d'Ethiopian Airlines, au guichet, ne pouvait donc que déclencher mon rire jusque-là contenu : « Quelle est votre destination finale ? » « Je ne sais pas, Madame », lui dis-je, me retournant vers le directeur de la Police Judiciaire. « Washington DC », fut sa réponse sérieuse. « Mais moi j'habite New York ! » lui dis-je. « Nous n'allons pas recommencer, hein, Monsieur Nganang ! » intervint le commissaire Ngom. « J'habite New York ! » « Où est la différence ? » « Entre Washington DC et New York ? C'est comme entre Douala et Yaoundé, merde ! » « Nous savons ! » « Alors si vous savez, pourquoi vais-je donc à Washington DC avec ces habits ? » C'est que j'étais habillé à la Bamiléké, en ndop rouge, avais des sandalettes aux pieds, et mes autres vêtements étaient encore scellés – mieux, j'étais encore en menottes ! « Vous m'avez arrêté alors que j'allais au Zimbabwe, et maintenant vous voulez m'envoyer à Washington DC, au lieu de New York où j'habite, c'est quoi ça ? » Il n'y a pas scène plus cocasse que l'absurde. « Et puis, pourquoi suis-je encore en menottes ? » La libération de mes mains ne me fit cependant pas échapper au vol d'Ethiopian Airlines, et c'est le directeur de la Police Judiciaire, d'abord avec son staff de sous-directeurs, et puis seul, qui m'accompagna lui-même jusqu'à la porte de l'avion, m'évitant ainsi tout autre contrôle de sécurité aéroportuaire, avec les policiers en service se

levant tous et faisant le garde-à-vous à notre arrivée. Quand donc, au bout du tunnel où il était avec moi, il s'arrêta soudain et me remit mon passeport américain, je me retournai et restai un instant debout, là, mon regard dans le sien. « Qu'est-ce que vous faites à ce pays ? » voulais-je lui demander, « Qu'est-ce qui nous arrive ? » « Je reviendrai bientôt ! » Voilà tout ce que je trouvai comme mots, « Je reviendrai bientôt. » Car mon exil a commencé. Oui, je reviendrai quand le régime de Biya tombera. Et il tombera bientôt.

[2018]

Le temps de mon exil sera bref

Je suis donc libre. Oui, ils ne m'ont pas condamné à mort, alors qu'ils m'avaient à leur merci. Ils n'ont pas pu tenir ferme leurs accusations, celles-ci s'étant évaporées entre leurs propres doigts. Du Tribunal militaire au Tribunal de Grande instance au Tribunal de Première instance, ils se sont retrouvés à prendre des décisions administratives dans le bureau du Régisseur de prison, par instruction téléphonique sur cellulaire à Messieurs les ministres, pour contrecarrer la décision publique du Juge qui m'a libéré et restitué dans tous mes droits devant tout le monde, quelques heures auparavant. La meilleure ? Ils m'ont mis dans un avion en direction de Washington DC, alors que mon domicile américain est à New York. Ils m'ont mis dans un avion qui m'a emmené à Washington DC, alors qu'ils m'ont enlevé, vingt et un jours plus tôt, d'un avion qui m'amenait plutôt à Harare, au Zimbabwe, terre libérée du tyran, et où se trouve encore ma famille. Ils m'ont mis dans

un avion, et m'ont jeté sur le Chemin du milieu, m'ont jeté dans l'Océan Atlantique donc, que des millions de nos ancêtres ont fait en bateau, vendus qu'ils étaient pendant trois cents ans par des gens de leur espèce.

Extrader un Bangangté – un qui refuse l'esclave ! – en Amérique donc, après lui avoir fait traverser Yaoundé, la ville de sa naissance, dans un convoi présidentiel, avec quatre gardes du corps en cagoule et fusil supersonique pointé sur les populations, motard et sirène au-devant pour clarifier son chemin ! Extrader un enfant de Nkomkana, qu'ils ont mis en menottes en chemin ! M'extrader de Yaoundé, moi, qui suis né dans les elobi, dont le placenta est enterré à Yaoundé même, qui y ai ma maison, qui suis allé à l'école publique de Tsinga, vendant les savons au Marché central, faisant le pèse-personne à travers la ville, qui suis allé au CES de Ngoa Ekelle, puis au lycée Leclerc, moi, enfant de ce pays, fils de cette ville dont tous et chacun de mes douze livres parle de long en large, garçon de toutes ces bayam salam, fils de tous ces papas, moi, Nganang Alain Patrice, me remettre aux Blancs – et c'est le directeur de la Police Judiciaire lui-même qui l'a fait, accompagné de son staff de sous-directeurs, qui m'a mis dans l'avion, en maintenant dans sa poche mon passeport camerounais ! Un Américain, un Allemand, un Français peut-il arrêter, incarcérer et extrader son frère vers le

Cameroun ? Qui peut faire une chose pareille, sinon un que dans ma langue maternelle on appela un Fam ?

Un Fam c'est quoi ? C'est un être qui manque tellement de substance, c'est-à-dire de conscience historique, qu'il en oublie que le lit dans lequel il est couché a été bâti par le peuple, à la demande de son Père, que le palais d'Etoudi dans lequel il habite a été bâti par son Père, que de son premier boulot à celui qu'il occupe aujourd'hui, c'est son Père qui lui a trouvé du travail, que de tous les prétendants qui auraient mieux que lui fait le boulot qu'il fait depuis trente-quatre ans, son Père l'a choisi, lui, parce que justement il n'avait pas de substance, et qui, pour montrer qu'il en a un peu, condamne ce Père-là à mort pour haute trahison, condamne ce Père à l'exil, abandonne le cadavre de ce Père au Sénégal, et veut être respecté par les Camerounais. Le Fam, c'est ça ! Le Cameroun, la terre de nos ancêtres, le pays de nos aïeuls, est captif d'un Fam, le dernier esclavagiste, et c'est son mauvais cœur qui dicte les directives des gens au téléphone, décide des actes de ces gens qui m'ont arrêté, et impose les gestes de ceux qui m'ont fait répéter en avion, le 27 décembre 2017, le chemin qu'ils ont fait faire à nos ancêtres en bateau, vers les Amériques !

Mais un noble Bangangté refuse l'esclavage, comme un noble Bulu refuse l'esclavage, comme un noble Moundang refuse l'esclavage, comme un noble Douala refuse l'esclavage, comme un noble Bakweri refuse l'esclavage ! Je vous ai vus et entendus, chers sœurs et frères, à ma sortie de Kondengui, des centaines vous étiez venus me dire « Tiens-toi debout ! », comme vous, mes frères Anglophones, qui m'avez donné une *standing ovation* à mon entrée en prison, une centaine vous étiez aussi, tout comme les Éperviables, qui, du SG de la présidence aux autres, de même, êtes un à un venus dans mon mandat me dire « Nous sommes avec toi, Patrice ! » Du cœur de Kondengui où, comme dans toutes les cellules où j'ai été trimballé, en peu de temps presque tous les détenus m'appelaient par mon prénom – « Patrice ! » –, savaient mon histoire mieux que moi, et me serraient la main et me promettaient la liberté la plus rapide, j'ai compris que ce que vous me montriez, c'est ce côté droit du cœur où bat l'Amour !

Seul l'Amour va défaire le mauvais cœur qui nous tient encore otages, et c'est en son nom que je vous remercie toutes et tous cent fois, mille fois, plusieurs milliers, des millions de fois, car c'est là votre nombre. Je dis, me lapte à ces milliers qui ont tout fait pour ma libération, de ma fille dont la lettre m'a coupé le cœur en prison, à ces amies et amis qui ont fait mon lit de

la liberté, d'où je vous écris ces mots de ma gratitude totale. Vous êtes nos milliards d'étoiles dans le ciel de cette nuit centenaire qui s'est abattue sur le Cameroun, et dans vos scintillements, vous annoncez l'arrivée proche de notre collectif matin !

Le temps de mon exil sera bref.

Concierge de la République

[2018]

La deuxième République

La Deuxième République du Cameroun sera fédérale. Ceux qui, durant les années 1990, se sont mis à l'œuvre sur la Constitution du Cameroun le savent bien, eux qui n'ont eu que le geste de réajustement négatif du texte fondamental. Les détails de leur malfaçon, même s'ils sont infâmes, importent beaucoup moins que la structuration de l'État camerounais qui ne saurait être que mosaïque.

La décentralisation, même renforcée par le pouvoir des communes, ne saurait qu'être placebo, en attendant la codification fédérale de notre vivre-ensemble. En réalité les forces jacobines qui nous tiennent en otage depuis 1956 sont celles qui rendront l'éclatement de notre pays inévitable, parce que la demande fédérale ne saurait longtemps être maintenue dans les tiroirs. C'est ici en effet que la longue bataille menée par le SCNC portera ses fruits, car la pendule de notre histoire se sera mobilisée vers l'horizon fédéral grâce

à ses actions. Mais le fédéralisme, ici, n'est pas que de partage des ressources ; il est de production, surtout il est fondé sur l'élection effective des gouverneurs, des préfets, sous-préfets et juges, car la responsabilisation de ceux-ci devant des électeurs rendra notre pays administrativement démocratique. Il va de soi que de tels changements ne peuvent avoir lieu que dans la mesure où l'école qui est au cœur de la fabrique politique dans notre pays – l'ENAM – sera remise sous la houlette de l'université dont elle n'est d'ailleurs qu'une émanation, à défaut d'être simplement fermée.

C'est que le changement doit être structurel, avant de toucher la matrice politique du pays. Et ici, il est fondamental que le RDPC soit interdit : son interdiction rendrait ainsi hors-la-loi l'État tribal qui lui sert de squelette idéologique, et dont la théorie la plus achevée se trouve dans *Pour le libéralisme communautaire*. L'existence de la Droite est un des piliers de la République et doit absolument être sauvegardée pour le maintien du clivage idéologique qui est à la base du nouvel État. Mais l'extrême Droite, surtout son fondement théorique et institutionnel, doit être éradiqué. La démocratie doit toujours se défendre contre la rechute dans la barbarie, qui chez nous a le visage de l'État tribal. Le détruire serait poser un geste de salut public, similaire à celui qui a fondé l'Afrique du Sud postapartheid.

Des nombreuses modalités de la constitution de la Deuxième République, le vote, le coup d'État, la guerre, le vote est sans doute le chemin préféré, même si sa fonction révolutionnaire ne peut être garantie que par l'interdiction du parti qui pendant plus d'un demi-siècle a jeté des millions de Camerounais hors de leur pays, et plongé celui-ci au creux du cabinet. Cette interdiction du RDPC n'aura de sens, évidemment, que si Paul Biya, ainsi que les membres de sa famille, de son clan et de sa clique, étaient jugés et condamnés le plus fermement possible. La fuite demeure un scénario possible pour que le tyran, qui ainsi laisserait la sentence sur sa personne et son règne à l'histoire et aux générations futures.

La Deuxième République ne sera possible que dans le respect fondamental des minorités. C'est que la minorité étant le ferment de la transition pacifique vers une nouvelle majorité, elle est l'étalon de mesure du niveau de démocratie d'un État, comme la transparence du vote est celui qui permet de juger d'une élection. L'inscription dans la Constitution du droit de pétition citoyenne rendrait dans l'absolu la protection des minorités effective, tandis que la double citoyenneté arrimerait notre pays aux mouvements historiques de ses populations. Mais la protection des minorités, c'est surtout la sanctification de la vie, c'est-à-dire de la dignité humaine. Il devrait être clair, dans la nouvelle

République camerounaise, que la vie est l'absolu dont l'État garantit la continuité. L'organisation du vécu ensemble ne peut de ce fait que se fonder sur un nouvel impératif, qui ainsi rendrait bien des évidences de l'ancien régime caduques, mais aussi, ouvrirait sur des possibilités telle l'assurance universelle pour chacun des citoyens, dont la conséquence serait l'élévation de l'espérance de vie des Camerounais. C'est que la nouvelle République du Cameroun ne peut qu'être sociale, et doit l'être ; elle ne peut qu'être de Gauche, et doit l'être, afin que le changement pour lequel depuis 1956 de nombreuses personnes sont mortes fasse sens. Œuvrer pour le changement, c'est hâter l'avènement de cette République de vie.

[2015]

Table des matières

Achevé d'imprimer par Spektar Printing House
Dépôt légal : Juin 2018
Imprimé en Europe

PATRICE NGANANG

LA RÉVOLTE ANGLOPHONE

ESSAIS DE LIBERTÉ, DE PRISON ET D'EXIL

Ce livre est le premier écrit en français sur la crise anglophone du Cameroun, dans sa forme actuelle : une guerre civile qui oppose l'armée du régime de Paul Biya et les populations des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du pays. Un conflit qui a déjà causé des centaines de morts et plus de 40 000 réfugiés.

L'auteur grâce une approche pluridisciplinaire ; historique, linguistique et politique, ainsi qu'à son expérience d'ancien prisonnier de ce régime, apporte un éclairage détaillé sur cette crise. L'ensemble de ses réflexions constitue un cadre à la disposition du grand public pour comprendre la situation présente et à venir du Cameroun, à la lumière de la question anglophone.

PATRICE NGANANG est un écrivain camerounais. Il est Professeur Titulaire à l'Université d'État de New York, Stony Brook où il enseigne la théorie littéraire et culturelle.

ISBN: 979-10-90147-31-7



15 €
www.tehameditions.com